Pour une véritable indépendance du Québec

Une conception matérialiste de la question québécoise afin d'en finir avec sa lutte de libération nationale

Barricadiers de Saint-Sauveur

2026

Préface

Avant d'avoir été rédigé par qui que ce soit, cet ouvrage a d'abord surgi du rapport social québécois lui-même. Il est le produit d'une ébullition conduite par tous ses éléments les plus passionnés, se regroupant contre la censure, l'hystérie et le solipsisme. Il constitue la synthèse organique de tous ceux qui ne se sont pas contentés d'avoir raison, mais qui ont cherché, au contraire, à *être* dans la raison. C'est au terme de multiples rencontres, discussions et expériences accumulées sur plus de dix ans qu'un tel manifeste a pu s'élaborer.

C'est précisément dans ce même tumulte que le Québec semble, de temps à autre, se destiner vers un troisième référendum, excitant à la fois ses militants, ses intellectuels et ses travailleurs autour de la question nationale. Le Parti québécois et son option séparatiste — représentant un fort fétiche socialo-national, émotionnel, comparable au kémalisme turc, au péronisme argentin, au nassérisme égyptien ou au FLN algérien — mérite que l'on s'y attarde afin d'en démystifier enfin la véritable fonction.

Si nous avons écrit ce texte et que nous le diffusons, ce n'est pas pour qu'il « fasse du nombre », mais parce qu'il existe un lien dialectique entre la restructuration de l'économie politique et sa critique radicale. Il s'agit d'accompagner tous ceux qui iront au plus loin de leur engagement indépendantiste, pour être contraints de le renverser vers le véritable terrain de la lutte pour l'émancipation. Nous sommes contre l'indépendance fausse afin de lui substituer la seule qui soit vraie.

Loin d'avoir été rédigé sans limites ni difficultés, ce travail prétend, à tout le moins, avoir explicité l'essentiel de l'agir convenable face aux enjeux des prochaines décennies. Malheureusement, pour le lecteur empiriste, orgueilleux et borné, le vrai ne se comprend que par le dépassement de son prisme subjectif et il en va de même pour la compréhension de ce livre.

*« À l'état de sommeil, chacun a un monde qui lui est propre ; à l'état de veille, tous ont un monde **commun.** »*

- Héraclite

*« La crainte de l'erreur se présente comme une crainte de la vérité. En effet, ce scrupule suppose que le vrai soit quelque chose de fixe et d'immobile et que la pensée puisse s'en approcher sans se compromettre. Mais ce qui est vrai n'est pas un repos mort, ce n'est pas un résultat sans mouvement : **c'est le devenir même.** »*

- Hegel, *La Phénoménologie de l'esprit*

« Tous les intellectuels le savent très bien. Tous les chercheurs dans les universités québécoises savent très bien quoi ne pas chercher s'ils tiennent à leurs subventions. Chaque photographe sait très bien quoi ne pas photographier pour avoir leur bourse du Conseil des Arts. Chaque sculpteur, chaque peintre le sait. Chaque écrivain sait quoi ne pas écrire. Chaque cinéaste sait quoi ne pas filmer. Chaque journaliste sait très bien comment ne pas se brûler pour garder sa job. ***Chacun sait et chacun ferme sa gueule.*** *»*

- Pierre Falardeau*, La soupane et la marchette, 1992*

I : L’indépendance

Pour une véritable indépendance du Québec: On l’aura compris: un tel titre suppose qu’on prend la proposition souverainiste actuelle comme étant insuffisante par rapport aux fins qu’elle vise. Pourquoi penser que même dans ses tout derniers efforts, ce mouvement n’aurait pas offert aux Québécois une indépendance qui soit effective? Comment peut-on avoir la certitude que même dans les moments les plus intenses, ceux qui veulent faire du Québec un pays n’ont toujours pas pu élaborer les conditions réelles pour assurer notre indépendance? En réalité, le problème réside déjà dans la manière même de se poser la question.

On a jusqu’ici pensé la création d’un nouvel État comme étant nécessaire afin que le Québécois s’émancipe chez lui comme Québécois. Une telle proposition se présente comme un syllogisme. Or, lorsqu’on y réfléchit convenablement, on se rend compte qu’on a omis une étape en empruntant un raccourci. Un nouveau pays se veut avant tout la négation de ce que représente pour les Québécois une entrave à leur autonomie pratique. Il répond à un problème déjà existant, à un mouvement historique qui - de lui-même - doit nécessairement produire son renversement. La question devrait d’abord se poser comme suit: quelle est la nature de notre dépendance et comment celle-ci doit inéluctablement se dresser contre elle-même?

La tentative habituelle d’y répondre sur le plan politique se résume principalement en deux tendances dans le mouvement dit « indépendantiste » : Le Parti Québécois et son indépendance prétendument inconditionnelle - supposée bonne en soi - et celle de Québec Solidaire, qui conçoit l’indépendance comme moyen-terme pour réaliser son agenda progressiste. L’ensemble du mouvement gravite également plus ou moins autour de ces thèses. Quelle que soit le point de vue, l’erreur reste la même: Supposer une indépendance sans conditions préalables à son épanouissement, c’est ne donner à l’indépendance aucun contenu ni légitimité. Par ailleurs, jamais l’indépendance n’a subsisté par elle-même dans le mouvement indépendantiste : on prétendait la faire *pour* la pérennité de la langue française, pour la préservation de l’identité culturelle, pour l’environnement, pour les conditions de travail des canadiens-français, pour le républicanisme vis-à-vis du monarchisme, etc.

L’indépendantisme a toujours eu une définition riche, concrète et contextuelle qui ne se faisait pas pour « rien d’autre que pour elle-même ». Faire un nouveau pays est en soi quelque chose, certes, mais ce pays s’est toujours présenté comme étant nécessaire par rapport à des enjeux concrets plutôt que pour le gentillet et prétendu droit à l’autodétermination des peuples. On conclut donc que la *liberté* n’existe pas en soi. Elle est une pratique sociale qui se définit objectivement; une émancipation de ce qui l’entrave. Le mouvement indépendantiste s'épargne actuellement de nommer son contenu pour éviter de diviser l’électorat qu’il sollicite. À force de diluer stratégiquement ses conditions, il est parvenu à perdre de vue l'impulsion réelle de son propre camp et à élaborer des stratégies de plus en plus farfelues.

De l’autre côté, envisager une indépendance si dissociée de tous les des enjeux sociaux qu’elle n'aurait aucun contenu propre, si ce n’est comme simple levier constitutionnel, revient à réduire sa nécessité à néant. On se demande bien en quoi créer un pays garantit forcément l’élaboration d’une alternative sociale quand tout le travail resterait à faire. Elle serait au mieux une promesse idéaliste, au pire un mensonge électoraliste…

On ne peut donc pas penser l’indépendance sans contenu concret, de même qu’on ne peut pas lui imposer de conditions, car en réalité, c’est l’indépendance elle-même qui impose ses propres conditions objectives. Ces conditions ne sont ni un projet ni un idéal, mais celles d’un mouvement historique préalablement existant dont il faut saisir la trajectoire: l’indépendance suppose une séparation avec des conditions bien précises qu’il convient d’abord d’établir.

La réflexion dominante se réduit à une séparation étatique entre la province du Québec et la confédération canadienne, comme si le fédéral était responsable de tous nos maux. On nous indiquera le mépris culturel, la différence de qualité de vie et celle du revenu… ou plus exactement, la manière dont nos impôts sont utilisés par le gouvernement canadien, ne correspondant pas à la volonté populaire dans les sondages d’opinions. Il s’agit de la démonstration selon laquelle le décalage politique entre les Québécois et les Canadiens existe bel et bien sous plusieurs aspects, sous-entendant que cette impasse nous empêcherait de réaliser notre plein potentiel.

Bien que les indépendantistes n'aient jamais prétendu pouvoir et vouloir tout résoudre dans leur engagement pour la souveraineté du Québec, on rencontre déjà une difficulté majeure. En ne se tenant qu’aux enjeux généralement admis que l’on vient de citer, on s’aperçoit qu’ils sont mal posés et que leur compréhension est nécessaire pour dépasser un tel paradigme, et ce, que l'argument en faveur de la séparation du Québec soit législatif, culturel, fiscal, environnemental ou militaire. On remarque qu’il se ramène toujours à une critique de politiques gouvernementales, comme s'il était uniquement question d’un État défaillant. Le mouvement indépendantiste pense qu'il y aurait une erreur idéologique à Ottawa, erreur dont la raison se trouve notamment dans la différence démographique culturelle et linguistique, de même que dans le rapport historique de domination colonialiste et impérialiste

Il y aurait une différence d’intérêts réels dans la vie concrète des Canadiens entre le 20% de francophones et le 80% d’anglophones Si la chambre des communes est constituée de ⅘ de députés « étrangers », nos intérêts nationaux ne peuvent être représentés au mieux qu’à hauteur de ⅕ de leur « force ». Ce calcul entre majorité et minorité est posé depuis longtemps par les militants souverainistes remontant aux années du Parti Patriote. Dans toutes les variantes de nationalisme allant du conservateur Lionel Groulx jusqu’au collectif féministe des *allumettes* qui suppose que l’avortement serait moins encouragé dans le reste du pays qu’ici au Québec, on prétend que le gouvernement fédéral représente la nation Canadienne-anglaise et qu’il n’est donc pas *notre* gouvernement.

Il ne s'agit pas de nier une part des constats préalables que la plupart des gens font. Bien sûr, Ottawa gère l'argent des Québécois et légifère souvent contre *l'opinion* populaire comme sur l'armée, la langue, les services publics, la laïcité, etc. Non seulement pourrait-on répondre qu'il y a différence entre nos intérêts réels et l'opinion subjective que l'on s'en fait, mais la première précision que nous amenons ici est que le gouvernement fédéral - comme tous les États du monde - n'est lui-même ni indépendant ni neutre. À quoi répond-il? La croyance commune nous dira qu'elle répond aux électeurs majoritairement anglophones. Or, on peut déjà observer que l'électeur Québécois est majoritairement porté à s'opposer à la séparation pour les mêmes raisons que son voisin...

En conceptualisant fréquemment l'aliénation, l'indépendantiste passionné a très bien appris lui-même qu'un Québécois « pure laine » peut être autant nuisible à sa cause qu'un anglophone ou un immigrant. Il est clair que la question nationale ne suffit pas à étayer la question indépendantiste : la *peur* pour la santé du portefeuille après que la stabilité financière du Québec ait été remise en question par d'éventuels nouveaux contrats de libre-échange ou même, le projet d'une nouvelle piastre québécoise, constitue déjà une forme de domination et de dépendance que le Québécois subit vis-à-vis de ses conditions quotidiennes. L'indépendantiste ne se rend pas compte qu'en traitant ses pairs de « colonisés » ou de « parvenus », il reconnaît alors qu'il n'a jamais existé d'intérêts nationaux homogènes comme le voudrait sa ligne identitaire. Son discours se positionne par rapport à une autre lutte qui, elle, est *sous-jacente*. Autrement, c'est 70% de son propre peuple qui ne serait pas digne de porter le nom de Québécois...

L'électorat, quel qu'il soit, est frileux, lâche, volatile et il ne répond à rien d'autre que ce qui le conditionne dans sa vie pratique: le travail, le couple, les comptes d'épargne, le panier d'épicerie, etc. Parler de l'attitude électorale, c'est d'abord parler de la *réalité* de l'électeur contemporain que le Québécois partage avec son voisin Canadien, c'est-à-dire de la misère et de la servitude qu'il porte déjà en lui. Comme on le verra, le Québécois n'est pas simplement aliéné par un peuple étranger à la suite de la conquête britannique, il l'est d'abord comme habitant de la Nouvelle-France et, plus largement, comme humain dans la vaste succession des *modes d'exploitation du travail*. Ses intérêts objectifs ne lui sont pas immédiatement connus, même qu'il en est singulièrement éloigné de par son mode de vie et de par l'inconscient collectif qui en découle. Vouloir l'indépendance en criant religieusement « liberté! », c'est exiger de pouvoir prendre des décisions, à partir de ce qui est dans notre intérêt… Toutefois, personne - qu'il soit de son désir individuel ou celui de son peuple - ne peut prétendre s'en saisir immédiatement sans un long et pénible effort de compréhension historique.

Ajoutons à ce tableau déconcertant que le gouvernement fédéral n'est jamais vraiment en mesure de satisfaire les intérêts de tout le monde et que la grogne n'est pas propre aux peuples francophones et autochtones, mais en premier lieu des conservateurs de l'Alberta qui ont amorcé une véritable campagne séparatiste dans les dernières années contre les élites libérales de Toronto et Montréal - francophones comme anglophones - qu'ils mettent dans le même panier sans vergogne. Selon les points de vue, et surtout selon une perspective verticale de la société, il est évident que le Canada suit un agenda qui n'est pas

forcément corrélé à ce qu'on nomme trop simplement « le peuple », comme c'est le cas dans toutes les démocraties occidentales…

Lorsque le premier ministre canadien passe une commande de jets, autorise des pesticides cancérigènes, appuie une initiative américaine d'invasion armée au Moyen-orient ou se retire d'un protocole écologiste, non seulement il « trahit » nécessairement une partie de l'électorat d'un bord ou de l'autre, mais il faut surtout souligner la naïveté du souverainiste de croire que le pouvoir ne *dépendrait* que de ce qu'on nomme trop simplement « le bien commun »… On remarque plutôt que l'État sert d'abord et toujours des « biens *particuliers* ». Par conséquent, la première erreur que commet l'indépendantisme québécois est sa confiance aveugle vis-à-vis de l'État, sa fiscalité, sa législation et ses institutions.

Le gouvernement intervient dans des enjeux qui ne dépendent pas de lui, même si l'on voudrait que les précédents mandats aient eu un impact considérable sur sa politique ultérieure. Aux dernières nouvelles, ce ne sont pas les États à eux seuls qui contrôlent le marché mondial, les liens entre les entreprises, le cours de la bourse, le développement des villes et le déclin des campagnes, etc. On pourrait dire qu'ils interviennent pour corriger certaines difficultés que produisent les *affaires* de la « vie courante ». Cette marche du monde semble si chaotique qu'on ne sait plus qui cause quoi ou quoi cause qui, conduisant la plupart des analyses dans un cul de sac relativiste.

Pourtant, ça n'empêche pas les intellectuels et les politiciens de chercher les « fautifs » pour leur substituer de meilleurs prétendants. La lucidité froide de la conscience historique nous ramène au contraire à considérer le fait suivant: le gouvernement fédéral n'a pas provoqué les guerres mondiales, l'industrialisation ou l'étalement urbain; il n'en a rendu compte que par des mesures politiques adéquates à ces effets. L'état n'a aucune autonomie. Il doit plutôt s'arranger avec une réalité qui lui est transmise, ce que l'actualité récente rappelle sans arrêt: les crises économiques, l'inflation ou, encore, la baisse du taux directeur de la banque centrale du Canada, semblent toujours s'annoncer comme des hasards inexplicables avec lesquels il doit jongler, au mieux en soutenant les particuliers et les entreprises avec des chèques, au pire en déclarant ne pas avoir les fonds suffisant sous prétexte d'un déficit budgétaire, se faisant ensuite reprocher par l'opposition officielle qu'ils en sont responsables, alors même que cette dernière va tôt ou tard la creuser davantage en lui succédant.

Le militant qui attribue l'ensemble des « erreurs » publiques à quelconque adversaire politique révèle sa propre prétention despotique et mégalomane à devenir lui-même un homme de pouvoir. Mais *avoir* le pouvoir semble de plus en plus signifier qu'on en est l'esclave, que l'assumer correspond davantage à une abnégation totale pour un *autre que nous,* et cet « autre » n'est pas individuel ou national, il est une dynamique sociale d'exploitation sur tous les continents, qu'on soit européen blanc privilégié ou esclave coloré du tiers-monde. L'homme influent se révèle être simplement un parfait aliéné qui a vendu son âme aux nécessités du système en place, car si nous faisons spontanément le lien entre pouvoir et liberté,nous oublions de dire qu'il ne se prend qu'à condition d'être soumis à ses obligations déterminées, à un agenda dont nous ignorons les tenants et les aboutissants. L'économie politique quelle qu'elle soit est toujours l'actrice de cet agenda

impersonnel. On peut alors rétorquer qu'il est évident que la politique n'est pas neutre, qu'elle peut même être achetée de temps en temps… Mais l'indépendantiste se contredira ensuite en repartant dans le scénario idyllique d'un troisième référendum alors même qu'on sait aujourd'hui que le deuxième s'est fait voler.

Le militant indépendantiste oublie toujours de penser la politique et le référendum selon un axe central, à savoir que ce que valorise une société, c'est la valorisation de sa production économique et que la nécessité d'un oui vainqueur ne se positionne que par rapport à cette fatalité. Il suffit de simples exemples lointains ou récents pour se rendre compte que cet appareil d'état est tout sauf neutre : le renvoi de l'agronome et du lanceur d'alertes Louis Robert par la MAPAQ, la vérité sur l'histoire des armes de destruction massive en Irak, les wikileaks ou bien l'affaire Snowden. Nous assistons périodiquement à des phénomènes locaux comme mondiaux - et connus par tous - de manipulations étatiques élaborées au profit du profit et pourtant - alors même que ces faits ne vont pas jusqu'aux fameuses théories du complot par lesquelles tous ont si peur d'être éclaboussées - les gens réitèrent docilement leur appui au pouvoir comme si l'État se trahissait lui-même de temps à autre, au lieu d'envisager qu'il n'accomplit que ce qu'il est en pratique réelle, que ses mensonges ne sont pas des erreurs, mais une nécessité découlant de sa nature.

Aucun de ces rappels ne se veut « conspirationnistes » ou anti-étatiques par « principe ». Nous analysons simplement dans le déploiement logique du pouvoir qu'il convient tout à fait de désigner l'État comme n'étant jamais véritablement indépendant, qu'il soit fédéral ou provincial… En fait, il semble plutôt que ce qu'on nomme *l'économie-politique* porte en elle le *principe* de mépriser les intérêts de la population. L'État se révèle déjà comme structure de dépendance et d'asservissement par essence.

Au-delà de la peur des représailles, la seule ambivalence pour laquelle les gens attribuent une confiance aveugle aux cliques gouvernementales est parce qu'ils leur attribuent des vertus dont elles seraient les seules dépositaires. C'est comme si, sans le pouvoir en question, les routes ne pourraient jamais se construire, les hôpitaux ne tourneraient plus, les eaux usées ne seraient pas traitées, et l'un de ses mensonges serait de temps en temps louable pour l'intérêt du bien commun. Nous reviendrons sur l'étroitesse d'une telle pensée, mais à partir de ces considérations, il nous vient alors à l'esprit qu'il conviendrait plutôt de penser l'indépendance non pas dans le cadre de l'économie-politique, mais *au dehors*.

C'est par ce détour qui n'en est pas vraiment un, en hissant la problématique de la séparation du Québec à ce que veut dire l'indépendance en général, qu'on se rend compte que le prisme considéré jusqu'alors «bien connu »des indépendantistes ne tient pas du tout la route. L'indépendance est incompatible avec une société fondée sur la valorisation interminable de la dépendance, qu'elle soit bleue ou rouge. Le problème est mal posé parce qu'il suppose une solution bien trop partielle pour la totalité des enjeux qu'il prétend pouvoir résoudre. Un nouvel État Québécois ne suppose pas *davantage d'autonomie* pour nous du moment que l'on envisage cette alternative comme «État souverain» prenant part au concert du marché mondial.

Un péquiste pourrait nous rétorquer que l'indépendance n'est rien de plus qu'un changement juridique et qu'on irait trop loin pour sa prétention subjective quant à ce que serait réellement l'indépendance du Québec. Soit! Mais dans ce cas, il ne peut pas nous promettre « un projet de société » nous permettant d'accéder à la vraie vie en évoquant tout le reste: l'environnement, l'émancipation de la femme, l'immigration, les services publics, le pouvoir d'achat, etc… et qu'il s'en tienne plutôt à ses virgules constitutionnelles qui, elles, emmerdent tout le monde!

Ce raccourci ne doit pas être banalisé au rang de simple indigence, d'un oubli maladroit ou d'une rêverie naïve, mais doit bel et bien être condamné pour ce qu'il est: une escroquerie manipulatoire. Les péquistes nous vendent deux idées complètement différentes dont l'une - « le projet de société » - est en fait un ramassis de bonbons pour capter le désir populaire. En vérité, les péquistes ne veulent pas aller au bout de la réflexion car n'est pas la vérité de notre émancipation qui les intéresse, mais plutôt l'amélioration de notre dépendance dans des configurations optimisées. Cette propension à mystifier le récit national, qui fait du Parti Québécois un David affrontant Goliath, est non seulement grotesque, mais très dommageable pour les combattants honnêtes. Le parti se les asservit par l'émotion en leur faisant croire qu'il incarne le camp authentique du « tenir debout » dans un archétype universel opposant le bien et le mal.

Par ailleurs, nous pouvons déjà vérifier l'imposture du souverainisme dans plusieurs pays dits « indépendants » qui ne le sont pas vraiment: la mainmise des multinationales américaines sur l'Amérique du Sud, le Royaume-Uni qui a ressenti le besoin de faire un Brexit ou la montée générale du discours souverainiste en Europe… Le Liban est un pays « libre » et pourtant, chaque jour nous rappelle qu'il est le bac à sable piétiné par Israël et le Hezbollah. Sa réalité nationale est surdéterminée par une réalité sur laquelle il n'a aucun contrôle, de la même manière que cette « puissante » Chine et son PIB flamboyant dépendent du plan de délocalisation américaine du président Nixon (1971). Les tarifs douaniers de Trump l'ont bien montré: réduire la question de l'autodétermination d'un peuple à l'appareil étatique, ses lois et ses articles constitutionnels devient de plus en plus insuffisant et risible à l'ère où tout le monde succombe au poids de la tyrannie mondialiste.

Plusieurs indépendantistes flairent déjà cette prémisse et savent que l'indépendance doit être réfléchie au-delà des prémisses contenues dans *Option Québec* de René Lévesque, qu'elle doit être mise en perspective par rapport à tous les aspects de la pratique sociale des Québécois. C'est pour cette raison que dans l'histoire du mouvement indépendantiste, plusieurs ont sincèrement cherché à articuler l'enjeu identitaire, l'enjeu social et la séparation de la province. C'est précisément à eux que ce livre s'adresse: aux indépendantistes intransigeants, mais qui ne sont pas encore parvenus au bout de leur *propre* raisonnement, à ceux qui dépassent le quotidien pour penser la société et l'histoire, quelle que soit leur provenance sociale ou idéologique,à *ceux qui ont viscéralement le désir et le besoin de transformer le monde.*

Ils savent pour la plupart que la forme étatique de l'indépendance n'est pas suffisante, mais qu'elle est tout de même une étape sur le chemin vers *davantage* de liberté. Certes, tout ça n'est pas idéal, mais dans les limites du possible, le projet péquiste du référendum ou l'assemblée constituante de Québec solidaire seraient *des éléments* qui nous rapprochent de cet horizon. Ils exigent que l'on rejoigne la convergence positive et enthousiaste du « en attendant », ce que Bernard Landry définissait par son « Ni à droite, ni à gauche, mais en avant » . Cette posture dite pragmatique voit l'histoire comme une succession d'étapes nous rapprochant d'un but selon lequel il conviendrait de négocier avec les forces antagonistes en présence. Bien que nous verrons à de maintes reprises au cours de cet ouvrage les raisons pour lesquelles une telle conception réformiste du progrès historique est fausse, le problème sur lequel on doit surtout se pencher est qu'ils supposent tous les indépendantistes semblables et partageant le même but en raison de leur étiquette commune. C'est ce que nous entendons bien démêler puisqu'au Québec - comme ailleurs et en toute chose - *personne ne porte vraiment sur son front ce qu'il est.*

« Tous les capitalistes de la communauté grecque votent non. Pourquoi? Je suis un ouvrier et je veux supporter les ouvriers québécois. ***Si ces ouvriers gagnent du pouvoir, j'en gagne aussi.*** *Tous les capitalistes disent de voter non [...]* ***Ça prend peut-être une certaine expérience comme peuple pour voir à travers tout ça****, d'où ça vient et quel intérêt ça sert. [...] La bourgeoisie francophone elle-même a appuyé le non. C'est surtout la classe ouvrière qui appuie monsieur Lévesque.* ***Si cet espoir disparaît, Lévesque se détruira politiquement.*** *»*

- Différents membres de la famille immigrante **grecque** Fournaris, à Montréal, intervenant dans le film *le confort et l'indifférence* de Denys Arcand

« ***Le gouvernement civil, en tant qu'il est institué pour la protection de la propriété, est en réalité institué pour la défense des riches contre les pauvres,*** *ou de ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point du tout. »*

- Adam Smith*, la richesse des nations (1776)*

II : La marche de l’histoire et ses lois

« Le tout est plus grand que la somme de ses parties »

- **Aristote, *Métaphysique* (~IVe siècle avant JC)**

« Dans la nature des choses, il n’y a rien de contingent, mais tout y est déterminé par la nécessité de la nature divine, à exister et à opérer d’une manière précise »

- **Baruch Spinoza, *l’Éthique* (1677)**

« De nos jours, un homme peut appartenir aux milieux dits cultivés sans avoir aucune conception concernant la destinée humaine** [...] On croit couramment qu'un petit paysan d'aujourd'hui, élève de l'école primaire, en sait plus que Pythagore, parce qu'il répète docilement que la Terre tourne autour du Soleil. Mais en fait il ne regarde plus les étoiles. **Ce Soleil dont on lui parle en classe n'a pour lui aucun rapport avec celui qu'il voit. »

- Simone Weil, ***l’enracinement*** (1949)

*« Car l'histoire des hommes porte avec soi sa logique. Les faits ne font point que s'y juxtaposer ou s'y additionner. Ils ne surgissent pas comme des champignons, si tant est que les champignons surgissent sans cause. **En histoire, tout est cause et tout est causé.** Le présent n'est pas seulement une suite chronologique du passé; il en est le produit; il y a, de l'un à l'autre, continuité, filiation. Cette relation, ce lien que cherche l'esprit, par instinct ou par exigence intérieure, je souhaiterais les faire voir. Autrement dit, je souhaiterais montrer dans leur jeu emmêlé et pourtant fondu, **les causes, toutes les causes si possible, des courbes ou évolutions de la vie d'un petit peuple.»***

- Lionel Groulx, *histoire du canada français* (1950)

Fondé sur un travail de compilation statistique, le récent ouvrage de Vincent Vallée, *La différence québécoise*, réitère une certaine idée qu'on a du Québec, à savoir que sa société se distingue par un interventionnisme étatique et son égalitarisme, contrastant avec le reste de l'Amérique du Nord. Logiquement, c'est également ce modèle que tend à défendre la plupart des souverainistes. Pourtant, ceux-ci prétendent que le camp du « oui » est ouvert à tous et que - à gauche comme à droite - chacun pourrait y trouver son compte.

Là où certains crient : « Vive le socialisme! », certains expliquent qu'il nous faut une sociale démocratie à la scandinave et d'autres prétendent au contraire que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs se trouve dans la réduction de la taille de l'État. Les possibilités sont infinies, mais il faut redescendre sur terre: nous jouons ici à un jeu idéaliste sans pertinence, terrain sur lequel tous les scénarios sont permis, où le meilleur « projet » qu'on s'imagine en *pensée* gagne. À partir de là, il est effectivement possible de penser un pays où non seulement les frontières et la langue sont protégées, mais où l'on ajoute de surcroît des droits aux autochtones dans la constitution, où l'on amorce une « révolution verte », où l'on intervient dans les conflits à l'ONU, soit tout ce qui s'apparente à un paradis imaginaire.

Ce n'est pas simplement idéaliste au sens où ce serait naïf, mais plus simplement en ce que le futur n'est envisageable qu'à partir des conditions préalablement existantes. C'est une autonomisation de la pensée séparée de la réalité dont elle émerge. Supposer une indépendance véritable, c'est d'abord supposer un monde qui est possible à partir de ce que l'on voit se produire sous nos yeux. Cette critique, on peut finalement la dresser vis-à-vis de tous les politiciens, intellectuels et militants, car il n'arrive que trop rarement à ces *schizophrènes* de simplement se demander ce qui est *en train d'arriver.* Jamais les souverainistes ne se sont d'abord posé la question d'où leur histoire nationale se dirigeait et de si la séparation du Québec était une possibilité réelle, autre qu'en rêve, comme *nécessité historique*.

Pour nous, il n'est donc pas question d'établir un projet ou un idéal alternatif à ce que nous vendent les souverainistes, mais au contraire de considérer le seul avenir possible pour le Québec et démontrer que l'indépendance est déjà contenue dans ses *conditions préalablement existantes.* Non seulement nous affirmons qu'elle va nécessairement se produire, mais surtout qu'elle est déjà là en germe et que très peu d'indépendantistes n'envisagent sa signification réelle. Un tel postulat rappelle la *providence* de l'Église catholique que le Québec moderne s'est tant efforcé de chasser et pourtant, il n'en demeure pas moins nécessaire de se prêter à l'exercice pour être sérieux. La seule vérification nous permettant d'établir la possibilité de l'Indépendance et sa nature suppose une compréhension historique et *objective*. Non pas ce que des Québécois s'imaginent être l'indépendance seuls ou ensembles en faisant un « Touski » de leur subjectivité, mais ce qu'elle est en tant que destination *certaine* dans l'histoire du Québec.

Une telle ambition semble insolente, d'une part parce qu'on insinuerait que les passionnants historiens Québécois n'avaient aucunement entrepris le travail ou qu'ils l'auraient « raté », d'autre part parce qu'envisager que l'histoire a un sens quelconque est très problématique pour la pensée actuellement dominante, même plus simplement pour la prétention qu'il existerait des vérités *universelles*…

Notre point n'est pas de poser tous les travaux précédents comme vains, mais de désigner leurs insuffisances pour les dépasser, en récepteurs humbles de leurs conclusions. L'indigence d'un travail synthétique comme celui de Lionel Groulx, Éric Bédard, Fernand Ouellet, Maurice Séguin, Robert Rumilly, Jacques Rouillard, Jacques Lacoursière, Jean Claude Dupuis, Ronald Rudin, Gilles Laporte, John A Dickinson ou de Brian Young pour n'en citer que quelques-uns, n'est pas dans la factualité elle-même, mais dans les prémisses de leur recherche; essentiellement *universitaires* et *spécialisées*...

De notre point de vue, la lecture de chacun de ces auteurs est cruciale de par les nuances qu'ils s'apportent mutuellement, mais le problème découle surtout de l'absence d'interprétation conceptuelle de l'histoire et non pas de la fiabilité de sa chronologie descriptive. Avant d'arriver aux conclusions de ce présent ouvrage, c'est d'abord ici que nous devons intervenir avec le plus de minutie: Dans notre critique du socle méthodologique dominant dans les centres de recherche, les partis politiques, les écoles supérieures et les médias…

Nos conclusions divergent des leurs parce qu'ils supposent une compréhension du monde dans des secteurs séparés, comme si on pouvait tracer des lignes imperméables entre les catégories des sciences humaines comme la psychologie, la philosophie, la sociologie, l'économie, l'histoire… etc. En réalité, le psychologue ne peut pas comprendre une dépression sans saisir le système entier qu'il l'a produit, le sociologue doit connaître l'économie de la société sur laquelle il se penche, alors que réciproquement, l'économiste ne pourra jamais comprendre l'habitude du consommateur sans mettre les pieds dans l'histoire ou la sociologie.

Ce constat préalable est encore plus important lorsqu'on parle des sciences politiques puisque c'est là où l'on déniche plusieurs « experts » de l'indépendance, se servant de tous ces domaines respectifs pour penser un modèle adéquat à la société dans son ensemble. Son matériau est précisément d'articuler les sciences par le pouvoir; *elle veut réunir les séparés, en tant que séparés*. Les théoriciens de l'économie politique tels que René Lévesque et son livre *Option Québec* représentent donc le lieu privilégié de notre analyse. La question est de savoir si l'édification conceptuelle des souverainistes qui s'en revendiquent correspond à la réalité sociale qu'ils commentent.

C'est donc en éprouvant le faux de l'économie politique québécoise qu'on parviendra à son renversement et d'abord, en renversant le prisme général de sa méthodologie que l'on trouve partout dans le monde occidental, plus particulièrement la pensée qui croit encore à la contingence; au *hasard* historique. Notre méthode porte quant à elle le pari inverse que l'histoire forme une totalité et que plus on scinde sa compréhension, moins elle a de clairvoyance. Les lois de cette méthode sont les lois du monde lui-même. Si notre méthode abolit toutes les séparations, ça ne veut pas pour autant dire qu'on s'en tienne à réfléchir abstraitement. *L'esprit* qui saisit les *déterminations* générales du Québec est beaucoup plus à même de poser la corrélation entre ses études expertisées sur sa culture, son économie, sa politique, sa religion, ses moeurs et donc, de ensuite pouvoir plonger dans le déploiement concret de chacune de ces branches spécifiques pour savoir si l'indépendance du Québec est possible et comment elle peut se manifester.

Ici, nous partons des simples prémisses suivantes: Tout s'enchaîne de causes à conséquences et la conséquence était déjà contenue dans la cause. Si les choses se succèdent, qu'elles ont des implications entre elles et que ces choses forment ensemble une trajectoire, il est possible d'en saisir le parcours déterminé et son origine avec certitude. Saisir la vérité de l'objet qu'on veut comprendre passe par sa *radicalité*. Ainsi, pour comprendre la vérité d'un phénomène, il n'est pas suffisant de s'intéresser strictement à sa forme immédiate, mais il convient plutôt de se pencher sur son *mouvement*. Ne s'intéresser au "comment" qu'en tant qu'il est l'expression phénoménal d'un "pourquoi". Tout est un sujet historique, tout est un processus corrélé avec d'autres qui se tient dans une *organicité*. La réalité humaine est une problématique sociale *indivisible*, puisqu'aucun n'existe entièrement tel qu'on le connaît avec ses habitudes, son passé, sa conscience et son devenir sans ses pairs.

À chaque fois qu'une personne voudra aller au bout de son domaine singulier, il verra que la vérité le fuit et que la chose est sans arrêt remise à plus tard. Si je suis historien et que je veux comprendre pourquoi la Nouvelle-France s'est établit dans le fleuve St-Laurent à l'aide d'une explication descriptive, je peux fournir plusieurs hypothèses - ou ce qu'on appelle aujourd'hui une explication « multifactorielle » - en démontrant qu'il y a des devoirs évangélistes de l'église catholique, des motivations mercantiles pour la traite des fourrures, des ambitions politiques d'un roi de France… etc. Ces motivations se présentent comme un "alignement des astres", mais peu réfléchissent au fait que ce serait peut-être plutôt les astres qui *obéissent* à un alignement spécifique…

Lorsqu'on est sérieux, force est de reconnaître que tel ou tel roi de France encourageant l'établissement d'une colonie - même dans l'éventualité où il ne le ferait que par un souci narcissique afin de stabiliser son influence - se fonde entièrement sur des critères préexistants de ce qu'est ambitieux, à savoir l'étendue de sa puissance. Puissant selon qui, selon quoi? - Selon la puissance réelle et effective du roi sur ses sujets, donc de sa détention de la rente et son fonctionnement précis, ce qui ne semble être rien d'autre que la poursuite logique d'un régime féodal en Europe.

En dernière instance, ces raisons s'expliquent donc par une seule matrice sous-jacente. Trop souvent des prétendus génies intellectuels nous servent cette énumération absurde: "Facteurs économiques, politiques, culturels, sociaux…"etc. Un peu de patience et d'attention suffisent pour comprendre que ce ne sont pas des catégories séparées à partir de leur définition même, mais des moments d'un seul et même processus: de la cuisine au droit en passant par la chanson ou la sexualité, tout n'est que l'expression nécessaire des objectifs d'un mode de vie donné.

Si l'église orthodoxe surgit non pas en 1904 au Cambodge, mais bel et bien en 1054 à Constantinople, c'est en raison de circonstances bien particulières qui ne pouvaient être autrement. Un croyant orthodoxe ignorant ces circonstances - et donc, qui ignore le motif véritable d'une telle scission dans l'Église - n'a même pas la *conscience vraie* de ce qui a rendu possible l'origine de sa propre foi.

Dans le même ordre d'idées, l'historien se verrait alors obligé - s'il s'engage à être conséquent - de ne plus faire de l'histoire descriptive pour comprendre cette réalité, mais de pouvoir extraire un fil d'Ariane, un *sens,* dans une longue investigation qui explique à la fois tous ces facteurs et les *positionne* dans une *unité:* une *phénoménologie*. Nous nous devons de trouver une signification à l'histoire, c'est-à-dire un début, un parcours et une fin. La réponse réelle à sa question devient insupportable et bien trop abstraite pour un travail d'université. Si l'on s'imagine le titre de sa thèse, on aurait quelque chose du genre : « La Nouvelle-France n'est qu'un seuil colbertiste de l'histoire mondiale et de ses impératifs de production aliénée », sachant d'autant plus que l'université n'exige pas de lui d'en tirer *la* conclusion, mais simplement une hypothèse relative (trancher la question serait bien trop arrogant, voir "démagogique"). À partir de là, il peut ni s'en tenir à son champ d'étude spécifique dans le cursus carriériste de l'école qui le *restreint* et encore moins à l'histoire du Québec uniquement.

La distinction de notre présent ouvrage réside dans son intentionnalité et sa prise de position assumée qui cherche non pas à amener quelques "éclaircissements", mais à trancher définitivement le sort québécois, ce que l'université *ne veut et ne peut pas faire*. Sa vérité *partielle*, qui sera juste par rapport à sa présupposition de recherche *partielle*, se plante complètement sur la vérité qui est par définition *totale*. Serait-on en train d'envisager l'histoire comme une *téléologie* dans laquelle tous les phénomènes conduisent à une destination particulière? Serait-on en train de suggérer que des lois *invisibles* régissent le visible et qu'un certain déterminisme absolu dicte notre destin collectif? Tout à fait, mais en se débarrassant de tout mysticisme ou sentiment religieux. Nous estimons possible, sans pour autant « tout savoir », un savoir *absolu*.

La seule raison qui nous sépare de la réalité est l'indigence, l'inculture et le déploiement d'événements encore non advenus. La première condition de ce savoir est le débat ouvert *contre toutes les censures*. Ce que nous dénonçons de l'université est de croire tous les moments et sujets de l'actualité comme *contingents*, séparés et « atomisés », comme si aucune continuité *logique* n'existait entre eux. Ils craignent "l'essentialisation" et la prévision, mais ce souci cache simplement le manque de passion et l'orgueil de se tromper. Nous - qui ne craignons pas de se péter la gueule - lui reprochons son scepticisme qui refuse scrupuleusement toute généralisation et intuition. Comprendre l'indépendance du Québec ne consiste pas à étudier le sujet lui-même car il n'est qu'une partie de la mondialité. Sans cette exigence, les penseurs officiels de l'indépendance ont beau se rapporter aux «faits» et nous accuser d'être trop « conceptuels », ils ne réalisent pas que c'est eux qui font de la métaphysique, séparant sans cesse le monde réel d'un monde des idées et qu'en se détournant de la possibilité d'une connaissance objective de l'histoire, ils la remettent précisément à cette providence religieuse, mystique et indéfinie qu'ils critiquent.

« C'est bien beau tout ça, mais c'est trop flou et lointain » - mais le lointain est flou pour la personne myope qui n'y voit pas clairement et qui a besoin des lunettes. « il n'y a pas de vérité objective! » - Vous venez pourtant d'en désigner une… Trop rarement, les gens conçoivent que c'est leur propre prisme qui n'est ni neutre, ni suffisant. À l'ère de Youtube, tiktok et tinder, les gens n'ont pas une méthodologie neutre ou autonome… elle est au contraire particulièrement déterminée comme folie narcissique, mais en plus ils la pensent

tout de suite effective dans l'inculture omniprésente du temps contemporain, alors même qu'ils ne cessent de prouver leur incapacité à saisir l'actualité. Ils savent vivre dans un chaos permanent, mais ne conçoivent jamais que ce chaos se reproduit dans leur conscience, les conduisant à l'idée qu'il existerait une contingence et des débats interdits ou "trop complexes"... À gauche comme à droite, on se plaint d'un monde laid et inhumain, mais jamais ses critiques ne considèrent qu'ils portent ce monde en leur pratique sociale et leur pensée.

Par ailleurs, tous les débats sur la possibilité d'un tel savoir ne sont pas inexistants dans la société, mais ils sont absents à l'université comme pôle central de cette perdition. Ce qu'on voit dans le milieu académique est une volonté de redéfinir, repenser, refaire, mais ils refont les mêmes erreurs qu'avant puisqu'il nécessite d'abord de recueillir dans l'humilité les conclusions que l'histoire a déjà tranché: Oui, le jeune étudiant intersectionnel et anarcho-écologiste porte inconsciemment un prisme qui n'est pas neutre dans lequel existe de vieux idéalistes allemands d'il y a 2 siècles, des théologiens catholiques ou des penseurs matérialistes grecs d'il y a plus de 2000 ans… Même dans la pensée la plus critique et décoloniale de la tradition européenne, le «woke » nous fait de la Boétie, du Rousseau, du Proudhon, à savoir des vieux blancs « privilégiés » Français… Qu'est-ce qu'Aimé Césaire, Frantz Fanon et Albert Memmi seraient sans cet héritage qu'ils ont appris de l'universalisme républicain français? Un condensé appauvri de ce que disait déjà Étienne De La Boétie au XVIe siècle…

Alors soyons sûrs d'être bien compris: plusieurs éléments séparent notre exemple de Jacques Lacoursière et celui des jeunes étudiants altermondialistes de l'*Université du Québec à Montréal*, mais ils partagent souvent les mêmes lacunes obscurantistes, malgré la prétendue prise de position progressiste. Ici, nous assumons comprendre le véritable destin du Québec et son mouvement indépendantiste. Nous assumons quelques axes méthodologiques préalables pour pouvoir faire ce travail:

1) Si la totalité est le vrai, le divisé dominant peut fournir des vérités partielles en figeant et en catégorisant la réalité comme le font nos institutions officielles, mais la réalité n'est ni figée, ni divisible. C'est en ce sens que nous considérons que toute vérité officielle est mensonge, avant même de considérer les complots qui, précisons-le, sont également bien réels et nécessaires à l'appareil d'État. Nous insistons sur cet aspect puisqu'au bout du bout, il ne nécessite pas de menteurs conscients pour que le vrai soit défiguré. Le faux va de soi, il est une fatalité de la division du travail et ne nécessite pas d'être manigancé dans un sous sol avec des hommes à cravate bien qu'il ait existé des loges maçonniques ou qu'aujourd'hui, il y ait des forums mondiaux dans les montagnes suisses. Nous le considérons comme un produit immanent du système dans lequel on vit. De plus, toute objection aux théories du complots paraît assez pathétique lorsqu'elle revendique la preuve des faits... comme si chacun d'entre nous aurait accès aux données authentiques de la prison d'Epstein et que nous pourrions de source sûre connaître la vérité de sa mort. *Le complot est par définition non vérifiable lorsqu'il est en cours.* La véracité ou la fausseté de ces théories du complots se trouve dans les intérêts généraux des forces en présence.

2) Cette totalité est du même coup le vrai point de vue duquel les choses doivent être jugées. Supposer un sens général à l'histoire est une première étape dont peu admettent la nécessité, mais ça ne veut pas pour autant dire qu'on s'entendra tous sur ce sens désigné. La religion peut nous parler d'apocalypse et de paradis, certains nationalistes parlent de l'angoisse identitaire des québécois pour parler de la trame narrative de notre peuple, d'autres nous parleront des lois de population en fonction de la technologie comme le faisaient Malthus… etc. En bref, penser qu'il y a un rouleau compresseur de l'histoire auquel servent tous les événements passés, présents et futurs n'est pas suffisant. Il faut d'abord cerner les vraies *lois de l'histoire* pour pouvoir faire un tribunal de ses événements.

3) Ces lois de l'histoire ne se séparent pas de la conscience et du désir du lecteur. Un jour, une personne s'interroge et *veut* comprendre le monde. On nous expliquera trop souvent que c'est par « curiosité » ou, en bon Québécois: « pour le fun »… Or, non, on ne tend jamais fortuitement vers un livre, un documentaire, un sujet… etc. Tout mouvement est l'expression d'un désir, donc d'un *manque*. La conscience sincère qui cherche des réponses est d'abord un être en souffrance et sa pensée est l'expression même de son désir encore *inconscient de lui-même.* Ainsi, nous ne sommes pas face à un sujet abordant des objets, c'est l'objectivité du monde elle-même qui se découvre comme sujet. *Pouvoir comprendre, c'est vouloir comprendre.* C'est en ce sens que le savoir ne se sépare pas de notre agir et qu'il ne sert à rien de « s'intéresser » à la réalité si ce n'est pas pour *transformer* la nôtre. Ce texte ne cherche pas simplement à bel et bien à concrétiser l'indépendance, il est le produit de sa pulsion parvenu à pouvoir désigner son horizon consciemment contre toutes ses fausses solutions préalables.

4) Le mouvement indépendantiste, comme tout mouvement en général, pense pouvoir saisir ce qu'il est à partir de son intention subjective et aujourd'hui, on évacue la possibilité même d'une histoire objective accessible à notre intelligibilité. Du coup, séparer l'intention prétendue de son *effectivité réelle* - ce qui serait en fait sa *réelle intention* - peut avoir l'air paradoxal au premier coup d'œil. Pourtant, n'importe qui aujourd'hui admet encore la possibilité de l'erreur de se tromper; d'admettre que notre préjugé était en fait faux et *que l'idée de la chose et la chose elle-même ne correspondaient pas.* Ce que nous avançons à partir du premier point, c'est que la façon dont les choses s'annoncent aujourd'hui est fausse, peu importe la « bonne volonté » qu'elle porte. En raison de la division abordée préalablement, il en résulte naturellement que *l'apparence ne correspond pas à son essence.*

On retient alors de ces quatre points que certes, ce sont les humains qui font l'histoire, mais que ce qu'ils prétendent accomplir n'est jamais vraiment ce qu'ils souhaitaient ou s'imaginaient. Il existe un décalage entre les intentions et le résultat, entre l'histoire réelle et l'histoire racontée, entre l'ordre théorique et le chaos pratique… On voit que partout, des peuples *avancent,* mais la conscience de cette marche vers l'avant demeure brumeuse et nous apparaît contingente. Vers quoi ces peuples avancent-ils?

Ce qui nous intéresse est précisément ce *temps*, ou plutôt, « ce qui fait que » ça bouge dans ce temps: la nécessité du mouvement et ce mouvement comme transformation de la société. Nous supposons un lien entre la production de l'espèce humaine et son *être* en général: sa façon de s'habiller, sa façon de faire l'amour, sa langue, ses idéologies… Mais nous devons surtout ici poser les raisons pour lesquelles ce rapport social évolue et prend ces différentes formes pour pouvoir y placer le rapport social québécois. Pour quelle raison - et à partir de quel seuil - s'opère l'émergence de l'histoire elle-même?

Comme pour les historiens québécois, un compte rendu des travaux expertisés universitaires sur le sujet pourra nous éclairer. L'encyclopédie classique de l'ethno-*logie,* l'archéo-*logie* et l'anthropo-*logie* est généralement attribuée à des auteurs comme Marshall Sahlins, Richard B. Lee, Pierre Clastres et James C. Scott. Ceux-ci s'entendent sur les éléments suivants:

Tout d'abord, on sait qu'Homo sapiens ignore l'histoire pendant environ 95% de son temps: les chasseurs cueilleurs du paléolithique reproduisent au contraire un cycle dans lequel rien ne change. Effectivement, l'histoire rime avec "différenciations", "étapes" et "transformation"; elle est un *mouvement*. Au croissant fertile comme en Amérique avant que les colons européens n'y viennent perturber le cours des choses, ce qui saute aux yeux est précisément l'absence de celui-ci. Ces groupes ne semblent changer de forme que lorsqu'il y a déchirure dans son unité. Autrement dit, lorsque la tribu organique devient société de par sa division: celle des tâches, celle des classes, celles entre groupes et *en* le groupe…

De la même manière que la contrainte naturelle avait poussé l'homme à un jour développer l'outil, le geste et la parole… Il arriva un moment où il dû construire une société réunissant ses parties séparées en une synthèse structurelle qui ne cessa dès lors jamais de se modifier. La naissance de ces sociétés s'opère d'abord différemment selon les déterminations géographiques, mais il demeure un invariant que l'on parle du maïs, du blé ou du riz: celui du très lent passage à la *révolution néolithique*. La clé semble alors évidemment se trouver dans la nature de ce point de bascule. À partir de là, une réfléxion paradoxale surgit naturellement:

Les multiples facteurs qui définissent cette période, à savoir les stocks agraires, le travail, la propriété ou l'écriture sont visiblement corrélés et la première question qu'on peut se poser est souvent celle de la primauté. Quel est le premier élément qui a déclenché l'arrivée des autres? Qu'est-ce qui a bien pu faire surgir cet ensemble sur lequel se base la civilisation? L'humain se serait-il mis à écrire pour écrire? À cultiver alors que depuis des centaines de millénaires, il chassait et cueillait sans problèmes? À créer un état alors qu'il n'y avait pas d'argent à départager?

Ce qu'on remarque à première vue est qu'il semble avoir une autre « dimension » dans laquelle tous ces faits séparés se rassemblent en une *intentionnalité*. Où chacune des parties ne peut être comprise sans comprendre le lien causal et la direction commune *au-dessus* ou plutôt, *entre elles*. On croirait cette phrase réservée à un film de science fiction, mais force est d'admettre que son futur précède son passé: L'argent, l'état, le troc, les stocks… ils n'ont de sens que dans leurs impulsions / répulsions incessantes, produisant

une *unité supérieure;* une finalité, que seul l'*esprit* peut vraiment envisager conceptuellement. C'est une articulation qui est abstraite, mais qui semble pourtant bien réelle. À vrai dire, il est aujourd'hui intuitif et fréquent d'utiliser les notions de "société" ou de "système". Ceux-ci ne sont pas aussi vulgaires qu'on pourrait le croire, mais il leur manque un contenu explicite. Il s'agirait donc de trouver les modalités précises de la société néolithique en fonction de sa *substance*.

Il n'est pas ici question de s'amuser arbitrairement avec de la philosophie; lorsqu'on veut comprendre pourquoi j'échappe mon crayon par terre, on peut d'abord dire que je l'ai laissé tomber, mais on ira plus loin en expliquant que c'est la *loi de la gravité* qui rend possible cette chute. Pourtant, jamais quelqu'un ne prétendra croiser la gravité au coin de la rue et pouvoir lui serrer la main; elle est intangible et bien réelle, à l'origine de la possibilité même du mouvement. C'est que le concret est lui-même la synthèse de l'abstrait: le réel ne se saisit qu'en étant *pensé* car cette chute est simplement l'apparence de forces agissantes qui, elles, ne se voient pas. D'abord nécessairement *suprasensible* pour être saisie, elle devient vraie pour nos sens une fois conceptualisée: la fatigue de nos corps dépend en grande partie de cette gravité; on sent bel et bien la gravité… mais on sait qu'on a affaire à elle que depuis que nous l'avons édifiée en loi par *notre raison*; on la *res-sent*.

Pour poursuivre l'analogie, on remarquera que la loi de Newton sera ensuite elle-même peaufinée par celle de la relativité générale d'Albert Einstein et que la seule vérité qui soit fixe est paradoxalement le *mode d'être* d'un processus, autant pour le monde que pour la pensée qui la saisit. Pourtant, dans aucun des deux cas on ne leur a reproché de projeter leur structure mentale sur le monde car les sciences naturelles sont curieusement épargnées du procès que subit trop souvent la critique historico-sociale par l'université. Peut-être est-ce parce que certaines compréhensions concernant la société - contrairement à l'astrophysique - bouleverserait les rapports sociaux existants… ? Quoi qu'il en soit, on constate que dans les deux cas, cet esprit n'est pas l'homme qui schématise la vie ou crée un système dans sa tête, mais il est en fait le cerveau de l'humain qui s'est hissé au "système du monde". Plus précisément, la conscience qui comprend la notion du *rapport* surdéterminant ses parties constitutives.

Plusieurs opposent la raison et la passion, le désir et le devoir, l'abstrait et le concret, le sacré et le profane, le quotidien et l'histoire, le fini et l'infini, l'universel et le singulier, le matérialisme et l'idéalisme…etc. Pour nous, il ne s'agit pas d'enfermer froidement des jolis termes comme "l'amour" dans une lourdeur théorique, c'est au contraire que l'amour lui-même n'est qu'un concept et il n'a de sens qu'ainsi. De la même manière, "l'idée" n'existe pas et la "matière" non plus, elles ne sont rien l'une sans l'autre. Tout n'est finalement qu'un mouvement *rationnel* de la matière.

La véritable cause du surgissement néolithique est donc "invisible", ou plutôt, constituée d'éléments visibles devant être articulés par une trajectoire cohérente en elle-même. Il s'agit de saisir en quoi la révolution néolithique ne surgit que du communisme primitif lui-même et de ses contraintes. Paradoxal au premier abord, on se demande comment une antithèse aussi hostile à ce qu'il était a pu sortir de lui-même: Comment est-ce qu'un monde sans état, ni argent ni classe sociale a-t-il nécessairement pu produire son opposé à

tous les points de vue? Voilà le nœud méthodologique pour entamer notre enquête québécoise.

Premièrement, si l'on sait que le mode de production paléolithique est communiste, il n'est pas pour autant mondialisé. Au contraire, il est fait de tensions entre communautés isolées. Si deux tribus se rencontrent, l'un et l'autre ne se voient pas comme étant de la même espèce, même que la plupart se désignaient comme "ombre" ou "étrangers" malgré l'appartenance biologique commune. Lorsque ces tribus se reproduisent et s'étalent sur le territoire, la fréquence de leur rencontre augmente, faisant basculer la quantité des rencontres dans une nouvelle qualité; une direction qu'elles n'avaient jusqu'alors pas encore entreprise. Ce que montrent les études et les fouilles à ce sujet est qu'au-delà des conflits immédiats, plus les groupes collaborent, plus leur chance de survie était grande, de la même manière que l'homme avait surmonté le processus de sélection naturelle par l'entraide *communiste* de la tribu.

Ce nouveau rapport intercommunal - où la prévision, l'accumulation et *l'échange* sont nécessaires pour la reproduction du groupe - va peu à peu transformer la nature du groupe lui-même: Cette mise en perspective d'un avenir collectif - qu'il soit hostile ou allié avec l'altérité - suppose une planification qui se retrouve dans chacun des aspects de la production du groupe: alimentation, défense, territoire, naissances... Là où l'on produisait strictement pour les besoins humains, il y a désormais la nécessité de réserver une part de la production au futur et ainsi, d'assurer une accumulation en plus de son cycle habituel. On a du même coup attribué aux objets produits une nouvelle qualité, celle d'être des *marchandises* car le groupe ne produit plus que pour se vêtir, se loger et se nourrir, mais également dans une perspective de pouvoir *échanger* les fruits de sa production.

Il surgit donc de ces biens et leurs valeurs d'usage une *valeur d'échange*. Ces deux catégories ne sont pas simplement l'une à côté de l'autre; elles évoluent en même temps puisque l'usage va progressivement n'exister qu'à travers l'échange et celle-ci se fonde sur la satisfaction des besoins humains pour subsister. Pourtant, nous le verrons, l'échange va s'autonomiser au point de complètement écraser l'usage: celle-ci est invisible et pourtant, elle a surdéterminé tous les aspects spécifiques de la production qui en étaient que les *phénomènes*. Ce qui ressort de crucial dans ces premiers échanges est que pour quantifier la valeur que portent les marchandises et pouvoir les échanger, nous devons quantifier le temps de travail qui leur a été nécessaire. Pour simplifier, prenons un exemple banal: si je veux échanger un bol en terre cuite contre une peau de bison, c'est l'entièreté du temps de travail investi en eux qui vient dicter si cet échange est adéquat ou non. Si le temps de travail derrière 3 bols équivaut au temps de travail derrière une peau, les groupes échangeront puisqu'il existe une *équivalence* entre elles.

Au commencement, c'était un système plus ou moins direct de troc, mais c'est également ce qui se cache derrière la monnaie moderne: un *équivalent général abstrait*. Une quantification globale pour réguler ces échanges. Celui-ci ne se déploie pas de la même manière en fonction de la détermination géographique - encore particulièrement déterminante à cette époque - produisant différents seuils plus ou moins avancés d'aliénation. Entre les néolithiques grecs, perses, mayas, chinois, sumériens et égyptiens,

bien des choses diffèrent, mais certaines - plus particulièrement la Grèce, ses îles et son sol aride - avaient une matérialité naturelle plus propice à l'émergence d'un marché, de la propriété privée et de l'argent; donc plus propice pour ladite valeur d'échange.

Celle-ci nécessite du même coup le travail exploité car pour créer de la richesse, il faut forcément que je produise plus que ce que je consomme. Le produit doit contenir une plus-value, c'est-à-dire, une part des fruits de mon travail qui ne me revient pas, mais revient à la marchandise elle-même; portant sa valeur cristallisée. Il nécessite donc une classe exploitante et une classe exploitée ; Homme libre et esclave, patricien et plébéien, seigneur et serf, capitaliste et prolétaire… une population unie, scindée et conflictuelle, mais réunie par un *rapport* intermédiaire qui les réunit.

C'est conséquemment parce que je veux réaliser une valeur d'échange que je dois exploiter, mais c'est uniquement de l'exploitation que peut naître cette valeur d'échange. On retrouve alors encore notre dilemme de « l'œuf ou la poule »: chronologiquement, c'est bel et bien le travail qui a surgi avant la formalisation des premières monnaies, mais celui-ci n'avait de sens qu'en *fonction* de la monnaie *à venir*, comme formalisation de la valeur marchande.

L'humain exploité, produisant d'abord directement pour ses besoins sans la médiation de l'échange, n'accepte naturellement pas totalement cette ascension inconsciente et progressive de la marchandise sur sa vie; il la rejette plus ou moins selon les périodes car elle tend à l'encontre de sa naturalité qu'est de satisfaire ses besoins génériques. L'exploitation lui vampirise une part de sa vitalité et rend *médiate* cette satisfaction. Parfois utile, parfois diabolisé, le mouvement qu'amène l'échange va être partiellement rejeté selon sa capacité à équilibrer le désir humain et son règne de la quantification. La minorité favorisée par cette division de classe va naturellement réprimer ce qui menace son autorité par de la violence ou des ruses, sans pour autant être consciente du processus général. Elle croît agir strictement dans ses intérêts immédiats comme la jouissance des loisirs, de son confort et de l'appât du gain qui le permet, sauf qu'en réalité, elle est tout autant la servante d'un intérêt plus grand qui lui est étranger.

La différence entre les deux est que le désir des exploités devient de plus en plus impossible par cette hégémonie du rendement et le force à se lever contre la confiscation de ses biens et de son temps, tandis que l'exploitant veut la maintenir… Cette dynamique contradictoire entre l'émancipation et l'aliénation n'est pas une "faille" dans la société de l'échange, elle est son principe même: la valeur n'est en réalité rien d'autre qu'une médiation entre deux classes et donc, l'argent n'est finalement que ce rapport *social*. Qu'est-ce qu'une société? Une unité négative rendant possible le travail exploité. Ainsi, la différence d'intérêts de classe est précisément ce sur quoi se fonde la richesse et la vitalité de ce rapport exprime la vitalité de l'argent lui-même.

La lutte de classe des exploités n'est au départ jamais le refus total et conscient de ce processus, mais au contraire - d'abord et toujours - la revendication *réformiste* négociant ce qui pèse pour elle. Ainsi, les classes antagonistes se combattent dans une unité contradictoire qui se fuit vers l'avant et se synthétisent dans des reconfigurations sociales: une *dialectique*.

Ces changements sociaux - l'histoire donc - apparaissent lorsque la contradiction est si critique et bloquée que le fonctionnement habituel du mode de production doit trouver de nouveaux débouchés. Le "tout" que l'on a préalablement rencontré dans notre préambule méthodologique est cette synthèse mobile entre des contraires sur lesquels se heurtent inévitablement la conscience et la réalité, mais on voit ici que qu'ils ne sont pas immédiatement même; ils doivent *travailler* à cette unité dans un passage de différenciation en l'autre. L'exploitant et l'exploité sont indissociables dans la fonction, mais ils sont bel et bien différents de par leurs intérêts. La loi de l'histoire est donc précisément cette lutte qui régit chaque instant de la vie humaine depuis la révolution néolithique jusqu'à aujourd'hui.

Cette société de classe prend différentes formes selon le seuil atteint par la production exploitée et ses configurations spécifiques car chacune des générations successives d'humains ne naissent pas tout-à-fait dans la même société que leur ancêtre. Dans cette plus-value de l'exploitation du travail sans cesse reproduite existe un excédent qui est réinvesti dans la production: une accumulation de la valeur cristallisée sous forme d'argent ou de moyens de production, un *capital,* ou ce qu'un des pères majeurs de l'économie politique - Adam Smith - nommerait: « la richesse des nations ». Celui-ci n'évolue pas à côté de notre pratique sociale présente, il l'influence constamment puisqu'il permet une transformation des capacités productives et cognitives de l'humain. Comme nous venons de le voir, l'opposition même à la valeur d'échange ne surgit que de son déploiement et de ses conditions matérielles existantes. La lutte elle-même revêt donc les caractéristiques de son mode de production et de son développement des forces productives. Les esclaves romains faisaient la guerre à la manière des gladiateurs, le prolétariat moderne lui faisait la grève sauvage.

À la question : « vers quoi les peuples avancent-ils », il faut donc d'abord répondre à la question : « vers quoi l'équivalent général abstrait et sa lutte de classe avance t-ils? ». Les lois historiques ne sont pas celles des abstractions comme la nation, les royaumes, les empires, les partis politiques ou les religions, mais bel et bien celles de la valeur d'échange qui détermine ces phénomènes de différentes natures. Conséquemment, c'est l'humanité et ses idéologies qui doivent être exposées à la lumière de ce devenir car non seulement il subit ce mouvement, mais surtout, *l'humain est du capital lui-même.*

L'équivalent général abstrait évoluera au cours de l'histoire et prendra des formes supérieures que nous verrons avec détails dans l'histoire québécoise, mais il est déjà nécessaire de comprendre 3 choses primordiales ici:

1) L'état et l'argent ne sont pas éternels à la « nature *humaine* »... c'est que *la manière d'être* des humains se périodise et se transforme en fonction du développement de ses forces productives.
2) La valeur marchande est le génitif de ces structures.
3) Dans le premier troc, il y a l'avènement fatal, déterminé et *incontournable* du capitalisme le plus impérialiste et financier qui soit et que l'on connaît aujourd'hui.

On en déduit du même coup que la véritable indépendance ne peut trouver son sens que dans une investigation concernant la valeur. Étant par définition l'état d'in-soumission, l'indépendance véritable ne se définit donc pas à partir des catégories inertes que nous venons de citer, mais à partir de la lutte de classe produisant ces effets. Le présent ouvrage doit donc démontrer à chacun de ses chapitres - histoire objective et sourcée à l'appui - que l'indépendance n'est par conséquent rien d'autre que la reconquête de la reproduction consciente de l'humanité en vue de la satisfaction des besoins humains.

Le travail qu'on cherche à faire depuis le début est ni plus ni moins que la compréhension du lien entre ***le capital***, la lutte de classe et son surgissement phénoménal dans l'histoire économique, culturelle, idéologique, religieuse et politique du Québec. Ce travail de compréhension titanesque n'est pas à inventer ou à refaire, il a déjà été entamé par nul autre que la première internationale communiste qui - dans le préjugé qu'on s'en fait à l'heure actuelle - serait à l'origine de dizaines de millions de morts. Nous reviendrons sur les défigurations illimitées à son sujet et l'imposture de tous les léninistes qui lui ont succédés, mais le lecteur l'aura sûrement appréhendé dès le premier chapitre, notre méthode est celle du matérialisme dialectique posée en 1846 dans l'*idéologie allemande* par Karl Marx et Friedrich Engels, se fondant d'abord sur la philosophie de Hegel. Ne le déclarer que maintenant n'est pas pour nous cacher, mais pour indiquer que le préambule que nous exposons n'est pas idéologique ou doctrinaire, mais le plus rationnel qui soit, s'imposant nécessairement aux esprits libres qui veulent avancer sans censures ou manipulations.

Ce qui fonde la critique communiste n'est pas un idéal, c'est simplement le mouvement réel de l'histoire conduisant inéluctablement à sa fin. La critique communiste n'est donc rien d'autre que la forme la plus aboutie de la conscience humaine; *elle est la nature prenant conscience d'elle-même.*

L'universalité de ce devenir-marchandise a été depuis peaufiné par plusieurs groupes ouvriers radicaux lors du siècle dernier et plus récemment, par le groupe *Guerre de classe* et Francis Cousin lors du siècle en cours. Ici la tâche est de particulariser leur analyse dans la singularité québécoise afin d'être en mesure de dépasser ses entraves et diriger sa lutte vers son indépendance véritable: le communisme universel.

*"N'est-ce pas le premier devoir de celui qui cherche la vérité de viser directement la vérité, **sans regarder ni à droite ni à gauche ?"***

- Karl Marx, *Sur la censure* (1843)

III : Mercantilisme, régime seigneurial et conquête britannique de la Nouvelle France

"Il est clair que les Irlandais incultes voient fatalement dans les Anglais leurs ennemis les plus immédiats et que pour eux le tout premier pas en avant c'est la conquête de leur indépendance nationale. Mais il est tout aussi clair qu'aucun Repeal ne saurait supprimer du même coup la misère, et tout ce qu'il peut démontrer, c'est que ***les causes de la misère irlandaise, qui semblent actuellement encore extérieures au pays, doivent être recherchées dans le pays même."***

- Friedrich Engels, *Situation des classes laborieuses en Angleterre* (1845)

"Les « sociétés froides » sont celles qui ont ralenti à l'extrême leur part d'histoire ; qui ont maintenu dans un équilibre constant leur opposition à l'environnement naturel et humain, et leurs oppositions internes. *[...] Dans chacune de ces sociétés, une structuration définitive a exclu le changement. Le conformisme absolu des pratiques sociales existantes, auxquelles se trouvent à jamais identifiées toutes les possibilités humaines, n'a plus d'autre limite extérieure que* ***la crainte de retomber."***

- Guy Debord*, la société du spectacle* (1967)

"Les Écossais, les Basques, les Bretons, les Tchèques, les Slovaques, les Croates… et les Ukrainiens notamment, comme bien d'autres peuples, s'ils possèdent des spécificités linguistiques et culturelles évidentes, n'en sont pas moins des peuples non historiques*, en ce sens que, contrairement aux Russes, aux Français et aux Allemands, leur surgissement et leur maintenance dans le mouvement réel furent toujours formels et limités en ce que les courts instants de vraie souveraineté possible qu'ils eurent à connaître ne purent jamais, dans la longue durée des fracas de la confrontation historique universelle, faire émerger une matrice géopolitique de véritable force in-dépendante en auto-mouvement durable de portée inter-nationale. […]* ***leur substance a le défaut de ne pouvoir s'incarner comme effective persistance de dépliement tenace, d'abord dans la dialectique de développement du devenir de l'aliénation économico-politique du monde, puis, ensuite, dans celle du monde de la dés-aliénation de l'anti-économie et de l'anti-politique."***

- Guerre de classe, *Otan - russie - europe… la guerre en ukraine comme dernier avatar spectaculaire de la crise terminale du fétichisme de la marchandise* (2022)

"Une population dont le territoire est planifié par d'autres, aménagé par d'autres, géré par d'autres, exproprié par d'autres, et au profit des autres, est réduite à ***l'insignifiance.***"

- René Lévesque, *Option Québec* (1968)

L'histoire de la Nouvelle France est celle de la première formation historique d'un commerce international. En effet, il n'est pas nécessaire de nous étaler sur l'évidence que le Québec est l'héritier d'une expansion coloniale de la mondialité française, mais on oublie trop souvent les raisons pour lesquelles le féodalisme français de l'époque a - en lui-même - eut le besoin de s'étendre sur le monde et y fonder des colonies. C'est plus généralement l'europe à des seuils différents qui, au moment du 15e siècle, se met à développer un appétit pour les autres continents et trouver des voies commerciales vers l'Asie. Demander "*pourquoi la Nouvelle-France et son mode de production seigneurial?"* revient d'abord à demander : *"pourquoi le mode de production féodal a dû sortir de sa reproduction circulaire?"*.

Pour répondre à cette question, il ne nous faut donc pas commencer par 1534 et Jacques Cartier, mais plutôt se tourner vers les cités marchandes italiennes du 13e siècle dont le mouvement s'est étendu en Allemagne, en Angleterre, aux Pays-Bas et en France dans les siècles ultérieurs…

En se penchant sur les communautés primitives du chapitre précédent, on a constaté qu'aucune reproduction n'était si circulaire que ça. En réalité, un cycle conduit - atteignant un certain seuil de son développement - à se renverser lui-même; à faire basculer sa biologie dans sa nécrologie. Il faisait déjà plusieurs centaines d'années que les royaumes ne s'étendaient pas au-delà des terres qu'avait déjà conquises l'empire romain. Si l'Europe se met un jour à découvrir d'autres continents, c'est parce qu'ils y étaient contraints d'une manière ou d'une autre de par le fonctionnement interne de son mode de production. Celui-ci n'est pas homogène et stable entre les invasions germaniques jusqu'au Cardinal de Richelieu, il est au contraire profondément bouleversé en un millénaire. Pour ne pas se perdre, concentrons-nous sur le cas français:

Le système féodal du royaume de France entretient un rapport complexe avec la monnaie. D'abord central sous les mérovingiens, l'or cesse pratiquement d'être frappé au 7e siècle car les résidus du mode de production antique romain et ses restes ont été définitivement remplacés par la rente naturelle. La production est majoritairement autarcique et communale, mais une part est subtilisée par les seigneurs pour le maintien de l'État et subvenir à leurs privilèges. Il existait déjà depuis des siècles dans le royaume de Lydie, l'ancienne Athènes ou Rome un argent qui se diffusait dans toute l'Europe, mais qui avait été partiellement mis de côté par la France. Par conséquent, si le féodalisme a été bouleversé par un manque d'argent, il avait donc d'abord dû plonger dans des emprunts et des dettes. Pourtant, celui-ci ne produisait pas directement de valeur d'échange et ne participait pas directement à un marché quelconque. Une part de cet excédent productif dut alors progressivement être convertie en marchandises destinées au commerce par un intermédiaire[1]. La rente foncière avait donc pour potentiel de transmuter en capital.

[1] Charles Kindleberger, *Histoire financière de l'Europe occidentale* (1986)

« La féodalité, en tant que mode de production fondé sur la terre et sur la subordination personnelle des producteurs directs, ne peut se maintenir que si la terre est attachée aux seigneurs et si la dépendance personnelle est préservée. Mais toute extension de la richesse monétaire et de la circulation oblige les seigneurs à convertir leurs rentes en argent et à vendre une part des produits des campagnes, ***ce qui introduit dans les rapports féodaux une pression marchande étrangère à leur logique.*** *»*

- Karl Marx, *capital livre premier* (1867)

Si aujourd'hui les conflits armés découlent souvent d'une conflictualité commerciale que l'on finit par résoudre via la guerre, le schéma féodal lui est typiquement contraire: on se sert du commerce pour gagner les guerres en vigueur. La domination du roi et ses seigneurs ne se fonde pas sur la possession de capital, mais sur l'application d'une coercition physique et territoriale sur ses sujets. Autrement dit, aucune médiation financière, juridique ou politique - sinon peu à l'origine - n'assurent la stabilité du féodalisme. Ainsi, il doit la renouveler par un effort permanent de conquêtes et de despotisme. Le problème est que pour demeurer compétitif, le recours au commerce extérieur et au crédit devient de plus en plus indispensable. Ce faisant, la noblesse doit transformer une part de sa production d'usage en marchandises d'échanges et ainsi - à mesure qu'il gagne du terrain et de l'influence - le roi s'aliène proportionnellement à cette étendue une part de son pouvoir aux mains d'une autre classe.[2]

La bourgeoisie citadine, d'abord constituée d'artisans productifs et promouvant l'ascension marchande n'avait surgi que du monde féodal lui-même, mais elle avait aussi développé au cours des siècles le rôle qu'occupait déjà les juifs ou les lombards de réaliser un profit par la vente en achetant une des parts du surplus paysan et obtenir une rente marchande des voies commerciales.[3] Cette classe, au départ intermédiaire, ne lui prenait pas directement des mains le blé, le vin ou le cuir, elle la prenait des mains du seigneur qui gérait ses surplus et en vendait volontiers une part pour être compétitif. C'est donc bel et bien la noblesse elle-même qui a donné une place à cette bourgeoisie sans pour autant saisir le conflit de classe sous-jacent qui les attendait. Elle a produit une classe satellite permettant de convertir son produit total en une abstraction monétaire. Au lieu de se contenter de la rente en nature, il voulu la transformer en équivalent général abstrait concrétisé sous forme de la monnaie parce qu'elle était beaucoup plus adéquate à sa prétention d'étendre son domaine: centralisation, conversion, échange, préservation… : l'argent est une marchandise universelle non périssable contre laquelle tout s'échange, facilitant la réalisation des grands projets d'un royaume. Ce faisant, la monnaie réapparaîtra de plus en plus dans le féodalisme tardif.

[2] Georges Duby, *Le Moyen âge* (1984)
[3] Abraham Léon, *Conception matérialiste de la question juive* (1940-1944)

Ce cycle dans lequel la marchandise devient argent puis lui revient sous forme de marchandise - notamment celles liées à la conquête militaire comme les armes et les mercenaires - avait besoin de portes valises et de thésauriseurs. À mesure que ce processus avançait, on assista donc à la naissance des premières grandes institutions financières européennes aux côtés des autres populations déjà existantes de marchands, à la différence que celles-ci se préoccupent d'un réel rendement dans la productivité; d'un retour sur investissement pour convertir cet argent en capital.[4]

C'est ici que naît la Nouvelle-France puisqu'elle est le produit l'émergence du mercantilisme, moment où le royaume devient acteur direct du commerce : sa conquête territoriale sert à la fois sa puissance et la transformation de la valeur d'usage en valeur d'échange, introduisant ainsi les premières contradictions commerciales au cœur du pouvoir féodal et forçant celui-ci à partir à la découverte du continent américain. C'est déjà ici que surgissait la graine de l'État moderne, étant donné son rôle de synthèse entre ce qu'on appellera plus tard le public et le privé. Les rois croyaient contrôler l'argent, mais c'est peu à peu l'argent qui s'emparait d'eux, au point où on ne négociait plus avec le privé, mais c'est au contraire le privé qui avait digéré l'état en se servant de la structure hiérarchique féodal pour s'y hisser. En Nouvelle-France, Jacques Cartier part à la recherche des indes sous les ordres de François premier, puis il fallut attendre le règne de Louis XIV et Colbert pour qu'un tel plan de création de richesse se concrétise entre monopoles privés et contrôle royal. L'intendant Jean Talon en est l'incarnation théorique parfaite, bien qu'un échec relatif sur le plan pratique. Sa Nouvelle-France tente de dynamiser la création de richesse par des compagnies bourgeoises, tout en usant des services de l'État pour protéger, peupler et réguler son sol. La différence notable avec la métropole d'avec le mode de production canadien réside dans l'absence de surplus, ou du moins, l'absence de la vente des surplus par les paysans qui étaient davantage périphériques au processus mercantile. Étant donné l'absence d'accumulation préalable et d'un marché intercolonial sur le continent, l'habitant ne fait que subsister à ses besoins immédiats et ceux de l'administration permettant une protection aux compagnies qui ramenaient les richesses à la métropole.

"Les colonies étaient fondées pour satisfaire les besoins de la métropole, et le développement économique était dirigé et contrôlé de très près par l'État impérial. Que ce fût au ministère de la Marine, en France, ou, plus tard, au British Colonial Office, en Angleterre, on jugeait toujours de la politique coloniale par ses effets éventuels sur l'économie de la métropole [...] En France, Jean-Baptiste Colbert, le principal ministre de Louis XIV, publia de nombreux règlements visant à l'amélioration et à la normalisation des produits français. Il eut aussi recours aux tarifs et aux privilèges pour protéger l'industrie métropolitaine. ***Le commerce colonial était encouragé, mais non la production de biens qui eussent fait concurrence aux produits français. Le mercantilisme visait une balance commerciale excédentaire et se caractérisait par l'imposition sur le commerce d'une autorité étatique centralisée, faite de contrôles tatillons, d'inspections minutieuses, et de monopoles"***

- John A Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec* (1995)

[4] Régine Pernoud, *Les origines de la bourgeoisie* (1965)

“Comme l'agriculteur limite habituellement les semailles à ses besoins, en cas de mauvaise récolte il devient acheteur et risque de s'endetter; celui qui a produit en surplus vend son blé à un prix élevé. Que fait-il de son argent? ***Il le thésaurise selon la bonne vieille méthode du bas de laine et ne l'utilise guère pour agrandir sa ferme. [...] L'enquête menée en 1712 par Gédéon de Catalogne montre le peu de rationalité de l'agriculture canadienne*** *: les champs sont trop étendus, les méthodes agricoles gardent un caractère routinier. D'ailleurs* ***les habitants ne cherchent pas à tirer de la terre plus qu'elle ne produit d'elle-même [...]*** *Montcalm ne cache pas son dédain pour les officiers canadiens. Il confie volontiers dans un rapport officiel que « Le Mercier est un ignorant et un faible; Montigny, un pillard; Marin, brave mais sot». Tous les membres de l'état-major semblent se donner le mot pour déprécier et calomnier les coloniaux. Le maréchal de camp Desandrouins émet l'opinion que “les Canadiens ont perdu tout leur ancien esprit guerrier”. Connaissant l'atmosphère dans laquelle se sont déroulés les événements de la guerre de Sept Ans en Nouvelle-France, on peut se demander si, la victoire ayant penché en faveur de la France, les milices canadiennes n'auraient pas immédiatement bouté les troupes françaises hors des frontières. Bougainville a pressenti cette possibilité lorsqu'il écrit, non sans une teinte de mélancolie: «* ***Il semble que nous soyons d'une nation différente, ennemie même.”***

- Raymond Douville et Jacques-Donat Casanova, *La vie quotidienne en Nouvelle-France* (1964)

Toutefois, il ne faut pas négliger que sous le contrôle royal et le conseil souverain, les cultivateurs développeront une légère participation au commerce de détails, ajoutant à leurs fonds limités une capacité de paiement pour leurs obligations fiscales aux bénéfices des élites locales. Poursuivons avec la *brève histoire socio-économique du Québec:*

“Dans la colonie, les commerçants exportaient des produits de base, tels que le poisson, les fourrures, le blé et le bois de construction. Ils cherchaient aussi à s'emparer d'une partie du surplus produit par la population agricole, en incitant celle-ci à consommer des biens importés, ce qui eut pour effet d'intégrer la paysannerie dans l'économie de marché. Leurs besoins de capitaux étant modestes, les commerçants prospérèrent pendant la période préindustrielle. La plus forte proportion du capital était immobilisée dans des stocks de matières premières ou de produits finis qui se trouvaient dans des entrepôts, des navires ou des canots. Leur besoin d'argent liquide était moindre encore, la plus grande partie du commerce étant financée à même le crédit consenti par les producteurs industriels et agricoles. […] En théorie, le seigneur concédait une terre à tous les futurs colons, et mettait à leur disposition un moulin à blé. Mais ce dernier n'était construit que lorsque la population était suffisamment nombreuse pour en garantir la rentabilité; quand la pression démographique se fit davantage sentir, les seigneurs retinrent les terres et imposèrent des loyers plus élevés. ***Les paysans devaient payer un loyer annuel (les cens et rentes), verser un impôt sur la vente de leur terre (les lods et ventes), la défricher et la mettre en valeur, et faire moudre leur grain au moulin seigneurial. En plus de droits honorifiques, comme ceux d'occuper le premier banc à l'église et de recevoir la communion le premier, le seigneur en possédait d'autres, plus lucratifs. Grâce à la corvée, il pouvait tirer des journées de travail de ses censitaires et, grâce au retrait féodal, avoir une priorité sur le rachat des terres.”***

Bien que nous soyons devant un seul peuple français et catholique avant la conquête britannique, les “Habitants” du Canada étaient donc déjà très différents des paysans français en raison de leur mode de production, de la même manière que les américains n’étaient plus tout à fait “british” dans la raison même de leur départ aux treizes colonies. Si cette différence entre français et canadien éclaircit plusieurs aspects de notre particularité nationale, il faut également se concentrer sur la rivalité avec le voisin anglais et leur défaite partagée. En effet, si le Québec a bien une singularité, c’est d'être le seul peuple de souche européenne qui passe d’une mondialité à une autre tout en y étant encore greffé à cette heure.

Résumons rapidement le modèle britannique et le modèle colbertiste : un est libre-échangiste, l’autre centralisateur. L’un est populationniste, l’autre tente de restreindre son établissement permanent pour ne pas rivaliser avec la métropole. L’une favorise la compétition entre entreprises, l’autre veut au contraire accorder des monopoles, l’un se structure sur le calvinisme, l’autre sur le catholicisme traditionnel… Autrement dit, c'est un système moderne contre un système vétuste. C’est donc non seulement le Québec, mais aussi la France qui était en retard du point de vue du déploiement de la valeur d’échange.

Comment est-ce que les Anglais avaient cette longueur d’avance sur le capitalisme à venir? La clé de leur réussite est en 1640, celle de la défaite de Louis XV, en 1789. Que voulons nous dire par là étant donné que Louis XV est mort bien avant, en 1774? - Que l’une des deux forces était en fait déjà parvenue au mode de production capitaliste, ou du moins partiellement. En effet, là encore, la réponse au problème colonial trouve sa source dans la réalité productive européenne: l’Angleterre avait, depuis les insurrections menées par Cromwell de la décennie 1640, assuré une politique convenant à la force de sa classe: propriété privée, droit bourgeois, ancêtres des manufactures, déréglementation…etc; un vrai “yankee” américain avant l’heure. L’Angleterre contenait une parfaite unité négative intégrant la compétition mercantile de ses yeomans (paysans libres) et artisans à son pouvoir politique centralisé. D’une part, elle avait hérité des conquêtes normandes et du règne anglo-angevin plantagenêt qui installa un solide système féodal correspondant à sa forte production paysanne. D’autre part, elle était issue des conquêtes anglo-saxonnes et danoises qui lui ont transmis la nécessité structurelle du commerce et de la conquête maritime élisabéthaine, ce qui donna éventuellement naissance aux futurs États-Unis.[567]

En posant ces différences, on saisit du même coup le modèle multiculturaliste anglo-saxon, son rejet de de l’interculturalisme et son goût pour le “Québec bashing". On mentionne souvent le rejet radical de l’église par les baby-boomers comme étant la pierre de touche de la laïcité franco-québécoise des 20 dernières années, mais c’est aussi et d’abord dans le catholicisme même qu’émerge une vision républicaine, gallicane et universaliste du contrat social propre au modèle français. Richelieu - auquel on a attribué le nom d’une de nos plus importantes rivières - représentait déjà à la fois un homme politique, un stratège économique et un évêque.

---

[5] Phillipe Chassaigne, *Histoire de l’Angleterre* (2008)
[6] Charles Kindleberger, *Histoire financière de l’europe occidentale* (1986)
[7] Karl Marx, *Le capital livre premier* (1867)

«Le Cardinal souhaitait donc libérer le commerce français de l'hypothèque étrangère. Des navires français et non plus étrangers porteraient au-dehors les produits réclamés par nos clients et se chargeraient du fret de retour. Il inclinait donc à la formation de Compagnies, à la manière des Hollandais. ***Tel fut le sens d'une Compagnie de Cent Associés*** *ou du Morbihan, reprenant des projets antérieurs. Des magistrats hommes d'affaires, comme François Fouquet, le père du surintenant, des religieux, comme le Père Joseph, qui croyait l'œuvre des missionnaires associée à celle des commerçants, s'y intéressèrent.* ***La Compagnie, dont les membres non nobles devaient acquérir, ipso facto, le privilège de noblesse héréditaire, posséderait la jouissance des terres de la Nouvelle-France»***

- Victor-Lucien Tapié, *La France de Louis XIII et de Richelieu* (2014)

Loin de n'être qu'une question strictement "spirituelle", le régime catholique gallican est un système politique qui est à la source du saut qualitatif entre la colonie comptoir et la colonie de peuplement qui offrît aux Canadiens un véritable système foncier. C'est dans ce contexte d'une France centralisatrice que le mode de production seigneurial et l'influence du clergé prît de l'importance, mais il est en réalité plus ou moins juste de désigner le régime ainsi. Le terme "seigneurial" tend à nous rappeler le mode de production féodal constitué d'une lutte entre des seigneurs et des serfs… or, il s'agit ici plutôt d'une autarcie clérico-paysanne. Certes, comme nous venons de le voir, la noblesse et la bourgeoisie ont eu leur importance dans les affaires de la Nouvelle-France, mais elle constituait une réalité parallèle à la société agricole qui seule persista après la conquête britannique. Par exemple, le seigneur montréalais Pierre Lemoyne d'Iberville - présenté comme un héro "québécois - est une incarnation évidente du génie local avec sa participation téméraire dans les aventures de la louisiane, mais il appartenait à une classe très restreinte d'hommes s'adonnant au commerce pour le compte du pouvoir royal, ceux qui partirent en vaste majorité du continent après 1763.

C'est donc le clergé et les petits seigneurs établis au Canada qui demeureront pendant environ 100 ans la classe dominante du Québec, mais ceux-ci n'étaient que des propriétaires fonciers sans assise stratégique… et comme tout propriétaire foncier, ils se contentèrent surtout de prendre la rente suffisante pour reproduire leurs privilèges et assurer un ciment social. Maisons plus cossu, plus grande érudition et un pouvoir très restreint sur ses sujets; ils n'avaient rien de commun avec la noblesse semi-bourgeoise française puisqu'ils étaient coupés de toute accumulation capitaliste primitive. Ils constituèrent alors l'ancêtre de notre petite bourgeoisie. Les prêtres eux n'avaient pas d'ambition personnelle ni de propriété privée. Ils ne gardaient la monnaie que pour financer des projets ultramontains. L'église forme alors le cœur et le cerveau de chacun des villages du Canada. Sous la Nouvelle-France, elle était composée des élites françaises, mais peu à peu, elle devînt de plus en plus populaire en recrutant ses membres chez les habitants. Par conséquent, ces deux groupes n'avaient aucun intérêt à dégager un quelconque profit et n'en avaient pas les capacités face aux anglais, même qui leur étaient fatal de soutenir une accumulation de capital puisque la production de marchandises et la financiarisation qui l'accompagne tendait à progressivement éliminer cette classe parasitaire.[8]

[8] Karl Marx, *capital livre troisième* (1894)

Cet accord entre paysans autarciques et propriétaires fonciers fera du Québec une des sociétés les plus inertes du monde occidental pendant une courte période de 200 ans, expliquant la longue absence de lutte interne aux québécois et leurs particularités d'être « tissé-serrés ». Bien que limité, le sociologue Jean-Michel Falardeau offrait dans son texte de 1952: *"Rôle et importance de l'église catholique au Québec*" un portrait complémentaire à ce que nous évoquons:

Non seulement il n'existe pas de distinction entre un « haut » et un « bas » clergé, mais le clergé, dans sa totalité, est articulé à la totalité de la société. Il est impossible pour le Canadien français de penser impersonnellement un problème touchant le clergé : un tel problème n'appartient pas à un univers social éloigné ni différent du sien. Tous les problèmes qui se posent, ou à peu près, sont des problèmes de famille. ***De fait, la plupart des dissidences, des difficultés ou des disputes qui éclatent entre groupes laïcs et clergé se règlent traditionnellement à la manière des conflits de famille : ils sont contenus, résorbés, éventuellement oubliés.***

Sans être identique au mode de production despotique oriental que désignait Karl Marx, le mode de production québécois pré-capitaliste a de commun de produire que très peu d'accumulation excédentaire et la conserver uniquement pour un luxe collectif; l'édification de l'église romaine et ses infrastructures de coercition collective. Cette abnégation pour un idéal mystique a constitué à l'élaboration inconsciente d'une grande religiosité que les québécois ont continué de porter bien après la révolution tranquille. L'essayiste Francis Denis faisait remarquer que la révolution tranquille avait plus ou moins transformé l'esprit de clocher conformiste des québécois, établissant des liens avec le sanitarisme de la pandémie de 2019. Cette attitude morale conservée des cours dogmatiques de catéchisme se retrouve en effet encore dans l'attitude de nos hommes d'état moderne, eux que Pierre Elliott Trudeau qualifiait de "nouveaux clercs".

C'est ainsi qu'au moment où les régimes féodaux d'Europe sont en phase terminale et que les États-Unis développent une industrie et une urbanisation forte basée sur le modèle judéo-chrétien calviniste, ici le mode de production revient en arrière dans un temps décentralisé, éparpillé et insoucieux des obligations administratives. Le Canadien n'est pas simplement un Français figé dans l'ancien temps, il est réactionnaire de par la nécessité réitérative de son mode de vie. Le sol parle de lui-même: la colonie est peuplée à intervalle régulier, avec des fermes et des champs édifiés sur le même terrain que la maison.[9] En Europe, les gens habitent au contraire dans un village central entouré de champs, inspiré du modèle millénaire germanique et communal avec une vie collective plus développée. Ici, les habitants se rendent chez les autres à l'occasion, par exemple lors des fêtes. Le nouveau monde anglais se distinguait vis-à-vis de nous par son dépassement en cadence et l'Europe par l'expérience des luttes de classes radicales, tandis que nous demeurions dans l'inertie. Pantouflards, casaniers, craignant la politique et retirés de la vie économique, les Québécois sont devenus des *fantômes*.

[9] Gilles Laporte, *Le Québec et son histoire d'un simple coup d'œil* (2018)

Nous sommes issus d'un sol immense qui nous a tissé, métissé, rebuts de brins de laine tressés très serrés, sans couture au sein d'une ceinture fléchée comme quelque queue clinquante de comète effilochée. Et si l'on suit le fil de notre texte, il mène à la sortie du labyrinthe de pan qui nous éreinte depuis qu'ils ont mis nos torts dedans. Ils ont conquis notre territoire, pillé notre histoire et volé notre mémoire. Avec leurs thèses de fous ils ont dit "taisez-vous", vous ne valez pas dix sous, vous n'êtes pas vous, vous êtes nous, vous êtes dissous. Notre substrat vous subsume, mais la comparaison vous consume. Faux! Nous venons d'avant, nous sommes antérieurs, nous sommes des créateurs; pas des créatures, pas des caricatures. Notre maison n'a pas de cloison mais quatre saisons acclimatées au climat et faisant fi du frimas. Nous avons parcouru par ses artères tout un continent titan. Notre espèce aspire à l'espace et son empreinte est partout. Tapie dans la toponymie, gravée dans le granit, égrainée sur la grève, arc boutée dans les arches de nos dingues digues dignes de la muraille de Chine. Dans les champs essouchés sous la lune et les racines d'un hêtre qui ne peut plus plier. C'est une histoire riche qui n'est sur aucune affiche et qu'on a laissée en friche. Dans nos caboches, ce n'est que roches et fardoches, cosmogonie à l'agonie dans le tome fantôme du grimoire d'une mémoire moisie. Sur nos épaules on porte pourtant le pack-sac d'un passé épatant… Mais allons-nous mourir en nains quand nous sommes nés géants? Sitôt venus au Nouveau Monde, on a dompté les hivers et fabriqué de la terre. On avait la tête à la fête et le coeur au labeur. ***Opiniâtres, on n'a jamais laissé mourir le feu dans l'âtre*** *car nous avons la tête à Papineau,* ***la longue langue agile de Da Costa, le cœur-corsaire de d'Iberville*** *qui envoie en nos veines.* ***Le pur-sang mêlé-mêlé de Riel et des Premières Nations, nous avons l'aviron de Radisson, la vigueur de la Vérendrye, les jarrets de Jolliet et tous les talents de l'intendant Talon. En somme, nous sommes des surhommes uniques générés par le génie génétique de l'Europe et de l'Amérique. Inéluctablement, nous voguons vers le néant… mais allons-nous mourir en nains quand nous sommes nés géants?*** *Opaque, il faut qu'enfin notre épopée éclate. C'est sans équivoque, cette Histoire est pleine et craque. Loco Locass la provoque de son verbe épique: les eaux sont crevées et tombent en trombe et forment une flaque, que dis-je, une flaque; c'est comme un lac à nos pieds. Le col se dilate, le sol s'écarquille pour laisser monter un corps en forme d'ogive. C'est le chaos qui passe dans le chas d'une aiguille. C'est un cri qu'on pousse, un cœur qui pulse, celui d'un peuple qu'on accueille ou qui frappe un écueil dans l'oeil du cyclone, chaque seconde en vaut quatre nous rapproche d'un miracle. C'est un spectacle sans entracte, mais gare à l'arrêt cardiaque. Entre la mort et la vie, l'arrivée d'un homme comme lors d'un référendum,* ***un peuple oscille entre le rien et tout ce qui brille.*** *Je pose des mots garrots gare au flot hémorragique. Ô ma rage gicle par tous les pores de mon cœur spongieux sur ce son long jeu conjure ma mortelle nature et nous disons que la parole est une sage-femme qui tire des limbes un monde à naître fort de cette maïeutique aux forceps, le poète nomme enfin celui dont il voit poindre la tête:*

QUÉBEC!

Ceux que Sébastien Fréchette - alias *biz* - qualifiait avec raison de *géants* sont indéniablement passionnants à étudier pour comprendre la rayonnance de la France sous les Bourbons, mais pas pour saisir notre peuple authentique, celui dont le sang coule encore dans nos veines et dont l'esprit se reproduit à travers nos consciences; celui qui a connu un autre tournant... celui qui a totalement *laissé mourir le feu dans l'âtre*, celui dont la matérialité sociale objective a eu raison de *l'opiniâtreté.*

De la mort de Champlain jusqu'au temps de *Maria Chapdelaine*, nous étions sensiblement dans la même réalité productive. Même certains de nos grands-parents encore vivants ont vécu ce mode de vie: un travail intense au champ avec des moyens rudimentaires servant à leur propre subsistance. Ces conditions matérielles sont celles d'un cercle réitératif qui ne pouvait déboucher sur aucun avenir autonome autre que la réintégration à la mondialité par la colonisation anglaise. Lorsque le moment fut venu de développer le nord de ce nouvel empire New yorkais par des immigrants écossais, anglais ou loyalistes américains - ils se précipitèrent dans des manufactures et camp de bûcherons avec leurs semblables irlandais, se contentant d'un faible revenu, celui de citoyens de seconde zone.

Cette trajectoire matérielle nous conduit ensuite à saisir la division culturelle, linguistique et raciale vis-à-vis du reste de l'Amérique. Victimes des orangistes, du gouvernement fédéral et même, du KKK qui tentait de théoriser la « non blancheur » des canadiens-français[10], le caractère naïf, complaisant et courtois des habitants les conduisait forcément à ne savoir que se taper sur la tête et conserver un sentiment scrupuleux, inverse à la joie d'historicité révolutionnaire. Le sentiment de honte omniprésent chez les Québécois puise sa source dans ce décalage: d'abord négligé et abandonné par sa propre famille pour être finalement pillé et méprisé par sa famille adoptive, le Québec n'avait en réalité aucun avenir depuis le départ car il est l'enfant avorté de la mondialité française destinée à perdre.

Compte tenu de l'isolement de cette société, la résilience ethnique de ce résidu en Amérique n'a rien d'un miracle et il est primordial de rappeler le rôle de l'indépendance des États-Unis dans cette affaire. En effet, 1774-75-76 sont des années particulièrement importantes car elles expriment l'implication réciproque entre l'empire britannique et les élites québécoises face au républicanisme révolutionnaire de la bourgeoisie américaine. Comment se fait-il qu'après la conquête, même en extrême majorité, les habitants se satisferont du pouvoir britannique après autant de pillages, d'incendies et de tueries par le général Wolfe? Le lecteur commencera forcément à le comprendre; ce sont en dernière instance non pas le ressentiment et la mémoire patriotique qui dictent l'histoire, mais ses rapports de production…

Suite à la conquête, il s'opère une imbrication parfaite entre le clergé et les seigneurs désireux de continuer leurs mainmise sur un peuple dépourvu d'autonomie économique avec les britanniques qui voulaient un monopole de la traite des fourrures et l'exportation des matières premières. Il faut cependant garder à l'esprit que les cultivateurs avaient eux-mêmes de bonnes raisons de soutenir ce régime étant donné la grande liberté qu'il leur procurait. La soumission québécoise n'est pas un trait génétique, mais une nécessité dans l'inertie de son développement des forces productives. Poursuivons l'analyse avec Jean-Charles Falardeau sur cette société paisible :

[10] Normand Lester, *Le livre noir du Canada anglais*

“Au sentiment anti-américain de l'opinion officielle, s'ajouta subitement un véhément sentiment anti-français. Un Te Deum fut chanté à la cathédrale de Québec à l'occasion de la victoire anglaise d'Aboukir. L'abbé Plessis, futur évêque de Québec, dans un sermon à cette occasion, déclarait : « Réjouissons-nous de cet événement. ***Tout ce qui affaiblit la France la sépare davantage de nous. Tout ce qui tend à ce but tend à augmenter notre sécurité, notre liberté tranquille, notre prospérité et notre bonheur.*** *» Le profond sentiment français canadien se transposa, en face de la « déchéance » révolutionnaire, en un sentiment de reconnaissance envers la Providence pour avoir été préservé d'une telle catastrophe”*

Nos élites vont alors préférer la stabilité et sa défense par le premier empire mondial face à un État de 2 millions d’habitants dont l’avenir s’annonçait incertain. Aujourd’hui, des commentateurs voient dans l’acte de Québec une erreur fondamentale de la part de Londres car elle insuffle aux Québécois cette idée d’un foyer national avec des frontières bien définies. Or, c’est oublier qu’ils n’avaient pas le choix que de le faire compte tenu de leur absence démographique sur le territoire et des menaces d’annexion américaine.

C’est bien là que les naïfs militants du PQ et du Bloc québécois scandant “Québécois”, “je choisis le Québec” ou “Le Québec c’est nous” peuvent bien aller mordre la poussière… La nation est ce bloc historique indéterminé qui n’a jamais fait la différence entre les intérêts de ses cultivateurs qui seront éventuellement prolétarisés ou ses classes parasitaires qui en bénéficient avec les “méchants anglais”. Alors qu’une poignée marginale de Canadiens vont éventuellement écrire à Napoléon pour supplier leur libération par la France ou que les patriotes lynchés vont plus tard s’inspirer du républicanisme français et américain, il n’en demeurait toutefois pas moins que la majeure partie de la société préférait elle-aussi être aux mains des anglais que de vivre l’ère des guillotines.

Philippe Aubert de Gaspé, seigneur de St-Jean Port-Joli et premier romancier canadien, incarne bien le phénomène. Son roman “les anciens canadiens” met en scène une amitié entre le canadien Jules d’Haberville et l’écossais Archibald Cameron of Lochiel qui “*apprirent à se respecter et à vivre ensemble sous les mêmes lois”*. Dans la préface de ce classique québécois, on y lit également:

La conquête fut sans doute un grand malheur pour nos pères; mais il faut reconnaître que les vainqueurs se montrèrent généreux et ***respectèrent nos lois, notre langue et notre religion.***

Malgré le dégoût compréhensible des Québécois envers le rapport Durham de 1839, son rapport est d’une justesse synthétique sur les effets du pacte Canado-britannique que nous venons d’exposer:

"a. Sous le Régime français

[…] Il obtenait sa terre d'après une tenure singulièrement propre à promouvoir son bien-être immédiat, mais qui entravait son désir d'améliorer son sort ; il était aussitôt placé à la fois dans une vie de travail constant et uniforme, dans une très grande aisance et dans la dépendance seigneuriale. L'autorité ecclésiastique à laquelle il s'était habitué établit ses institutions autour de lui, et le prêtre continua à exercer sur lui son ancienne influence. On ne prit aucune mesure générale en faveur de l'éducation et comme la nécessité n'en était pas ressentie, le colon ne fit aucun effort pour réparer cette négligence du gouvernement. ***Nous ne devons donc pas nous étonner que, dans de telles circonstances, ces hommes habitués aux travaux incessants d'une agriculture primitive et difficile, habituellement friands de réjouissances populaires, se réunirent en communautés rurales, occupant des portions d'un sol tout entier disponible et suffisant pour pourvoir chaque famille de biens matériels bien au-delà de leurs anciens moyens ou presque au-delà de leurs désirs ; qu'ils ne firent guère de progrès au-delà de l'aisance que la fertilité du sol leur imposait ; qu'ils demeurèrent sous les mêmes institutions le même peuple ignare, apathique et rétrograde.*** *Le long des rives alluviales du Saint-Laurent et de ses tributaires, ils ont défriché deux ou trois bandes de terre ; ils les ont cultivées d'après les plus mauvaises méthodes de petite culture. […] Ces gens s'accrochèrent aux anciens préjugés, aux anciennes coutumes, aux anciennes lois, non à cause d'un fort sentiment de leurs heureux effets,* ***mais avec cette ténacité irrationnelle d'un peuple mal éduqué et stationnaire. Ils n'étaient pas non plus dépourvus des vertus d'une vie simple et industrieuse, ni de celles que, d'un commun accord, les hommes attribuent à la nation dont ils sortent. Les tentations qui, dans les autres États, conduisent aux délits contre la propriété et les passions qui provoquent la violence étaient peu connues parmi eux. Ils sont doux et accueillants, frugaux, ingénieux et honnêtes, très sociables, gais et hospitaliers ; ils se distinguent par une courtoisie et une vraie politesse qui pénètrent toutes les classes de leur société.***

b. Sous le Régime anglais

La Conquête les a transformés, mais très peu. Les classes plus élevées et les citadins ont adopté quelques coutumes et quelques sentiments anglais. Néanmoins, la négligence continuelle du gouvernement britannique laissa la masse du peuple sans aucune des institutions qui l'eussent élevée à la liberté et à la civilisation. Il les a laissé sans l'instruction et sans les organismes du gouvernement responsable local, qui auraient permis d'assimiler leur caractère et leurs coutumes, facilement et avantageusement, au profit d'un Empire dont ils devenaient une partie. Ils demeurent une société vieillie et retardataire dans un monde neuf et progressif. Essentiellement, ***ils sont encore Français, mais des Français qui ne ressemblent pas du tout à ceux de France. Ils ressemblent plutôt aux provinciaux français de l'Ancien Régime.***"

Un fait très simple et amusant valide ce rapport, à savoir les comparaisons linguistiques contemporaines entre le Québec et la France. Si les Québécois parlent encore avec un accent si particulier aux oreilles de nos cousins, c'est parce que nous parlons avec l'accent condensé des anciens patois des régions de l'ouest qui se sont congelés. C'est un bel exemple du développement des forces productives française déterminant le développement du nouvel accent continental:

Nous avons encore environ trente patois qui rappellent la féodalité ; on peut assurer sans exagération qu'au moins six millions de Français ignorent la langue nationale. […] Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-révolution parle italien, et le fanatisme parle basque. Brisons ces instruments de dommage et d'erreur. [...[***Il est plus important qu'on ne pense d'universaliser l'usage de la langue française : la langue d'un peuple libre doit être une et la même pour tous.***

- L'abbé et homme d'état Henri Grégoire, *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française* (1794)

Suite à ces clarifications découlant de la Nouvelle-France et la conquête, on peut déjà poser des distinctions essentielles entre les termes d'indépendance, de nationalisme et de souverainisme qu'on entendait démêler en introduction: En vérité, concilier le souci de préservation et la lutte pour l'émancipation dans l'indépendantisme québécois est profondément paradoxal: À mesure que le Québec devient autonome, il doit précisément se nier comme société distincte, puisque sa distinction, c'est ce qu'il le rend *impuissant*… Nos classes dominantes vont alors se restreindre à n'être qu'à être un intermédiaire passif entre la défense des intérêts populaires portés par un nationalisme d'émancipation qu'ils digèrent en un nationalisme de conservation pour maintenir les structures traditionnelles, favorisant à la fois le pouvoir britannique et l'élite locale. En bref, notre différence substantielle et la fonction qu'on y trouvera, c'est notre retard dans le développement des forces productives. Notre « autonomie » perdue, c'est la perte d'un mode de vie traditionaliste qui avait jusqu'alors préparé le Québécois à être une parfaite main-d'œuvre bon marché. Ce qui rend le Québécois adéquat à son asservissement, c'est sa misère préalablement existante. Un colonisateur ne peut s'attaquer qu'à son colonisé en raison de leur correspondance. Jamais un peuple ayant une autonomie nationale, une classe dirigeante forte et une histoire aspirant à la mondialité ne peut soudainement être asservie par une autre sans reprendre sa souveraineté… Évidemment que nous étions *nés pour un petit pain.*

Contre-intuitivement, cette misère n'était pas due à une absence de biens ou de privilèges, mais au contraire due à son *confort et à son indifférence* fournies par le privilège de son mode de vie réitératif. Comme le soulignent tous les historiens qui ont été cités jusqu'à présent, le paysan canadien est généralement mieux nourri, mieux logé et plus indépendant que le paysan français, ce qui s'explique par l'abondance des terres et la faiblesse relative des contraintes seigneuriales en Nouvelle-France. L'ex vendéen ou normand avait donc bien intérêt à demeurer "tranquille".

IV : La rébellion des patriotes, la révolution capitaliste et la domination formelle du capital

"Les hommes agissent en vue de leurs intérêts; mais ***il se produit encore autre chose que ce qu'ils ont voulu et atteint par leur action;*** *ils réalisent quelque chose qu'ils ne savent ni ne veulent immédiatement."*

- Hegel, *La raison dans l'histoire,* posthume (1837)

"Le nationalisme reflète tous les intérêts, toutes les nuances, toutes les situations historiques qu'on peut imaginer. C'est un chatoiement de mille couleurs. Il n'est rien, il est tout, il n'est qu'un moule idéologique, ***il importe avant tout de déterminer à chaque fois la substance qu'il contient."***

- Rosa Luxemburg, *fragments sur la guerre, la question nationale et la révolution* (1918)

"La contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production atteint toujours son moment historique le plus déterminant lorsqu'elle se manifeste centralement dans ***l'antagonisme qui oppose le mouvement révolutionnaire contre le travail à l'idéologie de son amélioration la plus poussée."***

- Guerre de classe, *Il y a 50 ans, mai 68* (2018)

"Je meurs sans remords. ***Je ne désirais que le bien de mon pays*** *dans l'insurrection, et son indépendance ; mes vues et mes actions étaient sincères, n'ont été entachées d'aucun crimes qui déshonorent l'humanité et qui ne sont que trop communs dans l'effervescence des passions déchaînées.* ***Depuis dix-sept à dix-huit ans, j'ai pris une part active dans presque toutes les mesures populaires, et toujours avec conviction et sincérité. Mes efforts ont été pour l'indépendance de mes compatriotes. [...]*** *Pourquoi me plaindre pour ce que l'on me fait personnellement ? Mon pays me connaît, et j'ai le plaisir en mourant d'avoir l'estime de mes bons compatriotes, et la tienne en particulier.* ***Cette pensée me réjouit et remplit mon cœur de joie.*** *Mes bourreaux m'envoient périr sur un échafaud, sur un gibet ! Mais que m'importe de mourir lancé dans l'air : la mort sous ses formes variées, soit par le supplice de la croix ou par l'empalement, par le feu ou par la guillotine, par la corde ou par l'épée, ne produit toujours que le même effet. Si des hommes ignorants ou préjugés attachent des idées de déshonneur, de honte ou de préférence à aucun de ces divers modes de supplices, c'est parce qu'****ils ne réfléchissent pas sur les causes qui les ont amenés, ou sur le résultat inévitable de tous ces supplices : la mort."*

- Chevalier de Lorimier, *Dernières lettres d'un condamné,* rédigées en 1839 avant sa pendaison.

Ces derniers temps dans notre espace médiatique, on observe la continuité d'une certaine tradition chez les indépendantistes, à savoir qu'ils sont à la fois les plus grands défenseurs de la nation et en même temps, cherchent à être son fossoyeur. "On aime pas la chicane" au Québec, mais peut-être faudrait-il qu'on se mette à la désirer selon ces indépendantistes pressés. Maxime Blanchard, le FLQ, Pierre Falardeau, Rémi Villemure, Mathieu Bock-Côté… tous semblent exténués des scrupules interminables de leur propre peuple. À chacune de ses déclarations considérées "arrogantes", Paul St-Pierre Plamondon éprouve qu'il a décidément pour principal ennemi les Québécois eux-mêmes.

Ils veulent se débarrasser de notre soumission collective et développer un sens de la ***franc***hise, donc comme nous l'avons constaté, se débarrasser de ce qu'ils sont vraiment et revenir à un esprit davantage européen. C'est comme s'ils tendent à vouloir devenir - au travers de ce nouveau pays - de nouveaux *Québécois*. C'est justement l'origine de cette appellation que faisaient déjà les militants du temps de Lévesque, eux qui l'ont préféré au nom de "Canadien-français".

L'essayiste ethno-nationaliste Alexandre Cormier Denis faisait remarquer avec justesse qu'à mesure que le Québec tentait de s'émanciper politiquement, il mettait en danger son être et s'exposait à sa disparition. Dans la foulée de ce débat, d'autres conservateurs ont opposé aux péquistes la stratégie progressive et sournoise de la Coalition Avenir Québec, c'est-à-dire, « avancer sans prendre de risques »… mais le vrai impose celui-ci puisqu'il est un moment essentiel de la façon dont le réel procède. Tenter de le censurer n'est qu'une vaine tentative de ralentir ce qui est prédéterminé. De même, après avoir démonté les axiomes péquistes sociaux démocrates au début de ce livre, on a bien vu que les concepts de liberté ou d'indépendance ne voulaient à peu près rien dire pour eux.

Au contraire, aller au bout de leur propre raisonnement suppose qu'il se renverse et donc ils se contentent de restreindre ces mots dans des abstractions poétiques tout aussi réactionnaire que les arguments avancés par la droite nationaliste. Le problème est que cet intermédiaire est intenable: Adam Smith n'était pas communiste, mais en posant des catégories limpides de l'économie politique pour rendre cohérente, systémique et intelligente l'exploitation du travail, il rendait un service au camp adverse. En effet, si je pose la question "d'où vient la valeur" et que je publie les résultats de mon enquête pour aider la classe dominante à mieux la produire, je donne aussi la clé aux ouvriers pour comprendre leur vraie condition et de surcroît, permettre à Marx d'écrire le capital.

Le Parti Canadien de Pierre Stanislas Bédard et le Parti patriote de Louis-Joseph Papineau furent la première incarnation de ce paradoxe maintes fois rencontré dans l'histoire du Québec. À la fois désir révolutionnaire du nouveau sujet "prolétariat" canadien-français, réforme petite-bourgeoise de nos professions libérales et espoir d'une révolution capitaliste chez les bourgeois anglophones du bas et du Haut-Canada, la tendance est à la nécessité partagée de ne plus dépendre des impératifs coloniaux de la métropole. L'idée est de fonder un système alternatif, une république démocratique moderne et agraire à l'intérieur des frontières de ce que représentait leur « semi état » préexistant.[11]

[11] Gilles Laporte, *Brève histoire des patriotes* (2015)

Les patriotes poseront la loi historique selon laquelle le nationalisme est bel et bien une préservation d'un fait ethno-culturel, mais que lorsqu'il prenait la dimension supérieure du «séparatisme », il devenait toujours libéral et républicain en pratique. Le souverainisme québécois est dans ses racines mêmes une impulsion progressiste tandis que le conservatisme mise sur la préservation d'un mode de vie adéquat aux aspirations du régime en place. Or, pour notre petite bourgeoisie, la révolution capitaliste du Canada nécessitait cette composition de classe entre prolétaires et bourgeois et comme nous l'avons vu, le Bas-Canada est très restreint en raison de son mode de vie massivement rural. Le prolétariat naissant est au contraire engagé par des compagnies anglaises et l'élite canadienne-Française est composée avant tout de notaires plus que de propriétaires capitalistes.

Ultimement, le sort de ces batailles patriotes perdues est celui qu'on connaît avec les pendaisons de 1839, mais le récit nationaliste Québécois tend à oublier que c'est cette impulsion moderniste, démocratique et républicaine qui permettra au Canada de trouver le prétexte pour se restructurer en 1840 avec l'acte d'union et de trouver dans sa fondation nationale de 1867 des éléments francophones réformistes qui appartenaient au parti patriote comme Louis Hypollite Lafontaine ou Georges Etienne Cartier. De plus, nos nationalistes occultent complètement les sacrifices des révolutionnaires du haut-canada portant le même objectif, solidaires des nôtres. La conception binaire de l'histoire qui nous présente les insurrections de 37/38 comme un échec est aussi le moyen par lequel le capital canadien a pu digérer la colère populaire pour la positiver en réforme décisive. Le parti Patriote n'est pas simplement une insurrection identitaire pour le fait français, elle est d'abord l'expression de toutes les avant-gardes modernistes du Canada, y compris d'étrangers…

Qui étaient les dirigeants patriotes les plus impliqués et convaincus ? Robert et Wolfred Nelson, Thomas Storrow Brown, Edmund Bailey O'Callaghan, William Henry Scott, Amury Girod et Charles Hindelang. La majorité ont pour langue maternelle l'anglais ou sont d'origine européenne. Chevalier De Lorimier était lui-même inspiré dans sa jeunesse par un certain Daniel Tracey, libéral et républicain Irlandais ayant fondé le journal *Irish vindicator and Canada general advertiser* à Montréal. Sa devise était « justice pour toutes les classes, monopoles et privilèges pour aucunes »…[12]

De plus, la rébellion a lieu essentiellement dans la grande région de Montréal, une ville bilingue préalablement « carrefour » du commerce des fourrures dans l'ancienne Nouvelle-France puis qui est devenue le centre industriel du Canada. Québec, comme capitale administrative et nationale des Canadiens Français, reste totalement de marbre et peine à suivre le mouvement parce que le haut clergé, les fonctionnaires et les familles influentes de la région sont conservatrices.

[12] Gilles Laporte, *Brève histoire des patriotes* (2015)

Il est conséquemment limpide que les ouvriers, artisans et notaires de Montréal ainsi que ses petites villes périphériques aux modestes industries francophones et anglophones expriment la volonté d'une révolution capitaliste locale.

Un historien communiste de Toronto, Stanley Bréhaut Ryerson, a fait un travail passionnant sur le *capitalisme canadien et la confédération* (1972) naissante, offrant une perspective matérialiste historique des intérêts de chacune des classes et de leur lien à la question nationale. Quelques extraits choisis nous permettront d'éclairer cette décennie particulièrement mouvementée pour le Québec, à contrario de ses 100 années précédentes. Elles témoignent des premières luttes de classe québécoises et conséquemment, de nos premières aspirations républicaines et nationales:

*La question de la distribution des terres occupait une place prédominante dans les conflits sociaux et politiques du Bas-Canada. **L'Eglise catholique possédait plus de deux millions d'acres, et les seigneurs environ six millions**. C'est ainsi que dans la Minerve, journal des révolutionnaires démocrates du Bas-Canada, on pouvait lire, le 9 mars 1837, la lettre d'un lecteur qui dénonçait « le terrible visage de l'oppression féodale». Les victimes de cette oppression étaient « les fermiers qui ne peuvent pas avoir de terres sans être obligés de se soumettre à de révoltantes conditions de servitude, aux corvées, aux loyers arbitraires, aux droits de lods et ventes, aux nouveaux titres, aux droits banaux et aux droits réservés (au seigneur) sur le bois, l'eau, la pêche, la chasse, les minerais, la chaux, la pierre, le sable, etc. » Dans le même journal, un autre correspondant écrivait : « À quoi nous sert-il de nous adresser aux tribunaux contre le seigneur? Il est plus riche que nous et il finira par nous ruiner complètement.* »

C'est donc d'abord une lutte de classe interne à la société canadienne-française qui existait chez les patriotes. L'usage de plus en plus fréquent des fameux sacres québécois à la même époque - comme résistance symbolique au pouvoir clérical - en dit long. Au même moment, les capitalistes anglais fructifient progressivement leurs installations à Montréal et à Québec, tandis que des minorités seigneuriales francophones sont tentées par les opportunités de la nouvelle époque:

Le démarrage de l'industrie capitaliste au Bas-Canada semble donc avoir suivi au cours de ces premières années trois orientations distinctes. On observe d'abord la croissance du commerce du bois concentré autour des scieries et des chantiers maritimes. En même temps, on assiste à la naissance d'usines et d'ateliers, résultant de la révolution industrielle en Angleterre (la construction de moteurs de bateaux par les Molson, à Montréal, en est un exemple). Dans les deux cas, ce sont des capitalistes anglais ou anglo-canadiens qui exercent le contrôle, la main-d'œuvre étant fournie par les Canadiens français, à l'exception de quelques artisans venus d'Angleterre. Mais il y a aussi un autre champ de croissance, où l'essor fût bien plus faible (et que les historiens actuels négligent généralement) : c'est celui de la petite entreprise de biens de consommation qui émerge dans les villes et les villages en réponse à l'expansion du marché interne. C'est ainsi que se forme l'embryon d'une bourgeoisie industrielle canadienne-française. La classe moyenne qui se formait alors au Bas-Canada n'était donc pas composée seulement de notaires, de médecins et de boutiquiers, elle comprenait aussi quelques petits industriels.

Ici on aperçoit déjà la genèse structurelle d'un Québec-inc privé restreint, nécessitant le soutien de son état, ce qui sera central pour saisir l'ambivalence des souverainistes à chercher l'adhésion du monde des affaires tout en la répudiant selon les circonstances. Ryerson poursuit avec un autre élément important:

Les administrateurs britanniques, de même que les commerçants et les propriétaires terriens canadiens-anglais, se préoccupaient avant tout des intérêts de l'Empire et du commerce impérial. Leurs collaborateurs, c'est-à-dire le haut clergé et les seigneurs canadiens-français, servaient les politiques de ces deux groupes dominants. Ainsi, les industriels indigènes étaient appelés à se heurter de plus en plus aux structures commerciales et impériales dont les principaux soutiens et bénéficiaires étaient les dirigeants de l'empire commercial du Saint-Laurent. ***Mais bien avant que puisse se constituer une classe industrielle capitaliste, la question des droits nationaux devait prendre la première place sur la scène politique au Bas-Canada***.

En effet, à la différence de la bourgeoisie européenne qui avait remplacé l'aristocratie alors qu'elle avait déjà progressivement conquis son pouvoir de façon sous-jacente, ici les patriotes cherchent à installer des institutions politiques adéquates à cette élévation. C'est à quelque part le même renversement idéaliste qui porte à croire les péquistes contemporains qu'un changement politique amènerait un changement structurel de la base-matérielle alors que l'histoire produit en réalité toujours le contraire; ce qui rend une indépendance nationale est une classe capitaliste forte déjà constituée ou son absence tel qu'en russie semi-féodale. Ici, la petite bourgeoisie nationale se voyait plutôt dépassée par la bourgeoisie anglophone du Bas-Canada et Haut-Canada qui cherchait à asseoir sa domination sur les francophones, tout en se débarrassant des structures lourdes du colonialisme britannique pour lui substituer un marché ouvert avec les États-unis. Celle-ci avait par ailleurs autant de difficultés que les patriotes avec le modèle coloniale britannique:

Durham s'étonnait de l'illogisme d'un tel mélange de « gouvernement représentatif et irresponsable ». « Il paraît presque, écrivait-il, que l'intention de ceux qui l'ont établie aurait été de combiner des institutions en apparence populaires avec une absence absolue de toute autorité efficace du peuple sur ses gouvernants. » Pourtant, dans l'optique de la métropole et de ses agents dans les colonies, le système était logique. Le gouverneur administrait la colonie pour le compte des autorités impériales. Pour exercer ses fonctions, il nommait un conseil exécutif dont il aurait tout lieu d'être satisfait. En même temps, pour satisfaire aux pressions populaires, il fallait une assemblée élective, mais le gouvernement colonial ne serait pas responsable envers elle: il ne devrait de comptes qu'à Londres. Il était donc inéluctable que le choc se produise entre, d'une part, les conseils exécutif et législatif (qui représentaient les intérêts des dirigeants impérialistes et de la clique des marchands et des propriétaires) et, d'autre part, les assemblées élues (qui représentaient les colons, les censitaires, les gens de carrières libérales et les industriels indigènes*).

Si les anglophones avait des assises matérielles solides pour exiger du Royaume-uni une indépendance politique, les Québécois eux se tournaient davantage vers sa base populaire et son idéal confus:

Le chef de ce puissant mouvement national et démocratique, au Canada français, était Louis-Joseph Papineau. Né le 7 octobre 1786, il était le fils du notaire Joseph Papineau, un des principaux dirigeants du mouvement démocrate à l'Assemblée du Bas-Canada. Le jeune Louis-Joseph Papineau avait été élu à l'Assemblée en 1810. Il avait combattu durant la guerre de 1812 et il avait été élu en 1815, à l'âge de 28 ans, président de l'Assemblée, poste généralement détenu à l'époque par le chef de l'aile majoritaire. Lorsqu'il était étudiant au Séminaire de Québec, ***Papineau avait lu abondamment les oeuvres, alors interdites, des révolutionnaires matérialistes français: les Encyclopédistes, Holbach, Diderot, Voltaire, etc, ainsi que les ouvrages des philosophes matérialistes anglais. Sa jeunesse avait été fortement influencée par la Révolution française et jusqu'à la fin de sa vie il devait rester profondément marqué par cette pensée révolutionnaire et démocratique. à laquelle s'alliait l'esprit démocratique et national des Canadiens français qui luttaient pour leur survivance.***

Cette base populaire constitué de paysans et de prolétaires, alors dirigés par Papineau, se séparaient de plus en plus de l'élite canadienne-française embryonnaire pour ne conserver que ses notaires et ses intellectuels:

À mesure que le conflit devenait virulent, le clivage s'effectuait entre les modérés et l'aile gauche des démocrates. Ainsi, un groupe de droite s'était formé, dont le centre se trouvait à Québec et qui comprenait notamment John Neilson, Etienne Parent, E.Bédard, A. Cuvillier (membre du conseil d'administration de la Banque de Montréal). En 1833, une proposition de créer des conseils de paroisses électifs provoqua une scission dans ce groupe, les modérés appuyant le clergé et les bureaucrates, qui s'opposaient à la proposition. ***On appelait le groupe de Québec soit la petite famille, soit les moutons, par opposition aux loups de Montréal, qui constituaient l'aile gauche.*** *En acceptant un poste de juge que lui offrait la clique du Château, Bédard illustra l'opportunisme de l'aile droite dont il était un des principaux porte-parole. Mais c'est le débat sur les 92 Résolutions qui déclencha l'affrontement final. Le rédacteur en chef de la Gazette de Québec, John Neilson, qui avait été pendant longtemps le chef du mouvement réformiste, s'opposa carrément aux Résolutions. «* ***Du moment qu'on attaque la Constitution, affirmait-il, on donne libre cours aux passions populaires.*** »

Ce soutien montréalais aux patriotes et dans les coeurs urbains est dûe à l'émergence de l'industrialisation et de la classe ouvrière québécoise de Montréal, ceux-ci prenant conscience de leur participation au mouvement historique:

La formation d'organisations syndicales est à signaler dès 1827, lorsque les ouvriers des métiers de l'imprimerie organisèrent à Québec le premier syndicat au pays: il participait à la négociation des salaires, s'occupait des ouvriers malades et montait des spectacles dramatiques et des concerts. Tout indique qu'il existait d'autres groupes de travailleurs, appelés cercles ouvriers, au Bas-Canada avant 1830. Dans les années qui suivirent il y avait, parmi d'autres, un syndicat de cordonniers à Montréal […] ***À Québec comme à Montréal on constate la participation massive des ouvriers aux réunions patriotes*** *(La Minerve, 7 mars 1836). « Les ouvriers, les membres des classes laborieuses... sont les hommes sur qui on peut compter à l'heure critique»; tel est le commentaire du Vindicator (16 mai 1837). De 2 à 3000 assistent à une assemblée au marché Saint-Paul à Québec, où l'orateur principal est le syndicaliste John Teed (Advocate, 29 juin 1837). […] Dans le Vindicator du 14 juillet 1837 on*

pouvait lire le texte d'une adresse de ***l'Association des ouvriers de Wotton-on-Ridge, Angleterre, laquelle, après avoir salué le mouvement londonien de solidarité avec les Patriotes canadiens, déclare : Que les classes laborieuses s'unissent... et qu'elles comptent sur leurs propres efforts, car l'expérience du passé a démontré qu'elles ne doivent attendre d'aucune autre source les moyens de leur propre émancipation." [...]*** *En mars 1837, la London Working-mer's Association avait tenu une assemblée de protestation contre les Résolutions Russell et présenté une pétition au Parlement pour appuyer les revendications des Canadiens. Par la même occasion, l'association avait envoyé un message fraternel au Comité central des Patriotes. Le message, qui portait la signature d'une douzaine de travailleurs de différents métiers (graveurs, orfèvres, menuisiers, etc.), s'adressait aux Canadiens comme « à des amis dans la cause de la Liberté, des frères opprimés et des concitoyens vivant dans l'espérance » et saluait la résistance des Patriotes aux mesures répressives de Gosford. « La cause de la démocratie, proclamait le message, triomphe partout et la carrière du despotisme des rois est finie... Peut-il y avoir rébellion dans un pays, lorsque les libertés d'un million d'hommes y sont foulées aux pieds par la volonté d'une envahissante et méprisante minorité ?» […] « Frères Canadiens, continuait le message, ne vous laissez pas leurrer par de belles promesses. Ayez confiance en votre cause sacrée. Vous avez l'appui entier de vos frères lointains. Faites confiance à vos chefs. Nous prédisons votre triomphe.» Et le message se terminait ainsi: « Puissiez-vous voir le soleil de l'indépendance luire sur vos cités croissantes, sur vos foyers joyeux, vos épaisses forêts et vos lacs glacés ! C'est le voeu ardent des membres de l'Association des Ouvriers de Londres. » Le message des travailleurs londoniens reliait la lutte pour la démocratie et les droits nationaux, dans la colonie, à celle de la classe ouvrière dans la métropole. «C'est maintenant où jamais que les classes ouvrières doivent porter un coup décisif en vue de leur émancipation totale... Un parlement qui ne représente que les capitalistes propriétaires de l'argent et du sol ne protégera jamais les classes laborieuses.* ***Son but est de faire monter la valeur de l'argent et baisser celle du travail. Le vôtre, au contraire, est de diminuer le coût de l'argent et d'augmenter le prix du travail. Entre ces intérêts opposés, la paix est impossible.***

Ce passage révèle une réalité dont ne parlent jamais les élites anglophones comme francophones, à savoir la solidarité internationaliste des travailleurs d'Angleterre vis-à-vis des Québécois. De même que bon nombre d'Irlandais luttaient à nos côtés, certains évoluant au *cœur de la bête* nous faisaient part d'encouragements en plus de nos éléments les plus réfractaires comme Robert Nelson qui déclara l'indépendance de la République du Bas-Canada. Il n'est par ailleurs pas étonnant que ce soit dans cette Europe qui a vu quelques années plus tard le *manifeste communiste* qu'un tel internationalisme se fasse sentir. Une autre réalité statistique que nous montre Ryerson est lié à la composition des victimes du mouvement patriote, soulignant l'importance populaire de ceux qui ont voulu aller le plus loin dans l'insurrection:

Des 108 accusés qui furent traduits en cour martiale, 9 furent acquittés, 27 relâchés sous cautionnement, 58 déportés en Australie et 12 exécutés. Parmi ces 108 accusés, on comptait :66 fermiers, 2 menuisiers, 6 notaires, 2 charretiers, 5 forgerons, 1 instituteur, 5 marchands, 1 militaire, 4 aubergistes, 1 meunier, 3 baillis, 1 bourgeois, 2 médecins, 1 commis, 2 étudiants, 1 ébéniste, 2 savetiers, 1 marin. Les condamnés suivants périrent sur l'échafaud:

Cardinal, Joseph-Narcisse, de Châteauguay, notaire
Daunais, Amable, de Saint-Cyprien, fermier
Decoigne, Pierre-Théophile, de Napierville, notaire De Lorimier, Chevalier, de Montréal, notaire
Duquette, Joseph, de Chateauguay, étudiant
Hamelin, François-Xavier, de Saint-Philippe, fermier
Hindenlang, Charles, de Paris, militaire
Narbonne, Pierre-Rémi, de Saint-Rémi, bailli
Nicolas, François, de Saint-Athanase, instituteur
Robert, Joseph, de Saint-Philippe, fermier
Sanguinet, Ambroise, de Saint-Philippe, fermier
Sanguinet, Charles, de Saint-Philippe, fermier.

Et tel que mentionné plus haut, le souffle des insurrections patriotes était loin de s'être estompé, provoquant un prétexte favorable aux réformistes anglophones:

En réclamant la liberté de commerce, la bourgeoisie coloniale portait atteinte à la rigidité du système impérial. Les Navigation Acts (lois relatives à la navigation), selon lesquels tout transport de marchandises en provenance ou à destination des colonies devait se faire dans des navires anglais, faisaient partie de ce système. Il en était de même pour l'opposition systématique à tout essor de l'industrie locale dans les colonies. C'est ainsi qu'en 1768 l'Angleterre interdit toute fabrication de vêtements au Canada et qu'en 1784 elle frappa de restrictions rigoureuses le commerce entre le Canada et les Etats-Unis ou les Antilles. Même la Quebec Gazette, journal pourtant conservateur, dénonçait ces restrictions dans son numéro du 9 août 1821: « Ces lois nous empêchent de chercher des marchés et de faire des achats à travers le monde. Elles empêchent les étrangers de venir chez nous faire des ventes ou des achats. Elles nous obligent à transporter toutes nos marchandises dans des navires anglais. Bref, par le jeu des Corn Laws (lois sur le blé), elles nous interdisent d'acheter ou de vendre quoi que ce soit.» Et l'article en tirait les conclusions suivantes: «Le pouvoir de réglementer le commerce dans les colonies, qui appartient au parlement britannique, s'exerce en fait sur le sort, le travail et la prospérité de chaque habitant des colonies. C'est en quelque sorte une baguette magique qui peut nous paralyser et faire disparaître notre prospérité

A la fin de juillet 1837, les réformistes de Toronto rédigèrent une « déclaration » par laquelle ils proposaient « une convention du peu-ple» qui serait chargée « d'examiner la situation politique au Haut-Canada » et dont les membres seraient autorisés « à nommer des commissaires et à rencontrer ceux qui pourraient être nommés par le Bas-Canada et les autres colonies». Enfin, la convention devait être dotée des « pouvoirs nécessaires pour trouver un remède efficace aux griefs des habitants de la colonie». Ce document devait être appelé par la suite la Déclaration d'indépendance du Haut-Canada". L'assemblée qui adopta cette déclaration tint à manifester aussi son appui aux Patriotes du Bas-Canada, en adoptant les résolutions suivantes :

1. Les réformistes du Haut-Canada expriment leurs sentiments de chaleureuse gratitude et d'admiration envers l'honorable Louis Papineau, président de l'Assemblée du Bas-Canada, et ses compatriotes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la législature, pour leur attitude d'indépendance constante, noble et virile dans leur lutte pour les libertés civiques et religieuses, ainsi que pour leur opposition honorable et patriotique aux tentatives du gouvernement britannique visant à violer leur constitution sans leur consentement, à détruire les pouvoirs et les privilèges de leur parlement local et à les réduire par des mesures coercitives au honteux abandon dc leurs aspirations justes et raisonnables.
2. Les réformistes du Haut-Canada sont appelés, par leurs sentiments, leurs intérêts et leurs devoirs, à faire cause commune avec leurs concitoyens du Bas-Canada. Leur écrasement présagerait le nôtre tandis que la réparation des injustices qu'ils subissent serait la meilleure garantie de redressement de celles que nous connaissons.

La résistance des Patriotes amena les réactionnaires coloniaux à imposer alors un véritable règne de terreur. En janvier 1839, six démocrates révolutionnaires furent pendus devant le palais de justice de Windsor. Le même mois, un des chefs des réformistes de Windsor, Joshua Doan, fut aussi pendu à London, après avoir été jugé par une cour martiale. James Moreau fut lui aussi exécuté, et seize autres partisans qui avaient pris part aux raids le long de la frontière américaine furent envoyés au bagne de Van Diemen's Land.

Ce que l'on nous vend comme une lutte strictement ethnique est bien évidemment plus profonde et complexe. C'est dans tendance générale au rapatriement du pouvoir local que l'on comprend l'attitude d'une part de nos élites à avoir rejoint le camp indépendantiste… celui d'un **Canada indépendant** assurant la survie culturelle des canadiens-français:

En imposant l'annulation de l'article de l'Acte d'Union qui interdisait le français, la coalition réformiste binationale avait remporté une authentique victoire. Elgin avait carrément répudié la politique de dénationalisation préconisée par Durham, étant, comme il le disait lui-même, « profondément convaincu du caractère impolitique de toute tentative de dénationaliser les Français ». De telles mesures lui semblaient maladroites parce que, disait-il, « de façon générale elles produisent des effets opposés à ceux que l'on attend, ranimant la flamme des préjugés nationaux et de l'animosité... Par de telles méthodes, soyez-en sûrs, vous pourrez peut-être américaniser mais vous n'angliciserez jamais la population française de la province ». Par ailleurs, Elgin se préoccupait, à long terme, de détruire ce que certains appelaient « l'étrange solidarité des Français dans la vie politique canadienne ». A cette fin, il proposait une méthode beaucoup plus subtile que la politique de Sydenham et Metcalfe qui avaient cherché à réprimer les Français par une dénationalisation forcée. ***Elgin expliquait ainsi son point de vue à Grey: Je pense, pour ma part, que les difficultés que pose le gouvernement du Canada uni se dissiperont si les Français étaient divisés entre un parti libéral et un parti conservateur et s'ils se ralliaient aux partis qui portent ces noms au Haut-Canada. Le principal obstacle, jusqu'à présent, provient de ce qu'un gouvernement conservateur veut dire un gouvernement exercé par le Haut-Canada, ce que les Français ne peuvent tolérer, tandis qu'un gouvernement radical veut dire un gouvernement exercé par les Français, ce qui est tout aussi inadmissible pour les Anglais.***

Malgré leur portée restreinte, les changements qui se produisirent en 1848 marquèrent donc un point tournant de la révolution bourgeoise-démocratique au Canada. La coalition réformiste avait obtenu des résultats à partir desquels les milieux commerciaux de la colonie pouvaient s'engager dans la voie d'une évolution industrielle de plus en plus autonome. ***Mais dans un certain sens il y aurait lieu de parler, non pas d'une mais deux révolutions bourgeoises: l'une canadian, qui a réussi, et l'autre, canadienne-française, québécoise, qui a subi l'échec. Certes, la coalition binationale de Baldwin-LaFontaine embrassait dans ses rangs l'élément commercial du Canada français. Mais cette présence môme servait à masquer un aspect important de la réalité: à savoir, le fait que cette nouvelle autonomie au sein de l'Empire (home rule, responsible government) comportait le refus de l'autodétermination, du droit de self-government, de la nation canadienne-française.*** *On avait donc adhéré au principe énoncé par Durham, selon lequel la présence d'une majorité anglaise devait être la précondition de l'autonomie coloniale: « Le self-government ne fut accordé au Canada qu'au moment précis où les Canadiens francophones cessèrent d'y constituer la majorité. »* ***Le supposé succès des deux révolutions bourgeoises ne serait donc en grande partie qu'une illusion d'optique.*** *La bourgeoisie canadienne-anglaise réussit à unir les colonies sous son égide par une série de marchandages dans cinq secteurs différents:*

1) L'alliance entre Brown et Macdonald, en juin 1864, qui regroupait les politiciens représentant les milieux d'affaires canadiens-anglais de Toronto et de Montréal.
2) L'alliance de ceux-ci avec les dirigeants de l'Eglise catholique et de la petite élite commerçante canadienne-française, dont Cartier, Taché, Langevin et Chapais étaient les porte-parole politiques.
3) L'entente avec les dirigeants politiques et commerçants des Maritimes en vue de l'union des colonies.
4) L'intégration du vaste domaine de la Hudson's Bay Com-pany, dans le Nord-Ouest, et des établissements de la Côte du Pacifique.
5) L'endossement des autorités impériales (tout d'abord réticentes puis activement favorables) pour le projet d'union des provinces d'Amérique du Nord britannique.

Alors pour l'essentiel, les 92 résolutions de Louis-Joseph Papineau seront appliquées avec le temps dans tout le Canada actuel, seulement près de 30 ans plus tard: Démocratie, gouvernement responsable, protection du droit civil québécois…etc. Le projet de Baldwin/Lafontaine est à l'image de notre hymne national canadien, de notre nom et de notre drapeau: provenance du Québec, mais digéré et édifié par le Canada anglais. L'archétype dont on parle se comprend comme la chronologie nationale du pays: française - anglaise - canadienne. Cette contradiction nationale se révèle en fait là aussi contradiction sociale, puisque très longtemps le Québec formait un peuple-classe et tout autant pour les "montrealers" anglophones. Non pas dans ses intentions subjectives, mais dans son résultat, l'histoire s'étant servi de la passion révolutionnaire comme elle l'a toujours fait, on en vient donc à penser qu'il n'a rien de plus canadian que les patriotes… et paradoxalement, c'est la vérité.

Poursuivons la réflexion dans un continuum historique: D'où venaient les péquistes Jacques Parizeau, René Lévesque et Bernard Landry? - du Parti patriote ayant changé de nom pour le parti libéral. Qu'ont été leurs legs? - un système social démocrate aux petits oignons: nationalisation de l'hydro-électricité, système de santé public, éducation accessible et laïque, caisse de dépôt et de placement…etc. Si le nationalisme a longtemps été la préservation de l'ordre ancien, il est devenu vecteur de changement social à partir des insurrections patriotes. Entre les "moutons" de Québec et les "loups" de Montréal, on y trouve un archétype rappelant d'abord l'union nationale et le parti libéral, nous conduisant ainsi à la Coalition avenir Québec et le Parti Québécois. "nationalisme" ? Comme le rappelait Rosa Luxembourg, ce mot ne veut absolument rien dire en soi et encore moins au Québec étant donné que les 5 partis politiques actuels s'en revendiquent tous.

Mais pour saisir cette réalité concrète de la "modernisation" que venons d'exposer et qui servira à comprendre les 3 prochains chapitres, il convient de s'emparer des lois générales du nouveau mode de production capitaliste. En effet, l'ascension d'une bourgeoisie canadienne et les enjeux politiques qui en découlent nous obligent à revenir au fameux capital de Marx: Les taudis du cheap labor canadiens-français explosant dans l'acte d'union de 1840 font entrer en scène la composition organique, c'est-à-dire le jeu entre les différentes parties constitutives de la valeur investie dans son processus.

Qu'est-ce qui permet de tracer des lignes entre ces catégories? Leur exclusion et implication réciproque produisant des lois par connexion causale. Par exemple, si nous prenons la Montreal cotton company au lendemain de la pendaison des patriotes, j'ai une masse de salariés travaillant aux machines de tissage. Je dois naturellement les payer, mais aussi leur fournir ces machines et les matières premières comme le coton. J'ai donc une double dépense qui pourrait se regrouper en une seule catégorie selon un capitaliste borné : les "coûts". Or, pour nous et les capitalistes plus rusés, c'est déjà insuffisant et il exige d'être plus précis. Si je veux m'assurer de vendre mon tissu au bon prix en fonction de la demande et de la compétition afin de réaliser un profit, je dois non seulement connaître mon capital investi, mais aussi *la plus-value que j'en ai extrait*.

Étant donné que je ne peux pas exploiter la machine de tissage car elle ne fait que épuiser sa valeur cristallisée en elle, je dois me tourner vers un type d'investissement variable pour m'assurer de produire une différenciation: le salaire. Effectivement, si mon capital investi en moyens de production est *constant*, alors à lui-seul il ne ferait que reproduire sa valeur sans s'étendre davantage. Il faut au contraire une part du processus qui soit extensible; qui me permette de me retrouver avec davantage de valeur que j'en avais auparavant. Le défi est alors de payer mes employés suffisamment pour qu'ils se reproduisent tous les jours comme employés et accèdent aux besoins vitaux via leur salaire, mais aussi de les payer le moins possible pour créer le plus grand différentiel entre la masse de valeur contenue dans les tissus et la part qu'ils en conservent.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la marche de l'histoire, la valeur d'échange permettant de surcroît le troc et l'argent est issue du temps de travail exploité, mais nous avions omis la précision suivante pour en simplifier l'introduction: Afin que la valeur de la marchandise se transforme en argent, elle doit passer par l'établissement d'un prix et sa vente. Celle-ci doit être calculée en fonction de la valeur du capital constant investie dans le coton, l'eau et le charbon, mais aussi des machines qui transmettent une fraction de leur valeur cristallisée aux marchandises. Finalement, l'investissement contient également et surtout le salaire des travailleurs. Prenons des chiffres simples pour l'expliciter: si j'ai un capital constant de 10 000$, un capital variable de 20 000$ et une plus-value de 10 000$, alors j'aurais un rapport de *30 000 : 10 000$*. Autrement dit, un de taux de plus-value de 25%, mais mon profit lui se trouvera être de 40 000$ car je transmets à ma marchandise ses propres coûts. À partir de là, on voit qu'en établissant clairement ces pôles, plusieurs lois émergent de ces connexions causales. Par exemple, il va de soi que si je conserve ma plus-value intacte, mais que j'augmente les coûts en capital constant et que je ne change pas mon capital variable, alors je verrais nécessairement mon taux de profit diminuer.

Ces catégories sont elles-mêmes divisibles en sous-catégories auxquelles nous reviendrons (Capital fixe, capital circulant…etc), mais afin de saisir la suite, il est déjà important de retenir qu'à l'époque de la révolution industrielle limitée et tardive au Canada, on assiste à une composition organique ou la machine-outil est encore peu développée. Le prolétariat québécois fait certes son entrée dans les usines comme la Redpath sugar, la Providence foundry ou la Molson brewery, mais la part de capital constant est encore restreinte vis-à-vis de l'argent investi dans la masse salariale. Par exemple, des milliers d'Irlandais vont être utilisés pour creuser le canal Lachine dans les années 1820 et ils le feront manuellement à la pioche. En effet, les lendemains de l'acte d'union post-patriotes est suivi d'un siècle ou le Canada et la province de Québec sont en cours d'industrialisation très restreinte: un maigre 10% de la population est urbaine[13]. L'Angleterre au même moment avait déjà atteint le point de bascule où cette part dépassait le 50%.

Dans le même temps, il surgit en 1900 un phénomène particulièrement intéressant pour comprendre les rapports de production québécois: le mouvement coopératif des caisses populaires Desjardins. La coopérative deviendra rapidement la première institution bancaire du Québec devant nos banques traditionnelles comme la Banque nationale ou la Banque Laurentienne en raison de la marchandisation accéléré de l'ancien monde et de l'absence de capitaux importants privés chez les francophones. La fin du régime seigneurial (1854) - malgré les dédommagements aux clercs et aux seigneurs - fera des paysans des propriétaires "libres" et des propriétaires fonciers des déclassés qui tentèrent de se lancer en affaires ou de développer une carrière professionnelle. Concrètement, ça ouvrait donc la porte à chacun d'entre eux d'intégrer le marché ou non.

[13] Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada, changements structuraux et crises* (1976)

Évidemment, cette “indépendance” les conduira à devenir dépendant du travail salarié, des prêts et des banques. En 1921, la population urbaine dépassait justement la population rurale: en plus des centaines de milliers d’émigrants ayant quitté le Québec pour travailler aux États Unis, la plupart des cultivateurs deviennent alors ouvriers et développent un souci pour l’économie politique.

Le mode de production local se dirige lui aussi lentement vers la domination réelle du capital. À cette époque, sa domination était jusqu’alors dite “formelle” puisque la tendance du capital à supplanter cette part de travail vivant était encore non-atteinte. Face au manque de capital concentré et accumulé, les Canadiens-Français trouvent dans cette impasse une alternative - le même archétype que celle qu’on rencontrera dans la révolution tranquille et l’état providence - en mettant en commun leur moyens (le fameux “bas de laine”) pour s’ajuster au basculement qui était à l’horizon, c’est-à-dire lorsque le marché mondial passa d’une composition organique où le capital constant était structuré sur le capital variable, à un capital variable structuré sur le capital constant. 14 ans plus tard, ce renversement amorçait la première grande guerre industrielle.

Les institutions publiques, étant donné qu’elles ne font que rendre compte de cette composition organique, explique la succession des différents gouvernements canadiens libéraux comme conservateurs qui assurent à la fois une autonomie à la confédération face au Royaume-Uni et un essor industriel aux capitalistes canadiens-anglais. Wilfrid Laurier amorça la tradition libérale du compromis « officiel » entre les deux nations fondatrices, bien que ses politiques économiques tel que l’ouverture des marchés avec les américains donna des résultats essentiellement inverses dans la vie pratique des canadiens-français.[14]

En laissant le « cours des choses » se dérouler de façon passive, lui et les 4 autres premiers ministres d’origine québécoise (presque tous libéraux hormis Mulroney) contribuaient à faire reculer le fait français au pays et solidifier la domination économique du patronat anglophone. Qualifiés de « roi-nègres » par Lévesque, cette élite politique canadienne-française a donc toujours bel et bien contribué à une souveraineté, mais celle du Canada et non de l’état québecois, encore moins de ses travailleurs. Les différents gouvernements nationalistes du Québec y ont adhéré passivement tout en s’assurant d’une préservation culturelle folklorique, ce qui satisfaisa bel et bien notre peuple naïf. Le terme « nationaliste » au Québec révèle donc toujours une tendance à améliorer la place des Québécois dans le Canada et non pas à le quitter. Inversement, on en conclut que le séparatisme accompagne plutôt les moments critiques où les québécois cherchent à émanciper leur statut économique et remettre en cause l’état initial de leur société.

[14] Jacques Lacoursière, *histoire populaire du Québec moderne, tome 1* (2008)

V: La grande noirceur, la plus-value relative et le passage à la domination réelle du capital

“Voilà où les nuances secrètes — mais parfaitement senties par les intéressés — qui opposent ces francophones à leurs cousins d’Europe, prennent une valeur d’indice. ***Le sociologue, accoutumé à reconnaître ce que l’impérialisme français ou anglais a pu produire de dérèglement dans la psychologie collective des coloniaux, s’effare d’en découvrir de pareils chez ses congénères.*** *[...] Ce Français qui n’a guillotiné personne, pas édifié de grosse métallurgie, non plus qu’asservi de masses ouvrières ni fait de colonies, bref,* ***ce Français innocent s’apparaît à lui-même comme nocturne.*** *En tout cas comme relégué, frustré, abandonné. D’où l’étrange pessimisme de ce descendant de pionniers, sur ce continent aventureux.*

- Jacques Berques, *Les révoltés du Québec* (1963)

Nous venons de la part du big control
Son laser vibre dans le pôle
Nous avons tout, tout, tout conquis
Jusqu'à la glace des galaxies
Le président m'a commandé
De pacifier le monde entier
Nous venons en amis
Maintenant assez de discussion
Et signez-moi la reddition
Car bien avant la nuit,
Nous regagnerons la Virginie !

V'là les Yakees, v'là les yankees
Easy come, Wisigoths
V'là les Gringos !

Alors je compte jusqu'à trois
Et toutes vos filles pour nos soldats
Le grain, le chien, et l'uranium
L'opium et le chant de l'ancien
Tout désormais nous appartient…

- Richard Desjardins, *Les yankees*

“Ils ont d'étranges caractères
Puis si dociles si soumis
Des modèles de prolétaires
Qui des patrons sont les amis
Ayant en horreur les colères
Ils ont pour emblème un mouton
Ils gagnent de petits salaires
Les canayens y ont ça de bon”

- Robert Charlebois, *Les canayens y ont ça de bon*

Plusieurs historiens sont largement revenus sur cette prétendue “grande noirceur”. En effet, les années de Duplessis comme celles précédentes, séparant la révolution tranquille de la rébellion des patriotes, sont souvent présentées comme un grand sommeil sans oppositions, artifices ou clivages politiques. Pourtant, entre la poésie de Nelligan, le socialisme utopique de Médéric Lanctôt, le régiment des “mac-pap’s” (Mackenzie-Papineau) composé de 1500 personnes partant mourir pour la commune de Barcelone, le sacrifice héroïque en république populaire de Chine Normand Béthune, le nazisme d’Adrien Arcand, la libération d’un village néerlandais du joug nazi par Léo Major, l’envoie du maire de Montréal Camilien Houde dans un camp de concentration pendant 4 ans en raison de son refus de la conscription, l’invention de la motoneige par Joseph Armand Bombardier, l’omniprésence des luttes syndicales et rayonnance internationale d’Alys roby, on voit bien que les sujets ne manquent pas pour qualifier cette époque de “grand tumulte”. Si la révolution tranquille de 1960 est présentée comme renversement symbolique, il ne faut pas perdre de vue que tout le travail de fond s’est bien évidemment fait lors de ces sombres années d’industrialisation massive du territoire québécois… et surtout, que c’est elles qui permirent la fermentation du sentiment indépendantiste moderne.

D’autre part, Maurice Duplessis ne peut être réduit à la figure du réactionnaire sadique que l’on a longtemps retenue. Son gouvernement participe à l’expansion des infrastructures hospitalières et scolaires, met en place certaines mesures sociales comme l’aide aux mères nécessiteuses, renforce l’inspection du travail et adopte des lois visant à encadrer les influences indues. Il s’oppose à la conscription durant la Seconde Guerre mondiale et défend de manière constante l’autonomie provinciale. Plus encore, Duplessis joue un rôle déterminant dans la construction de l’État québécois moderne. L’instauration de l’impôt provincial sur le revenu en 1954, son refus de certaines subventions fédérales et l’adoption du drapeau fleurdelisé contribuent à affirmer un État à caractère national pour les Canadiens français. Avec l'abattement progressif de la fiscalité fédérale sous Pearson, on peut considérer que ni la révolution tranquille, ni le séparatisme n’auraient été envisageables sans lui.[15][16][17]

Il ne s’agit pas de réécrire l’histoire à son avantage, mais plutôt de souligner qu’entre lui et les libéraux, c’est essentiellement du pareil au même. Contrairement à ce que l’on entend de nos jours, les libéraux d’Adélard Godbout et de Jean Lesage ont tout autant participé à vendre le territoire québécois aux entreprises américaines. Au long de ces décennies, le sentiment national va donc se construire sur deux phénomènes corollaires : l’exploitation accrue des Canadiens-français par des puissances étrangères et la formation d’un État pour les accompagner dans cette normalisation prolétarienne. La dimension ethno-culturelle de la lutte de classe au Québec trouve sa source dans l’absence de “maîtres d’ici” qui seront donc maîtres d’ailleurs. Dans chacune des villes existait le quartier, la rue… *la place des boss* anglais en opposition aux quartiers ouvriers francophones comme ceux de la basse-ville de Québec, Ville-Marie dans l’est de l’île de Montréal ou St-Henri dans l’ouest…etc.

---

[15] Jacques Lacoursière, *histoire populaire du Québec moderne, tome 2* (2008)
[16] Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps* (1970)
[17] Jean Claude Dupuis, *Duplessis: grande noirceur ou âge d’or du Québec,* conférence de 2016

Le retard et la précarité de cette masse ouvrière canadienne-française se voit au travers de plusieurs statistiques. Voici le revenu réel par habitant des Québécois, rapporté à la moyenne canadienne (établie à 100) et mis en comparaison avec celui des travailleurs américains dans les états du nord est:

Année	Québec	Ontario	Nord-Est des USA
1926	**85**	114	127
1940	**88**	124	121
1950	**85**	121	109
1960	**90**	117	106

Source : Statistique Canada, *Statistical Abstract of Canada*, recensements 1926-1961 ; synthèse dans : Merici College, *L'économie du Québec au XXe siècle*

Cette différence s'observe à l'échelle des salaires lorsqu'on compare également les différentes provinces canadiennes:

Province	Salaire annuel
Colombie-Britannique	3307 $
Ontario	3166 $
Saskatchewan	3017 $
Alberta	2977 $
Manitoba	2762 $
Québec	**2695 $**

Source : Statistique Canada, *Employés et salaires*, années 1950

Il en allait de même pour le revenu en fonction de la langue maternelle:

Groupe linguistique	Revenu moyen
Anglophones	8 736 $
Francophones	**6 625 $**

Cette tendance se poursuit en 1961 lorsqu'on s'y penche d'une perspective ethnique:

Origine ethnique	Revenu moyen ($)	Indice (100 = moyenne)
Juifs	6 996	148
Britanniques	6 216	132
Allemands	5 040	107
Ukrainiens	4 341	92
Canadiens français	**4 243**	**90**
Italiens	3 379	72
Moyenne générale	4 720	100

Source : Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme (années 1960)

Et voici dans les mêmes années le portrait des 100 plus grandes entreprises canadiennes et l'ethnicité de leur origine:

Groupe linguistique / origine	% de la population canadienne	% des dirigeants dans les grandes entreprises
Anglo-protestants	17 %	60 %
Canadiens français	**30 %**	**4 %**
Juifs	3 %	6 %
Italiens	2 %	1 %
Autres européens	8 %	10 %
Total autres / divers	40 %	19 %

Source : Porter, John, *The Vertical Mosaic*, University of Toronto Press, 1965, chap. 4 ; Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme

D'une part, les Canadiens-français étaient donc du cheap labor, mais il faut surtout noter que le vrai décalage "national" des québécois découle surtout de l'absence d'une élite économique locale.

Ajoutons que le taux de chômage du Québec est alors en moyenne 88% plus élevé que celui de l'Ontario[18], qu'à la fin du XIX siècle, le taux montréalais de mortalité infantile des canadiens-français est de 27,6% alors que celui des canadiens-anglais est de 18,6%[19] et qu'en plus, seulement 11,5% des jeunes Québécois poursuivent leurs études après le secondaire[20]. Dans le même temps, la province avait le plus fort taux d'analphabétisme fonctionnel : 54% en 1951.[21]

Comme souligné au précédent chapitre, c'est essentiellement la formation d'une classe capitaliste locale ayant intérêt à enfin se tourner vers les États-Unis qui explique le Canada moderne et sa différenciation coloniale de classe. Sa seconde phase d'industrialisation par des compagnies américaines s'explique notamment sur l'économie de guerre des premières décennies du 20e siècle. La clé de son indépendance étatique repose essentiellement sur une indifférence; ses partenaires économiques lui admettent une existence en fonction de sa perméabilité et de son caractère caméléon. Elle avait fourni le Royaume uni en temps de paix puis les forces alliés en temps de guerre. Cette vaste colonisation tardive du territoire brut nordique posa les nouvelles bases d'une surproduction industrielle destinée principalement au marché américain, ce en échange de quoi elle était parfaitement intégrée aux avantages de l'empire.

En face, le prolétariat québécois devenait de plus en plus combattant et conscient de lui-même, faisant culminer les 6 premières décennies du siècle vers une révolution qui ne fût pas aussi tranquille qu'on pourrait le croire. Grève du textile en 1906 à Montréal, grève des allumettières en 1919 à Hull, grève des débardeurs du port de Québec en 1937… C'est face à un risque répété que Maurice Duplessis adopta sa loi du cadenas pour contrer les syndicats les plus combatifs (diabolisés rapidement comme étant "communistes"). Malgré tout, à Asbestos et à Thetford mines en 1949, les mineurs d'amiante font la grève pendant 5 mois, tandis qu'à Murdochville en 1957 ils tiennent jusqu'à 6.[22]

Ces soulèvements appellent la population dans son ensemble à se positionner sur les enjeux d'une société capitaliste contemporaine. Le fameux "refus global" (1948) surgira de cette ébullition et ponda un des premiers textes à rompre avec la monotonie intellectuelle de la grande noirceur:

[18] Gouvernement fédéral canadien, *Étude économique sur le chômage*, (1973)

[19] Patricia Thornton et Sherry Olson, *Dimension sociale de la mortalité infantile à Montréal au millieu du XIX siècle,* (1988)

[20] Conseil supérieur de l'éducation, *L'évolution de la scolarisation au Québec*, (1985)

[21] Ministère de l'éducation, *Niveaux de littératie au Québec*, (1985)

[22] Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire* (2004)

"Petit peuple issu d'une colonie janséniste, isolé, vaincu, sans défense contre l'invasion de toutes les congrégations de France et de Navarre, en mal de perpétuer en ces lieux bénis de la peur (c'est-le-commencement-de-la-sagesse !) le prestige et les bénéfices du catholicisme malmené en Europe. Héritières de l'autorité papale, mécanique, sans réplique, grands maîtres des méthodes obscurantistes, ***nos maisons d'enseignement ont dès lors les moyens d'organiser en monopole le règne de la mémoire exploiteuse, de la raison immobile, de l'intention néfaste. [...] Envoûtée par le prestige annihilant du souvenir des chefs-d'œuvre d'Europe, dédaigneuse des authentiques créations de ses classes opprimées. [...] D'ici là notre devoir est simple. Rompre définitivement avec toutes les habitudes de la société, se désolidariser de son esprit utilitaire."***

Mis à l'index par le clergé catholique, l'auteur Jean Charles Harvey exprimait déjà la même combativité à travers les yeux de son personnage principal dans le roman *Les demis-civilisés* (1934):

"Des affiches sans nombre encombraient les rues à la façon de nos poteaux de télégraphe. M'arrêtant à tous les cinquante pieds, je lisais : « Défense d'être poète ! Le rêve conduit aux pires perversions. » « Défense de troubler la paix des âmes par la musique ! Seul le tam-tam est permis. » « Défense aux magiciens de la couleur et des formes de peindre l'homme et la femme tels que Dieu les a faits ! » « Défense de créer des statues vivantes de peur d'inspirer aux purs des pensées profanes ! » 83 « Défense d'assister aux spectacles qui ne seraient pas ennuyeux ! » « Défense aux affligés et aux désespérés de boire du vin pour oublier le poids de la vie ! » « Défense d'écrire des livres qui ne feraient pas bâiller ! » « Défense de trouver belle une femme qui aurait le malheur de l'être réellement ! » « Défense d'être heureux en amour !"

Société distincte? Évidemment que non. Le Québec n'est ni une nation ni une société autonome malgré sa singularité culturelle et sa fiscalité partielle: Il est un résidu de peuple contrôlé par d'autres dont la servitude était implantée dès le berceau par ses cadres cléricaux. Marcel Chaput avait écrit dans son livre: *"Pourquoi je suis séparatiste"*, que le Québec devait s'inspirer d'Israël dans sa lutte. C'était probablement la meilleure et la pire comparaison qu'il pouvait faire: La pire parce que les juifs forment un peuple-classe d'usurier tandis que nous sommes l'inverse absolu, mais la meilleure en ce sens que nous sommes également un peuple-classe… celui de paysans et de prolétaires. Autrement dit, ces deux nations ont en commun de ne *pas être* des nations tout en cherchant un foyer national. Nous étions français d'Amérique, puis nous sommes devenus américains francophones. Notre véritable société, c'est la société canado-américaine: La Tuque, Shawinigan, Sept-îles, Rouyn Noranda, Arvida… etc. Toutes sont des villes inventées par des anglophones d'ici ou des États-Unis. Les rues quadrillées, l'urbanisme et l'esthétique de nos villes ont été planifiées par des grandes entreprises dont le but était d'exporter des ressources à bas coup tandis que le prolétariat local se retrouvait avec des rues à l'image d'un peuple étranger aux panneaux et aux publicités anglaises en plus de se voir interdire l'utilisation de sa langue maternelle au travail.

Il est si beau de vous entendre parler de Paradise Lost, ou du profil gracieux et anonyme qui tremble dans les sonnets de Shakespeare; nous sommes un peuple inculte et bègue, mais ne sommes pas sourds au génie d'une langue; parlez avec l'accent de Milton et Byron et Shelley et Keats, speak white, et ***pardonnez-nous de n'avoir pour réponse que les chants rauques de nos ancêtres et le chagrin de Nelligan.*** *Speak white, parlez de choses et d'autres, parlez-nous de la Grande Charte ou du monument à Lincoln, du charme gris de la Tamise, de l'eau rose de la Potomac; parlez-nous de vos traditions; nous sommes un peuple peu brillant, mais fort capable d'apprécier toute l'importance des crumpets ou du Boston Tea Party; mais quand vous really speak white, quand vous get down to brass tacks pour parler du gracious living et parler du standard de vie et de la Grande Société, un peu plus fort alors* ***speak white; haussez vos voix de contremaîtres; nous sommes un peu durs d'oreille, nous vivons trop près des machines et n'entendons que notre souffle au-dessus des outils. Speak white and loud, qu'on vous entende de Saint-Henri à Saint-Domingue; oui, quelle admirable langue pour embaucher, donner des ordres, fixer l'heure de la mort à l'ouvrage et de la pause qui rafraîchit et ravigote le dollar.*** *Speak white, tell us that God is a great big shot and that we're paid to trust him; speak white, parlez-nous production, profits et pourcentages; speak white, c'est une langue riche pour acheter, mais pour se vendre, mais pour se vendre à perte d'âme, mais pour se vendre. Ah! speak white, big deal; mais pour vous dire l'éternité d'un jour de grève, pour raconter l'histoire de peuple-concierge, mais pour rentrer chez nous le soir, à l'heure où le soleil s'en vient crever au-dessus des ruelles; mais pour vous dire, oui, que le soleil se couche, oui, chaque jour de nos vies à l'est de vos empires, rien ne vaut une langue à jurons, notre parlure pas très propre, tachée de cambouis et d'huile. Speak white, soyez à l'aise dans vos mots; nous sommes un peuple rancunier, mais ne reprochons à personne d'avoir le monopole de la correction de langage. Dans la langue douce de Shakespeare, avec l'accent de Longfellow, parlez un français pur et atrocement blanc, comme au Vietnam, au Congo; parlez un allemand impeccable, une étoile jaune entre les dents; parlez russe, parlez rappel à l'ordre, parlez répression; speak white, c'est une langue universelle; nous sommes nés pour la comprendre, avec ses mots lacrymogènes, avec ses mots matraques. Speak white, tell us again about Freedom and Democracy; nous savons que liberté est un mot noir, comme la misère est nègre, et comme le sang se mêle à la poussière des rues d'Alger ou de Little Rock. Speak white, de Westminster à Washington relayez-vous; speak white comme à Wall Street, white comme à Watts; be civilized, et comprenez notre parler de circonstance quand vous nous demandez poliment "how do you do" et nous entendez vous répondre "we're doing all right, we're doing fine"; we are not alone; nous savons que nous ne sommes pas seuls.*

- *Speak White*, Michèle Lalonde

Pour saisir la matrice substantielle de cette seconde vague d'industrialisation, du Duplessisme et des guerres mondiales qui en découlent, il nous faut là encore reprendre Marx:

La production était jusqu'ici composée jusqu'aux années 1840 d'une part dominante de travail vivant, donc d'un fort investissement en capital variable et d'un capital constant majoritairement constitué de matières premières directement transformées par la main de l'ouvrier. L'exploitation était donc très profitable et extensible puisqu'elle reposait sur une plus-value absolue, à savoir un jeu du propriétaire capitaliste entre le nombre d'heures qu'il faisait subir à la classe ouvrière, le salaire qu'il percevait, le nombre d'heures travaillées ainsi que l'intensité de son travail. La plus-value *relative* quant-à-elle consistait à créer davantage de valeur par le nombre de marchandises produites. Le lecteur attentif pourrait rétorquer que c'est impossible car, si on se rappelle que c'est le temps de travail exploité socialement nécessaire qui crée la valeur et que je produis davantage par heure, cette valeur va simplement se disperser sur plus de marchandises sans pour autant s'accroître.

Or, c'est oublier dans l'équation le rôle du prolétariat comme marchandise "force de travail", car baisser le coût de sa vie en vendant les marchandises qu'il produit à moindre prix, c'est permettre de baisser le coût du prolétariat lui-même et ainsi, baisser les salaires. Par conséquent, augmenter le taux de plus-value relativement à la masse de marchandises produites dans le temps. On serait porté à croire que ce salaire n'a au contraire pas cessé de monter, mais c'est qu'on confond ici le salaire réel et le salaire relatif. En d'autres termes, la quantité que gagne le prolétariat est inversément corrélée à sa qualité; à sa fraction de la valeur produite. Plus le prolétariat voyait son salaire monter, plus il lui était arraché une part grandissante des fruits de son travail, car on obtient désormais 10 sur 100 au lieu de 1 sur 5, je passe de 20% à 10%. Cette loi nous sera cruciale pour comprendre la dynamique conduisant aux guerres mondiales ainsi qu'au syndicalisme naissant au Québec :

Ce qui caractérise les exemples connus des manufactures pleines de cheminées à Manchester comme apogée de la révolution industrielle, c'était ces grandes machines à vapeur qui prenaient progressivement la place des artisans, autrement dit l'importance du recours au machinisme pour diminuer le coût des marchandises. Cette tendance avait été prise étant donné la compétition inter-capitaliste qui cherchait à baisser ses prix, mais aussi en raison du risque de lutte de classe devenu omniprésent : les journées de 1848 en europe, l'émergence de pensée radicale, les premières ligues, les premiers syndicats…etc. La grande industrie produisant sur cette modalité a alors pondu une masse de marchandises toujours plus grande, y compris la marchandise humaine qui traversa une explosion démographique lors de la deuxième partie du 19e siècle. Le problème est qu'il en résultait une loi structurelle qui, à la manière des précédents modes de productions effondrés, a conduit le capitalisme à son auto-négation. Cette loi, c'est *la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.*[23]

[23] Karl Marx, *Le capital livre troisième* (1894)

Effectivement, si je suis un capitaliste et que j'abaisse ma plus-value absolue, je vais compenser la baisse de valeur dans chacune de mes marchandises produites par la plus-value relative et conséquemment, compenser par une production de masse… mais qu'arrive t-il si cette part de valeur cristallisée est prépondérante sur le travail vivant et ce, de plus en plus, alors même que la quantité de marchandises à vendre est tellement grande que je ne parviens plus à les vendre pour ma population? - une baisse mondiale du taux de profit, une saturation des marchés et une crise de dévalorisation. Résultat des courses, le capital n'avait donc pas le choix - au moment de son ascension enfin achevée, que du même coup liquider son excédent dans un processus de mise en friche gigantesque. Le capital n'étant pas simplement des marchandises au sens restreint, mais des vies humaines, des bâtiments et des complexes industriels entiers. C'est donc la classe capitaliste des différentes nations européennes qui sentit le besoin de ni plus ni moins détruire l'Europe pour en relancer le cycle productif. C'est également le moment où la valeur d'échange prend définitivement le pas sur la valeur d'usage car il s'agissait de tuer des millions d'hommes, de champs et de patrimoine architectural pour sauver le processus de valorisation lui-même. Les besoins humains étant déjà négligés par la nécessaire quantité d'équivalence, ils passeront désormais structurellement au second plan de plus en plus.

Là encore, la première guerre mondiale n'a donc rien d'un problème de chauvinisme, mais plus simplement d'un mode de production en crise luttant contre sa contradiction interne, ou plus précisément, le nationalisme n'en fût que l'expression phénoménale. Le lien peut paraître étonnant, car à priori le chanoine Lionel Groulx ne souhaite ni de guerre, ni de mise en friche. En fait, ni eux, ni les chefs d'État européens n'avaient conscience des lois générales du mouvement historique ou ne préparaient volontairement un complot sanguinaire contre le prolétariat, mais c'est par l'immanence de chacuns des intérêts et des passions immédiates comme classe du "capital personnifié" qu'ils accomplissent cette ruse de l'histoire conduisant à cette atmosphère nationaliste.[24]

« Le capitalisme a besoin, pour son développement, d'un ***territoire étatique unifié, d'une législation uniforme, d'un marché intérieur cohérent.*** *[…] Sa tendance est de supprimer les particularismes locaux, les barrières douanières et les divisions politiques, afin de créer de grands ensembles économiques. »*

- Rosa Luxembourg, *La question nationale et l'autonomie* (1909)

Pour que l'idéologie nationaliste de groulx trouve son public - lui qui par ailleurs, ne se disait nullement séparatiste[25] - combinant l'ancien mode de vie des Canadiens-Français et l'état-nation autonome et moderne des paradigmes libéraux dans la confédération, il fallut une base matérielle suffisamment commune aux autres peuples occidentaux qui construisaient de nouveaux pays.

[24] Rosa Luxemburg, *La crise de la sociale démocratie,* chapitre 3 sur l'impérialisme (1915)
[25] Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec moderne, tome 2* (2008)

Des nationalismes africains aux unifications allemandes et italiennes, il y avait une nécessité partagée de créer des marchés nationaux comme stabilisations primordiales des différentes régions pour ensuite les intégrer à un plus grand ensemble. La guerre est donc la paix commerciale conduisant à la guerre commerciale qui, une fois embourbée dans une saturation des marchés en raison de la concurrence, conduit à la guerre militaire. Le nationalisme est à la fois cette tension vers le marché mondial pour les régions encore dépourvus de lien avec l'extérieur, mais il est aussi cette tension entre les États déjà existants favorisant la rivalité économique, limitant l'accumulation - allant jusqu'à la liquider - et ensuite abolir les frontières régionales.[26]

Une fois le seuil de liquidation atteint, la destruction permet de repartir tant au niveau de la valeur que des formes politiques et commerciales qui l'accompagnent. Que le Québec s'unifie en prétextant se protéger de l'autre le conduit logiquement à enfin s'y ouvrir pleinement, puisque le Québec de l'Union nationale permis d'établir un cadre stable et unifié pour les canadiens français via les routes, l'électrification, une législation adaptée aux industries et la fiscalité provinciale afin qu'il puisse - comme structure étatique moderne - participer pleinement au marché national canadien et américain.[27]

« Le développement du capitalisme moderne […] ***transforme ensuite le monde entier en un seul organisme économique, dans lequel les États nationaux ne sont plus que des formes extérieures.*** *»*

- Rosa Luxembourg, *La question nationale et l'autonomie* (1909)

Ainsi, on comprend que l'obscurantisme productiviste replié sur lui menait logiquement à son renversement mondialiste des trentes glorieuses, puisque c'est précisément cette "grande noirceur" générale qui permit de définitivement relancer le marché mondial dans ses configurations adéquates. C'est ainsi qu' au lendemain de la seconde guerre mondiale, la révolution tranquille se faisait dialectiquement déjà sentir: Accords de Bretton woods, création de l'ONU, OTAN, FAO, UNICEF, accords de Potsdam et Yalta… en bref le cadre de l'économie politique propice à la révolution culturelle que l'on verra se diffuser partout au tournant des années 60 s'installe. Que les boîtes à chansons, les auteurs-compositeurs, le cinéma de l'ONF ou le refus global s'entame déjà dans les deux décennies précédentes au Québec n'a rien d'anodin et 1960 signe simplement ce saut qualitatif dans lequel le gouvernement libéral assoie définitivement cette hégémonie. La première partie du 20e siècle est - ici comme ailleurs - l'achèvement du capital pleinement réalisé entre 1914 et 1945 qui s'assurera de réorganiser la géopolitique mondiale à l'image du 21e. Certains traditionalistes comme l'historien québécois Jean Claude Dupuis voient dans Vatican 2 la source de ce qu'ils considèrent une "décadence"... ils voient évidemment les choses à l'envers: Bien que Le Cardinal Léger et l'église aient été complices de la révolution tranquille, ils ne sont que des symptômes de la domination réelle du capital achevée qui a définitivement balayée l'église officielle pour lui substituer la tyrannie impersonnelle de l'argent.

---

[26] Radio Guerre de classe, *La guerre comme continuation militaire de la politique commerciale de l'aliénation* (2022)
[27] Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec, tome 4.* (2008)

VI: La révolution tranquille, les trente glorieuses et le Parti Québécois.

*« […] **la petite bourgeoisie n'est pas seulement une classe capitaliste, c'est-à-dire une classe dépositaire en miniature de toutes les tendances capitalistes; elle est aussi anticapitaliste.** Elle a la conscience forte, quoique vague, d'être ruinée et dépouillée par le grand capital. Mais son caractère hybride, sa situation interclasse ne lui permet pas de comprendre la véritable structure de la société ainsi que le caractère réel du grand capital. Elle est incapable de comprendre les véritables tendances de l'évolution sociale, car elle pressent que cette évolution ne peut que lui être fatale. **Elle veut être anticapitaliste sans cesser d'être capitaliste. Elle veut détruire le caractère mauvais du capitalisme, c'est-à-dire les tendances qui la ruinent, tout en conservant le caractère bon du capitalisme qui lui permet de vivre et de s'enrichir.** Mais comme il n'existe pas de capitalisme possédant les bonnes tendances sans en posséder les mauvaises, la petite bourgeoisie est obligée de l'inventer de toutes pièces. »*

- Abraham Léon, *Conception matérialiste de la question juive* (1940-1944)

*“Quand les masses renversent un gouvernement et permettent ensuite à un nouveau parti de prendre le pouvoir, nous obtenons une révolution bourgeoise — la substitution d’une caste dirigeante par une nouvelle caste dirigeante. […] Dans la révolution russe, **la bureaucratie du parti est devenue la caste dirigeante.**”*

- Anton Pannekoek, *parti et classe* (1941)

*J'ai un fils enragé qui ne croit ni à Dieu, ni à Diable, ni à moi. **J'ai un fils écrasé par les temples à finances où il ne peut entrer et par ceux des paroles d'où il ne peut sortir.** J'ai un fils dépouillé, comme le fût son père porteur d'eau, scieur de bois, locataire et chômeur dans son propre pays. **Il ne lui reste plus qu'la belle vue sur le fleuve et sa langue maternelle qu'on ne reconnait pas.** [...] J’ai un fils révolté, un fils humilié, un fils qui demain sera un assassin [...] **je sens en moi, dans le tréfonds de moi, pour la première fois, malgré moi, malgré moi, entre la chair et l'os… s'installer la colère.***

- Félix Leclerc, *L’alouette en colère* (1972)

Les deux grandes liquidations des guerres mondiales ont remis la plus-value relative sur les rails et créé un grand boom démographique et industriel. Étant donné qu'une machine produit beaucoup plus vite, elle transmet la valeur exploitée à un bien plus grand nombre de marchandises. Ce faisant, la valeur d'échange diminue dans chacune d'entre elles alors que la valeur d'usage évolue plus lentement. Pour le dire simplement: manger un steak reste manger un steak, qu'il coûte 5 ou 20$. La quantité de protéines nécessaires à la reconstruction des tissus musculaires et la satisfaction des papilles gustatives sont atteintes dans les deux cas de figure. Il en résulte alors l'explosion de l'espérance de vie, du sanitarisme, des syndicats et la société de consommation que l'on connaît. Étant donné le nouvel État québécois légué par Duplessis, on plongeait alors dans le fantasme d'une politique enthousiaste et intègre au service de la population. Cette différence structurelle entre un état-providence québécois autonomiste qui conduisit éventuellement à l'idée du séparatisme contre la classe capitaliste canadienne qui en était spontanément gênée de manière subjective, n'en était pas pour autant gênante du point de vue impersonnel du capital: il fallait assurer une autonomie relative aux québécois pour qu'ils puissent faire face au marché mondial en domination réelle supérieure.

Alors cette honnêteté intellectuelle que portaient les gouvernements Lesage, Lévesque et Parizeau exprime cette illusion d'autonomie politique dédiée au seul "bien commun". Ils avaient l'impression de "contrôler" les impératifs du monde "privé" par la défense d'un monde "public". Cette prétention illusoire est dû à une période de prospérité économique rendant les contradictions du capital absente du regard immédiat puisqu'elles s'équilibrent. L'idée d'une séparation entre le modèle privé et le modèle public n'est possible que lorsque les intérêts de l'État, et donc des services rendus à la population, ne se séparent pas de celui des entreprises privées.

*"**La fusion économico-étatique est la tendance la plus manifeste de ce siècle** [...] L'alliance défensive et offensive conclue entre ces deux puissances, l'économie et l'État, leur a assuré les plus grands bénéfices communs, dans tous les domaines : on peut dire de chacune qu'elle possède l'autre ; **il est absurde de les opposer** ou de distinguer leurs raisons et leurs déraisons.*"

- Guy Debord, *commentaires sur la société du spectacle* (1988)

Immanente à ses sujets, la démocratie aboutie était devenue au cours de ce siècle le modèle parfait de la dictature de la marchandise. En effet, le prolétariat ne vote pas qu'aux quatres ans contrairement à ce que disent nos partisans de la "vraie" démocratie - qu'ils soient des "représentatifs" ou des "directs" - car il vote déjà à chaque fois qu'il achète, qu'il travaille ou que sa caisse de dépôt et de placements choisit d'investir dans des secteurs et pas un autre. C'est la réalité de sa production et de sa consommation corollaire quotidiennement reproduite qui conduit le capital à choisir un parti plus qu'un autre. Cette nécessité organique s'inscrit et s'actualise en la conscience fausse du prolétaire qui vote de temps à autre. Celui-ci est immédiatement le capital comme variable parcellaire de son processus de valorisation: il "choisit" ce qu'il croît être nécessaire pour le maintien de son mode de vie mondain.

De la même manière, le fameux “vote des femmes” - présenté comme un acquis des féministes si populaires dans les années 60 au Québec - est en fait la poursuite logique des femmes devenues marchandises prolétaires ou propriétaires, devant participer activement à l’économie politique. Ce n’est donc pas le féminisme qui modifie la condition matérielle des femmes, mais la condition des femmes qui rend nécessaire le féminisme. Il en va exactement de la même manière pour l’émancipation économique des québécois ou celle des afro-américains dans les mêmes années.

Bien que les réformes de Paul Gérin Lajoie, l’assurance maladie ou Hydro Québec profitaient au plus grand nombre, elles profitaient du même coup aux propriétaires capitalistes et investisseurs étrangers. Le travailleur Québécois devait avoir accès au cégep dans les nouvelles configurations d’un travail manuel qui reculait progressivement. Il devait avoir accès à des soins face aux nouvelles *maladies capitalistes* (cancer ou dépressions par exemple…) sans se ruiner compte tenu de sa faible accumulation financière. Il devait pouvoir vendre son électricité à moindre coûts aux villes et entreprises américaines en ayant un modèle interventionniste utilisant la fiscalité provinciale pour amortir ses coûts et rendre sa rentabilité extensible. Encore aujourd’hui, la réitération privée ou publique d’un tel pacte énergétique constitue la vitalité de nos régions éloignées comme l’Abitibi, le Saguenay ou la Côte nord via des capitalistes étrangers industriels comme Rio Tinto Alcan, Iron Ore, Domtar et Glencore dont la formation des travailleurs qualifiés avait été fournie par l’état-providence.[28][29]

Dans les années 60, ces *“trusts”* était donc vu par le prolétariat québécois retardataire comme devant nécessairement se faire nationaliser à la manière d’hydro Québec. L’état était notre seul levier économique face à ces exploitants et une grande part des premiers indépendantistes conjugue toujours la sociale démocratie - voir le socialisme - avec le projet d’indépendance nationale. En plus de la révolution culturelle québécoise, d’autres tentatives du modèle interventionniste comme Sidbec en acier ou Québec air en transport aérien tentèrent d’hisser le Québécois dans une industrialisation qui était sienne. Cette élévation se limita à industrialiser son sol et lui faire connaître un plus grand niveau de vie. C’est plus généralement les nouveaux incréments de valeur permis par le machinisme continu depuis 100 ans et les restructurations financières du capital qui ont permis au salaire réel d’augmenter et donc d’augmenter l’accès à la propriété, à la voiture et aux électroménagers qui n’en sont que des symptômes, de même pour ses vastes banlieues à l’américaine qu’on observe autour de Québec et Montréal.[30]

Certains pourraient rétorquer que le groulxisme et le ralliement national de Gilles Grégoire avait encore une importance dans les agitations de l’époque, mais ils oublient de voir la pratique réelle de la politique dite indépendantiste; elle est objectivement tout sauf conservatrice. En réalité, lorsque le national-conservatisme agit, il est au pire fédéraliste dans une conception binationale, au mieux autonomiste et mou. Le séparatisme pratique est toujours le fruit de mouvements libéraux et progressistes.

---

[28] Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec, tome 5* (2008)
[29] Stéphane Savard, *Hydro-Québec et l’État québécois, 1944–2005* (2013)
[30] John A Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec* (1995)

Que certains groupuscules indépendantistes se revendiquent de Duplessis (lui qui croyait en un Canada uni) témoigne d'une confusion qui, là encore, relève la confusion habituelle entre indépendantisme, souverainisme, nationalisme et séparatisme. Tardivel (né aux états-unis et d'origine franco-britannique…) peut bien écrire un livre qui en fait la mention, mais quelle est la portée de celui-ci à l'assemblée nationale ou chez les masses ? Quelle est la capacité d'extériorisation de l'Alliance Laurentienne et ses descendants face aux milliers de manifestants décoloniaux de Montréal? (Respectivement, le Rassemblement pour l'indépendance nationale - de gauche - avait entre 12 et 15 000 membres contre 3000 au RN en 1968[31])

Cette articulation entre indépendance et réaction est significativement marginale. Le souverainisme québécois est par essence profondément libéral que ça plaise ou non. Les réactionnaires eux pouvaient rêver d'autre chose… mais ils étaient incapables de mettre cet idéal en pratique car il défendaient deux tendances incompatibles et inversément corrélées : la conservation nationale et la marche en avant de ce qui la tue; la marchandise. À contrario, l'homme nouveau nommé "québécois" - propriétaire, comme prolétaire moderne - fondé sur une nationalité civique de cœur, était inévitable et intimement lié au séparatisme.

Dans cette modernisation du prolétariat québécois, on comprend aussi la puissance de captation des centrales syndicales fortes et leurs omniprésence[32] (le front commun de 1972 et ses 300 000 grévistes par exemple) puisqu'elle prenait systématiquement la part de plus-value rendue disponible par le salaire relatif diminuant au fil des années. Les grands projets d'infrastructures contenant un capital fixe pesant comme Manic 5 ou l'île Ste-Hélène, les immenses banlieues garnies de centres d'achats ou l'ouverture de domaines complètement improductifs sont le résultat d'une société qui a des moyens d'élargir son cycle de reproduction. C'est dans cette composition organique que va naître une forte couche moyenne issue du prolétariat le plus basique. Celle-ci va pouvoir se hisser aux revendications de sa petite bourgeoisie oeuvrant jusqu'alors dans des professions libérales:

Quel est l'électorat du Parti Québécois et où se produisent ses premières percées? - Les quartiers ouvriers francophones de Montréal et ceux des nouvelles colonies: le Saguenay, l'Abitibi et la côte nord. En 1966, la ville de Sept-îles et sa classe ouvrière ont voté à 53%[33] pour la candidature de Pierre Bourgault sous la bannière du rassemblement pour l'indépendance nationale. Autrement dit, l'électorat souverainiste part de nos milieux intellectuels aisés ainsi que du prolétariat francophone syndiqué des centres urbains ou des petites villes issues de la nouvelle industrialisation. Plus précis encore, ce sont les enfants de cette classe ouvrière, les fameux « baby boomers » qui formaient la première génération de québécois à suivre une éducation supérieure et posséder de l'argent de poche. Ces futurs intellectuels et fonctionnaires vont donc avoir une sympathie naturelle pour leurs parents analphabètes et tenter d'enfin mettre de la lumière sur la longue histoire de connivence et d'exploitation qu'avait refoulé les générations précédant celles des silencieux.[34]

---

[31] Gilles Dostaler, *le RIN, Parti de gauche ?*
[32] Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois*
[33] Élections Québec, *Élection de 1966*
[34] Éléctions Québec, *Élections de 1970,1973 et 1976*

Par la suite, ce sont ces jeunes qui - parvenus à un certain âge, s'établirent en banlieue et formèrent ce qu'on nomme le "450". Encore aujourd'hui, on assiste à cette même carte électorale. Le Parti Québécois a principalement des appuis dans des quartiers aisés des banlieues ou les quartiers populaires et francophones de l'est de l'île de Montréal, l'est du Québec et la couronne du grand Montréal. Québec solidaire lui a simplement pris sa part la plus "bobo" dans la métropole, mais elle appuie de toute façon les mêmes tendances écologiques et sociales démocrates.

Il n'est donc pas étonnant qu'au tournant des années 60/70 soit articulées en permanence la lutte de classe, les luttes syndicales et la lutte de libération nationale. Le RIN d'André D'Allemagne et de Pierre Bourgault, des figures comme Michel Chartrand, Gaston Miron, Michèle Lalonde, Pauline Julien, Gérald Godin ou plus directement, le Front de libération du Québec, incarnent ce nationalisme de gauche décolonial rêvant à la fois d'un pays et d'une société égalitaire. C'est là que l'on comprend parfois une certaine retenue vis-à-vis du Parti Québécois de la part d'une fraction du mouvement revendiquant clairement sa ligne de classe:

Le Front de libération du Québec n'est pas le Messie, ni un Robin des bois des temps modernes, ***c'est un regroupement de travailleurs québécois qui sont décidés à tout mettre en œuvre pour que le peuple du Québec prenne définitivement en main son destin.*** *Le Front de libération du Québec veut l'indépendance totale des Québécois, réunis dans une société libre et purgée à jamais de sa clique de requins voraces, les " big boss " patronneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse gardée du cheap labor et de l'exploitation sans scrupules. Le Front de libération du Québec n'est pas un mouvement d'agression, mais la réponse à une agression [...]* ***Faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne le faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant et tout sera à refaire.*** *Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre. Il nous faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède comme l'ont fait les Patriotes de 1837-1838 (ceux que Notre sainte mère l'Église s'est empressée d'excommunier pour mieux se vendre aux intérêts britanniques). Qu'aux quatre coins du Québec, ceux qu'on a osé traiter avec dédain de lousy French et d'alcooliques entreprennent vigoureusement le combat contre les matraqueurs de la liberté et de la justice et mettent hors d'état de nuire tous ces professionnels du hold-up et de l'escroquerie : banquiers, businessmen, juges et politicailleurs vendus !* ***Nous sommes des travailleurs québécois et nous irons jusqu'au bout. Nous voulons remplacer avec toute la population cette société d'esclaves par une société libre, fonctionnant d'elle-même et pour elle-même, une société ouverte sur le monde. Vive le Québec libre !***

- *Manifeste du front de libération du Québec*, Octobre 1970

Toutefois, le FLQ avait des limites importantes. L'assassinat de François Mario Bachand, les 27 blessés suite aux bombes de Pierre-Paul Geoffroy, le sacrifice "kamikaze" du jeune Jean Corbo ou encore, les positions théoriques du groupe Vallières-Gagnon résument le phénomène, à savoir l'escroquerie grotesque d'un marxisme que l'on trouvait partout à cette époque, sans compter qu'ils étaient les idiots utiles de la GRC. Les événements d'octobre 70 sont précurseurs de ceux de 78 en Italie avec le meurtre d'Aldo Moro… c'est-à-dire une manipulation des services secrets à des fins géopolitiques. "Guérilla urbaine, "prison du peuple"...etc: ce sont des théories qui n'ont rien à voir avec la guerre de classe, même qu'elles avaient pour fonction de l'éviter. Parfois léniniste, parfois trotskyste, voire maoïste… Ces années ont laissé des courants plus pathétiques les uns que les autres, surtout confinés aux corridors de l'UQ**A-R-C** et s'enfonçant dans un récit méta-politique délirant. En effet, le marxisme se fonde sur une falsification idéologique et productiviste des écrits de Marx et il convient ici d'enfin en clarifier l'incompatibilité:

"Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir ; et de nouveaux rapports de production supérieurs ne se substituent jamais à elle avant que les conditions matérielles d'existence de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. ***C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de formation.****»*

- Karl Marx, *Introduction à la critique de l'économie politique* (1857)

De la même manière qu'en France s'était constitué une pluralité de courants politiques au tournant de 1789, il se produit la même chose dans la Russie de 1905, mais à la différence que le monde intellectuel évolue dans la périphérie d'une Europe déjà industrialisée et moderne. Les offres idéologiques qui s'offrent à la petite bourgeoisie russe cherchant à prendre le pouvoir à la noblesse ne sont pas inédites ou dépourvues d'expériences pratiques, elles viennent au contraire de passer leur examen. C'est dans ce contexte que Lénine voulait s'assurer d'accomplir une véritable révolution prolétarienne sans prolétariat. N'ayant pas de bourgeoisie suffisamment forte pour prendre le pouvoir, la Russie laissait le champ libre à cette petite bourgeoisie de gauche. Le « paradoxe" dont les bolchéviks ne se rendaient pas compte était précisément qu'ils étaient en train d'accomplir la révolution capitaliste de Russie. Lénine, Staline et Trotsky, conscients et soucieux de cette potentialité, proposaient une forme de politique alternative dans laquelle la Russie et les États voisins dans la même situation accomplissent un passage du féodalisme au communisme sans l'étape intermédiaire du capitalisme. C'était absolument impossible à partir de Marx et Hegel dont ils se revendiquent: Cette base matérielle conduisit à un capitalisme d'état décoré d'un fantasme idéaliste, une société exploitée par des bureaucrates qui prétextait sans cesse qu'elle en était le représentant.[35]

[35] Anton Pannekoek, *Lénine philosophe*

*« **Si nous avions dû combattre l'Allemagne nazie à un contre un, nous n'aurions pas pu résister à la pression allemande et nous aurions perdu la guerre.** Personne n'a jamais discuté de ce sujet officiellement et je ne pense pas que Staline ait laissé une preuve écrite de son opinion. Mais je dirai ici qu'à plusieurs reprises dans des conversations avec moi il a dit que c'était la réalité. Il n'a jamais consacré une conversation particulière à ce sujet, mais quand nous étions engagés dans une sorte de conversation détendue, passant en revue des questions internationales passées et présentes, et quand nous revenions à ce que nous avions traversé pendant la guerre, c'est ce qu'il disait. Quand j'écoutais ses remarques, j'étais entièrement d'accord avec lui, et aujourd'hui je le suis encore plus »*

- Nikita Kroutchev, *mémoires* (1971)

Ce régime était autant fondé sur l'exploitation du travail que les États-Unis (eux qui leur avait fourni des milliers de tonnes de matériel militaire via le corridor arctique et persique pour que l'URSS ne tombe pas, permettant par la même occasion une industrialisation accélérée[36]) mais il espérait être une phase transitoire vers le communisme comme horizon lointain, arborant les couleurs et la religion d'une prophétie marxienne. Finalement, le résultat est aujourd'hui évident: la Chine et la Russie sont devenues des pays industrialisés et capitalistes malgré les étiquettes de propagande superficielle. Le marxisme a donc été - pour tous les peuples issus de la même réalité productive - l'espoir d'un rattrapage qui suivrait une autre trajectoire que celle des pays occidentaux dans la tête de quelques intellectuels sanguinaires, tandis que dans l'objectivité des rapports de production, il a simplement permis l'homogénéisation rapide du capital partout sur le globe via des plans quinquennaux particulièrement violents et autoritaires. Les groupes se revendiquant d'une telle idéologie sont non seulement aux antipodes du communisme, mais ils sont surtout déconnectés de la réalité d'aujourd'hui…

Si avant le Parti communiste français faisait 30%, qu'il existait du socialisme en amérique du sud ou que le marxisme était sur toutes les lèvres dans les universités du Québec, il est aujourd'hui extrêmement marginal parce qu'il ne correspond pas du tout à la nécessité du temps. Pourtant, il continue cependant de bel et bien falsifier et salir la critique communiste, permettant ainsi à nos détracteurs de nous dépeindre comme bourreaux. Son succès minime dépend justement de toute l'intelligence théorique des groupes ouvriers radicaux permettant une grille d'analyse effective auquel se greffent partiellement des résidus universitaires déclassés, impatients et narcissiques. Des employés aux imprimantes couleurs de la révolution financée de Londres tractent dans les écoles supérieures de Montréal, usurpant la radicalité de Rosa Luxembourg pour vendre des abonnements afin de payer leurs salaires. Ils nous expliquent qu'il faut à tout prix construire un "parti des travailleurs" et que sans organisation aux têtes fortes, le prolétariat ne produira jamais rien de lui-même, vision complètement invalidée par l'insurrection des marins de Kronstadt à St-Pétersbourg… ceux que Trotsky a fait fusiller[37].

[36] Henryk Dunajewski, *Le lend-lease américain pour l'union soviétique*
[37] Voline, *La révolution inconnue* (1947)

Les défenseurs contemporains de ces régimes prétendent que sans le socialisme, les écoles, les hôpitaux et les services d'habitation auraient été inexistants; que l'économie planifiée avait des avantages notoires pour lutter contre la pauvreté et élever la population retardataire à une nouvelle condition. Ils ont tout à fait raison… mais ils ne comprennent pas que c'est en raison de la composition organique du capital que s'organisent de tels changements au 20e siècle et non pas en vertu d'un idéal révolutionnaire. Comme nous venons de le voir, le Québec vit la même transformation à son échelle plus modeste. Cette émergence du "nationalisme" québécois est conséquemment encore très incomprise de la part du reste du monde et des québécois eux-mêmes. Les péquistes boomers des années 1960-1970 se disent à la fois profondément identitaires, mais revendiquent aussi un amour universel dépourvu de tout chauvinisme, ce qu'on ressent jusque dans notre hymne national créé par Gilles Vigneault, un des très rares à ne pas célébrer la violence ou des conquêtes dans ses paroles, mais simplement souhaiter l'amour.

*« Quebec's language laws […] are rooted in the same sort of xenophobia that has produced **some of the worst excesses in modern history.** »*

- Mordecai Richler, *Oh Canada! Oh Quebec!* (1992)

Contrairement à ce qu'en pensent souvent les Canadiens anglais, le séparatisme québécois n'a rien de raciste ou de "refermé sur lui-même", il est au contraire un processus de normalisation capitaliste. Éléction du premier député noir au Québec, création des centres de la petite enfance, sympathies LGBT dans la chartre des droits et libertés de la personne, loi sur le financement transparent des partis, création de la SAAQ, renforcement de l'office de la protection du consommateur, création du ministère de l'environnement…etc. Le Québec moderne et ouvert sur le monde a été en grande partie initié par le Parti Québécois à la suite de la tradition des patriotes de 1837 et sa tradition progressiste contenue dans sa déclaration d'indépendance.

Toutefois, la prise du pouvoir par le PQ n'a rien d'une montée capitaliste québécoise en puissance comme voudraient le voir certains gauchistes. Malgré quelques exceptions, notre fiscalité restreinte et les anciens barrages américains rachetés par Hydro-Québec - nationalisée avec des emprunts aux banques américaines… - n'ont pas changé l'essentiel de la structure économique du Canada et de la composition nationale de ses classes. Une simple connaissance de surface de notre économie révèle évidemment que ça relève plutôt d'un récit idéologique anti-capitaliste que d'une compréhension crédible de la réalité productive canadienne.

Toutefois, cette émancipation en la marchandise profitait momentanément à la fois aux capitalistes anglophones, à la petite bourgeoisie francophone et au prolétariat. Les chansons enthousiastes de l'époque témoignent de cette marche en avant unitaire. Tous ces artistes étaient particulièrement impliqués dans la cause nationale et leurs succès populaires - mêlant amour, territoire et patrie - captent encore énormément la passion des vieux et des jeunes de par leur parole d'espérance pouvant parler à tous les peuples du monde:

Les années de silence
On les remplacera
Par des chants et des danses
Qu'on s'inventera
Le temps de l'impuissance
Ne reviendra jamais
Car notre temps commence
Aujourd'hui pour vrai
À partir d'aujourd'hui
Demain nous appartient
À partir d'aujourd'hui
si vraiment on y tient

- Stéphane Venne, *Demain nous appartient*

Vivre en amour tous les jours, s'aimer tout le temps
Du moment que l'on sait que la vie se vit
Sur la terre sans frontière universellement
Évidemment pour se faire il faudra du temps
Se parler, se connaître beaucoup mieux qu'avant
Car la terre sans frontière n'est pas jeu d'enfant

- Luc Cousineau, *Vivre en amour*

Et c'est pas fini, c'est rien qu'un début
Le vrai soleil on l'a pas encore vu
Et jusqu'aujourd'hui, on n'a rien vécu
La grande extase, on l'a pas encore eue
Non c'est pas fini, c'est rien qu'un début
Mais c'est le plus beau des commencements

- Emmanuëlle et Stéphane Venne, *Et c'est pas fini*

Quand je marche, je marche vers toi
Toi, l'autre à l'autre bout du monde
Toi le Chinois, toi l'Africain
Toi l'Esquimau et toi l'Indien
Les crève-la-faim
La marche est pas difficile
Il suffit de faire un pas
D'en faire un autre et puis un autre
Sans s'arrêter à petit pas
On finira par se rejoindre
Pour partager le repas

- Pauline Julien, *La chanson difficile*

Le temps de l'esclavage
Le temps du long dressage
Le temps de subir est passé
C'est assez
Le temps des sacrifices
Se vend à bénéfice
Le temps de prendre est arrivé
Viens, un nouveau jour va se lever
et son soleil
Brillera pour ***la majorité qui s'éveille***

- Jacques Michel, *Un nouveau jour va se lever*

Dans la grand' chaîne de la vie
Pour qu'il y ait un meilleur temps
Il faut toujours quelques perdants
De la sagesse ici-bas c'est le prix
Quand les hommes vivront d'amour
Il n'y aura plus de misère
Et commenceront les beaux jours
Mais nous, Nous serons morts mon frère

- Raymond Lévesque, *Quand les hommes vivront d'amour*

L'expression "nègres blanc d'amérique" de Pierre Vallières résume en partie la confusion sur ce nationalisme, à savoir d'être difficilement conscient de notre condition puisque tantôt citoyens de seconde zone, tantôt issus du même empire occidental que nos maîtres. Entre la France, l'Irlande, l'Algérie, Cuba ou même, plus récemment la Scandinavie, les Québécois ont toujours eu bien du mal à saisir ce qu'ils étaient vraiment, perçus à la fois comme colonisés et colonisateurs.

Cette indistinction raciale des idéologies déconstructivistes américaines - issues essentiellement d'une théorisation anglo-saxonne de la lutte des afro-américains contre l'esclavage et la ségrégation - prennent le pas dans nos institutions éveillés de la métropole, effacant toutes les nuances qui existaient entre les peuples "européens blancs": Américains, Irlandais, Anglais, Allemands, Français, Slaves… etc; ils voudraient qu'on soit tous les mêmes en raison de notre couleur, oubliant soigneusement le rôle des arabes ou des juifs dans la traite négrière… Le fédéralisme canadien s'en donne conséquemment à cœur joie, de sorte à nous vendre en onde des militants et intellectuels hystériques qui veulent taire le titre de ce livre. Ce même courant - "wokiste" - ignorait par ailleurs que le mot "*Slav*" porté par la pièce de Robert Lepage et Betty Bonifassi était à la base issue d'une histoire blanche... Cette tension idéologique générale que nos indépendantistes ont bien du mal à démêler renvoie là encore au choc des mondialités et des classes:

En 1967 De Gaules s'écriait « vive le Québec libre! » et encore aujourd'hui, nous n'en sommes toujours pas revenus. Un fort fétichisme retient un 30% des québécois même après deux échecs référendaires et une véritable théologie de la libération refait surface chez la jeunesse. La fameuse phrase reproduite en graffiti dans toutes les ruelles du Québec exprimé à la fois peur ethnique de la disparition, nostalgie d'une « bonne politique », projet petit bourgeois d'une formation d'élite locale et désir d'émancipation prolétarien. De ce mélange en résulte un fort attachement émotionnel au parti québécois et son projet car il envoie à ce malaise social d'être des orphelins. Il est la forme particulière que prend le mouvement universel d'un rattrapage dans le développement des forces productives; le carrefour entre un prolétariat moderne dans la naissance accomplie du marché mondial et la défense d'une singularité collective.

*« **Imaginons l'île d'Orléans un dépotoir, un cimetière. Parc à vidanges, boîte à déchets, US parking. On veut la mettre en minijupe and speak English.** Faire ça à elle; l'île d'Orléans, notre fleur de lyse. […] Pour célébrer l'indépendance, quand on y pense, c'est-y en France, **c'est comme en France** le tour de l'île… »*

- Félix Leclerc, *le tour de l'île* (1974)

Le Québec n'a bien évidemment pas l'intention ni la capacité de redevenir français, mais l'intervention de Charles De Gaules et sa réception dithyrambique avaient tout révélé de notre schizophrénie nationale. Bien que idéaliste dans ce cas précis, le général cherchait la multipolarité pour favoriser la France: Un an auparavant, il quittait l'Otan et dans la même décennie, il étendait l'influence française au Liban, en Syrie, en Irak et en Iran, le tout en amorçant le retrait des réserves d'or françaises à New York.[38] Ce qu'on voit trop souvent comme un fait divers est en fait l'expression très importante d'une rivalité franco-anglaise devenue franco-américaine dont le peuple québécois en incarne viscéralement la tension depuis 1760..

Il ne s'agit pas de dire que le Parti Québécois serait une marionnette de la mondialité française ou que les québécois seraient demeurés fidèles à la France, mais que l'accord entre Daniel Johnson père et le Général De Gaulles construisit une réciprocité culturelle et idéologique dans un contexte où le premier venait d'écrire «Égalité ou indépendance ». Cette liaison avec la France accentua cette espérance du retour aux sources. Dans son discours sur le balcon de l'hôtel de ville de Montréal en 1967, De Gaules dit d'abord ceci:

[...] j'ai constaté quel immense effort de progrès, de développement, et par conséquent d'affranchissement vous accomplissez ici et c'est à Montréal qu'il faut que je le dise, parce que, s'il y a au monde une ville exemplaire par ses réussites modernes, c'est la vôtre. ***Je dis c'est la vôtre et je me permets d'ajouter c'est la nôtre****. Si vous saviez quelle confiance la France, réveillée après d'immenses épreuves, porte vers vous, si vous saviez quelle affection elle recommence à ressentir pour les Français du Canada et si vous saviez à quel point elle se sent obligée de concourir à votre marche en avant, à votre progrès ! C'est pourquoi elle a conclu avec le gouvernement du Québec, avec celui de mon ami Johnson, des accords* ***pour que les Français de part et d'autre de l'Atlantique travaillent ensemble à une même œuvre française.*** *Et, d'ailleurs, le concours que la France va, tous les jours un peu plus, prêter ici, elle sait bien que vous le lui rendrez, parce que* ***vous êtes en train de vous constituer des élites, des usines, des entreprises, des laboratoires, qui feront l'étonnement de tous et qui, un jour, j'en suis sûr, vous permettront d'aider la France.***

Au-delà du fantasme de l'ex-militaire patriotique qui était ému de trouver une preuve non négligeable de l'ancienne puissance mondiale française forte de ses millions d'habitants, le Québec a bel et bien retrouvé une place dans la rayonnance mondiale Française au travers de ces années 1960-70. En cinéma avec l'ONF inspiré de la nouvelle vague, en musique avec la reconnaissance et l'influence des chansonniers comme Félix Leclerc sur Jacques Brel et George Brassens, dans la télévision avec un financement international de la série d'Iberville qui glorifiait l'ex-amérique française, dans la langue avec ce nouvel accent international « radio canadien » normalisé à Montréal, en architecture avec la confection du stade olympique par le génie français Roger Taillibert qui avait par ailleurs construit l'immense parc des princes à Paris 4 ans plus tôt, le métro montréalais de Lucien L'Allier qui s'inspirait du métro de Paris utilisant ses roues en caoutchouc sur du béton au lieu des bruyantes rails en métal ou encore, dans les milieux intellectuels et universitaires qui se garochaient à la fois sur Hegel, les existentialistes ou Simone de Beauvoir.

[38] Frédéric Bozo, *La politique étrangère de la France depuis 1945*

Bien évidemment, un immense décalage se faisait et se fait encore sentir à ce jour entre le Québec et sa mère patrie, mais cette longue histoire de mépris, de colonisation et du refus de reconnaissance nationale par les anglais leur avait donné le goût de se tourner vers leur origine et de développer un autre pôle de reconnaissance . Si le Québec était caché, il est désormais devenu acteur visible de la francophonie internationale - dont le passage d'un certain Charles Aznavour venu d'Arménie et faisant ses premiers pas à Montréal témoigne - permettant d'envisager non pas un partenariat industriel central comme nous l'avons avec les États Unis, mais à tout le moins une diffusion culturelle et intellectuelle importante, réanimant le sentiment nationaliste québécois dans une perspective progressiste et civique contraire à son nationalisme clérical.

Même dans les plus récentes années, le phénomène se consolide avec les réseaux sociaux où des vidéastes des deux pays se rencontrent et retrouvent le fil historique de leurs différences sociales. Depuis 1967, le Québec s'est inconsciemment retrouvé avec une autre version de son identité. Sur le plan artistique - Xavier Dolan et Monia Chokri à Cannes - comme sur le plan idéologique avec Mathieu Bock-Côté sur Cnews, il se crée des passerelles, ramenant le québécois à une autre exemplarité que l'impérialisme américain. Bien qu'elle correspond à une paupérisation réelle et partagée du mondialisme, ce n'est pas sans influencer officieusement la stratégie même de l'actuel Parti Québécois, rappelant le discours du Rassemblement national sur l'immigration et l'insécurité. C'est par ailleurs ce mouvement de diffusion transatlantique qui fît parvenir la critique communiste aux auteurs de ce texte et c'est sûrement l'élément le plus essentiel de la révolution tranquille et de son allégeance à la France: En redécouvrant sa mère-patrie, le québécois y découvre ainsi l'histoire mondiale, la dialectique et la lutte de classe.

Il se déploie donc au travers de ce phénomène une vive critique de ce qu'est le Québec sans que sa population se sente pour autant aliéné comme lorsqu'elle est faite par le Canada anglais. Au contraire, il tend plutôt à pouvoir se réapproprier une identité à lui, au diapason de l'histoire mondiale en mouvement; celle de son ancienne histoire française. C'est par tous ces vecteur restreints, mais bien réels, que quelques indépendantistes enracinés trouvent déjà la voie de l'universalité révolutionnaire en critiquant cette absence d'adversité et de conscience historique qu'ont l'écrasante majorité de leur semblable. "Vive le Québec libre" résume ce phénomène idéologique, quoique inconscient.

« Idéologique » car le PQ et sa jeunesse indépendantiste, qu'elle soit de gauche comme chez les Oui Québec, ou de droite chez la Nouvelle alliance, descend en grande partie de la petite-bourgeoise - ou à tout le moins, ses têtes dirigeantes - qui entretient un rapport particulièrement vaporeux à l'économie et au travail, de la même manière qu'ils rêvent de la France avec un flottement sentimental. À droite, on confond les grands hommes de la mondialité française comme Champlain, Talon, Montcalm, Lévis avec le peuple-classe d'agriculteurs "braves mais sots" et à gauche on tente de s'identifier à l'intelligentsia artistique française des années 60-70 comme le faisaient déjà nos chansonniers et nos cinéastes. Une certaine moralité et le sens « théologique » de l'histoire viennent aux petits bourgeois en raison de leur profonde mélancolie, entretenue par leur condition de groupe déclassé et impuissant parcourant le chemin de son désespoir. Ce caractère ambigu lui explique sa position intermédiaire qui pivote selon les circonstances.

À l'ère du capital par action et la cybernétique boursière, c'est la classe capitaliste mondiale elle-même qui est devenue superflue. Ses sbires sont complètement dépassés par ce qu'ils croient contrôler consciemment et il en va évidemment de même pour les fonctionnaires technocrates québécois qui ne se sont contentés que de suivre la marche du marché mondial en usant des finances publiques pour les projets privés. Ainsi soit-il pour toutes ses belles et grandes « idées » car, si la petite bourgeoisie a joué un rôle central dans la restructuration politique du Québec des années 60, elle n'a aujourd'hui plus de marge de manoeuvre malgré sa forte présence dans les idées et les initiatives politiques. Si une telle force de captation persiste, c'est parce que c'est le mode de production lui-même qui a tenté de se séparer de son socle productif réel par un vaste mouvement de financiarisation qu'on abordera au prochain chapitre. Cet idéalisme absolu - tout comme le crédit chimérique dont il émerge - n'attend qu'une crise violente pour retomber sur terre et répandre la désillusion massive.

Compte tenu de la composition de classe québécoise, de la concentration mondiale de capital et du devenir critique de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, on en déduit alors que cette petite bourgeoisie péquiste est plutôt portée à devenir risible que de devenir « maître chez elle ». Ses membres n'auront d'autre choix que de voir l'inéluctable chute de leur État et ses aspirations souverainistes. Le destin du prolétariat qui le suivait naïvement est donc de s'inscrire contre le projet du Parti Québécois alors même que son désir d'émancipation lui, ne disparaît pas. L'indépendantiste sincère doit donc choisir entre les deux primautés. Il ne peut pas espérer une reconnaissance capitaliste de « son » état, puis en même temps crier « vive le Québec libre » avec toute la captation du sentiment révolutionnaire que ça comporte.

Il faut ici s'arrêter sur les années 70 et la prise du pouvoir par le Parti Québécois pour comprendre ce qui s'est véritablement produit et comment la logique référendaire de Claude Morin détermine encore les troupes de Paul St-Pierre Plamondon. À la suite des affaires sur la crise d'octobre, énormément de théories et de passions se sont déchaînées sur la réalité des services secrets dans l'histoire du mouvement séparatiste, jusqu'à suggérer que le PQ serait en fait les agents d'une stratégie américaine de la CIA et de ses succursales GRC/Power corporation. Bien qu'assez dramatique et fabulateur dans son ouvrage "*L'autre indépendance*", Pierre Dubuc réalise toutefois une recension méticuleuse de tous les éléments nécessaires pour défaire la mystique péquiste et son récit national québécois:

"Simple propriétaire d'une compagnie d'autobus en faillite à Sudbury, le franco-ontarien Paul Desmarais était devenu le dirigeant d'une des plus importantes corporations au Canada. Ses talents d'administrateur étaient indéniables, sa facilité à communiquer dans les deux langues un atout, ***mais il n'aurait jamais pu atteindre les plus hauts échelons de la classe dirigeante sans que de bonnes fées veillent sur sa destinée.*** *Au nombre de celles-ci, la plus importante est sans conteste la Banque Royale, la plus importante banque à charte du pays, qui finança toutes ses acquisitions depuis la Sudbury Bus Lines jusqu'à Power Corporation. Les visées de la Banque Royale et de Desmarais étaient loin d'être purement économiques.*

La campagne de Pierre Elliott Trudeau à la chefferie du Parti libéral en 1968 a été planifiée et orchestrée lors de rencontres hebdomadaires, à chaque vendredi soir, dans les bureaux de Power Corporation rue Saint-Jacques à Montréal. Le contrôle d'un journal comme ***La Presse allait s'avérer un atout important dans le développement de la trudeaumanie. De plus, on se souviendra que l'élection fédérale qui porta Trudeau au pouvoir eut lieu le 25 juin 1968, soit le lendemain de l'émeute de la Saint-Jean-Baptiste.*** *Dans la nuit du 24 au 25 juin, les hommes de Desmarais investirent les locaux de La Presse pour s'assurer que la manchette ferait justice au "courage" du futur premier ministre qui avait affronté les pierres des indépendantistes !*

[...] 1972 est une année charnière dans l'histoire politique au Québec. Au début de l'année, Pierre Vallières publie l'urgence de choisir dans lequel il rompt avec le felquisme et invite la gauche à rallier les rangs du Parti québécois *qu'il présente comme l'instrument de la libération nationale et sociale du peuple québécois [...] Au mois de mai de la même année, un autre événement allait avoir des répercussions colossales sur le Parti québécois et la politique québécoise :* ***Claude Morin signe officiellement sa carte de membre du Parti québécois. Un des premiers diplômés en sciences économiques de l'Université Laval, diplômé également de l'Université Colombia de New York, Claude Morin était un des mandarins de la fonction publique québécoise. Rédacteur des discours de Jean Lesage au début des années 1960, il adhère à la fonction publique en 1963 où il est responsable des relations fédérales-provinciales, de même que des relations internationales du Québec, sous les gouvernements de Jean Lesage, Daniel Johnson, Jean-Jacques Bertrand et Robert Bourassa. À ce titre, il est responsable de l'élaboration des stratégies du gouvernement du Québec dans ses négociations avee Ottawa.***

[...] Le journaliste Normand Lester de Radio-Canada révèle, le 7 mai 1992, qu'il est un agent rémunéré des services secrets canadiens connu sous les noms de code Q-l et French Minuet. Aussitôt, ***Claude Morin reconnaît avoir eu des contacts dès 1951, alors qu'il était étudiant, avec l'officier Raymond Parent du bureau de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à Québec. Il admet avoir rencontré à nouveau Raymond Parent, à la demande du premier ministre Jean Lesage, au printemps de 1966, puis en 1967 et 1969. Plus tard, à l'été 1974, il rencontre, alors qu'il est membre de l'exécutif national du Parti québécois, l'agent Léo Fontaine à au moins 29 reprises.*** *Claude Morin accepte d'être rémunéré. Il touche de 500 dollars à 800 dollars par rencontre. Puis, en 1977, le Parti québécois au pouvoir, il poursuit ses contacts avee la GRC. Son nouveau contrôleur est Jean-Louis Gagnon qui deviendra directeur adjoint du Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS) qui succède au Service de sécurité de la GRC (SS/GRC) en 1984. [...]* ***Des documents rendus publies ont dévoilé que Raymond Parent était un des signataires de la note secrète autorisant le vol par effraction des listes de membres du Parti québécois le 9 janvier 1973.Cette opération policière de grande envergure, connue sous le nom d'Opération HAM, témoigne de la panique qui s'était emparée du gouvernement fédéral face à la situation politique au Québec dans le contexte de la montée du mouvement souverainiste et des grandes grèves de La Presse en 1971 et du Front commun de 1972, suivis des grèves illégales à la grandeur de la province***

[...] Par la suite, plusieurs locaux syndicaux et du Parti québécois furent mis sous écoute. En 1972 seulement, la GRC a effectué 42 installations majeures et 42 mineures de tables d'écoute. De 1971 à 1978, les policiers ont posé 580 dispositifs d'écoute. La Commission McDonald nous a appris que le 27 novembre 1970, au cours de la réunion d'un comité de sous-ministres présidée par Gordon Robertson, bras droit du premier ministre Trudeau, le commissaire Higgit et son collègue Starnes avaient laissé tomber que la GRC effectuait des entrées clandestines pour installer des systèmes d'écoute. [...] Ce fut d'abord le Strategie Operations Center (SOC) qui, dans son rapport final sur la Crise d'octobre 1970, concluait qu'il fallait passer à l'offensive contre le Parti québécois et proposait une stratégie pour le mettre en échec. L'enquêteur du gouvernement québécois, Jean-François Duchaîne, dira, sept ans plus tard, que ce rapport allait donner à la GRC le feu vert pour commettre des actes illégaux à l'endroit du Parti québécois. Le postulat du SOC reposait sur la certitude que "les séparatistes et les révolutionnaires" s'étaient infiltrés partout, dans les postes clés du gouvernement, les médias, les syndicats, les universités et les établissements d'enseignement.

[...] Mais il y avait encore plus sérieux. Les 18 et 19 avril 1972, une brochette de hauts gradés militaires venant de l'ensemble du Canada participent à une réunion secrète à l'Hôtel Laurentien à Montréal. Ils sont une soixantaine, dont huit généraux, quatorze colonels et vingt-quatre lieutenants-colonels. Le document secret Mobile Command Headquarters - Internal Security Group - Exercice Neat Pitch leur est distribué. ***Neat Pitch est un plan d'invasion et d'occupation du Québee en cas d'insurrection. Au cours de cette réunion, deux militaires britanniques de haut rang leur font un exposé sur leur expérience en Irlande du Nord. Dans le document Tactical Operations in Northern Ireland distribué aux militaires canadiens, on prône une intervention rapide et massive, en cas de désordres sociaux, avec de l'équipement lourd et l'utilisation de balles de caoutchoue pour venir à bout des manifestants.*** *Ces informations, nous apprend Pierre Duchesne dans sa biographie de Jacques Parizeau, ont été coulées au modeste réseau de renseignements mis sur pied par Jacques Parizeau au début des années 1970, par le capitaine Jean-René-Marcel Sauvé, le seul officier francophone présent.* ***René Lévesque refusera de rendre publie le plan Neat Pitch*** *et ce n'est que deux ans plus tard, sur l'initiative de Jacques Parizeau, que le journal Le Jour révélera toute l'affaire. C'est à cette occasion que Léo Fontaine reprend contact avec Claude Morin dans le but d'apprendre l'identité de celui qui avait alimenté Le Jour et rendu possible la publication du plan Neat Pitch. Fort inquiet que des documents de l'armée aient coulé, l'agent Léo Fontaine demande à son informateur comment, à son avis, le journal a obtenu le document. Morin ne le savait pas. À cette occasion, Léo Fontaine explique à Claude Morin, selon ce que ce dernier en rapporte dans son autobiographie politique Les choses comme elles étaient, que* ***les services de sécurité considèrent le Parti québécois comme le "ventre mou", le "maillon faible" de la sécurité canadienne, "peu protégé, exploitable par des éléments subversifs". Fontaine poursuit: « Il y a danger d'infiltration."***

[...] Léo Fontaine avait toujours, nous dit Morin, "sa liste de suspects, ***des Français pour la majorité****, quelques Québécois et une poignée de ressortissants d'autres pays. Une dizaine de noms au début, puis avec le temps, une trentaine." [...] Que faisait Claude Morin de ces noms? Lui étaient-ils utiles pour isoler des opposants à ses projets, lui qui menait la lutte contre la "go-gauche" au sein du Parti québécois? L'identification de ces personnes par la GRC avait-elle été établie à partir des listes de membres volées dans le cadre de l'Opération HAM ?*

*[...] **La grande idée de Claude Morin, c'est l'étapisme**, c'est-à-dire la nécessité, après la prise du pouvoir, d'un référendum pour accéder à l'indépendance. Au début des années 1970, le programme du Parti québécois prévoit que l'indépendance pourra être déclarée avec l'accession au pouvoir, sans qu'il soit nécessaire de consulter la population par référendum. Le Québec était entré dans la confédération sans référendum, il pouvait en sortir sans référendum. C'était la règle du parlementarisme britannique. **Cette perspective plonge le gouvernement fédéral dans une grande frayeur. Une victoire électorale du Parti québécois était synonyme de la fin du Canada et, possiblement, d'une crise révolutionnaire. Il fallait, à tout prix, aux yeux d'Ottawa modifier ce scénario apocalyptique.***

*Dans son livre Mes premiers ministres, Claude Morin explique la genèse de l'idée d'un référendum. « **L'idée du référendum, écrit-il, me fut involontairement suggérée en 1969 par trois personnalités renommées de l'establishment politico-technocratique anglophone fédéral (...) : Gordon Robertson, secrétaire du cabinet fédéral et, à ce titre, premier fonctionnaire d'Ottawa, Robert Bryce, ancien sous-ministre fédéral des Finances et éminent mandarin d'Ottawa et Al Johnson, sous-ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.** « Ils me firent chacun, poursuit Claude Morin, l'un après l'autre et même une fois les trois ensemble, des commentaires fort instructifs. Ces échanges se situent parmi les plus démystifiants de toute ma carrière. Je n'étais pas prêt de les oublier (...) Voilà comment le référendum s'insinua dans nos conversations. (...) Bien que pratiquement jamais utilisée en régime parlementaire britannique, seule une consultation de ce genre serait susceptible, me dirent-ils, d'inciter Ottawa et les provinces à consentir à un nouveau partage des pouvoirs plus avantageux pour le Québec. Pourvu, cependant, que les Québécois s'y fussent montrés très majoritairement favorables et qu'on eût permis l'expression du point de vue fédéral."*

***L'idée du référendum vient de fonctionnaires fédéraux. Et pas de n'importe quels fonctionnaires! Gordon Robertson - nous l'avons vu précédemment - était en 1969 co-responsable avec Marc Lalonde des services de renseignements parallèles mis sur pied par le cabinet Trudeau pour lutter contre le séparatisme ! La stratégie de Morin lui a été dictée par les fédéralistes! Il est évident que, devant l'imminence inévitable d'une victoire péquiste et de la déclaration unilatérale d'indépendance que cela impliquait, les fédéralistes n'avaient qu'une stratégie: gagner du temps! C'est exactement l'implication de la stratégie référendaire de l'étapisme. À noter également que la question du référendum est d'abord discutée entre Morin et ses interlocuteurs fédéralistes en fonction - non pas de l'accession du Québec à l'indépendance - mais d'un nouveau partage des pouvoirs dans le cadre de la confédération canadienne.** Nous y reviendrons. Claude Morin s'emploie donc à convaincre René Lévesque de la nécessité du référendum. Il parvient rapidement à ses fins.*

*[...] **Selon le journaliste Pierre Godin, Louise Beaudoin soutient que Claude Morin était un agent de la CIA** et qu'il aurait été recruté par son beau-frère, le Roumain Nicolas Radoiu. Dans Les choses comme elles étaient, Morin raconte ainsi sa rencontre à la fin des années 1950 avec celui qui allait épouser en 1955 sa sœur Denise : « C'était un Roumain, Nicolas Radoiu, étudiant en médecine, un peu plus âgé que moi et lui aussi summer student à l'Alean. Dans des conditions périlleuses, il avait fui son pays à la suite de la prise du pouvoir par les communistes.*

Il émigra ensuite à Québec, où il fut dans l'obligation de recommencer, à Laval, ses études de médecine, entreprises en Roumanie et poursuivies en France." Comment expliquer qu'il ait pu émigrer en France, puis au Canada ? Nous savons que les services de renseignement américains ont recruté nombre de combattants fascistes au lendemain de la Deuxième guerre mondiale pour combattre l'URSS dans le cadre de la Guerre froide. Radoiu était-il l'un deux ? Plus tard, ***quand Morin décide d'aller étudier à l'étranger, il choisit l'Université de Colombia à New York parce que, écrit-il, "mon futur beau-frère, Nicolas, devenu un ami intime, s'y spécialisait déjà en médecine interne » Normand Lester attire également notre attention sur le fait que Claude Morin, même s'il était considéré comme un security risk au Canada, ait pu aussi facilement traverser la frontière et s'inscrire à une université américaine en plein maccarthysme. Lester rappelle que le Dr Denis Lazure s'était vu interdire l'entrée aux États-Unis à la même époque parce qu'il avait participé à une conférence sur la paix dans les pays de l'Est.***

[...] Encore plus révélatrice est la réponse que Morin fait à Fontaine lorsque ce dernier lui demande si par hasard il ne connaîtrait pas quelqu'un à qui la RCMP pourrait se fier. « ***Je lui répondis en boutade, écrit Morin, que le mieux serait pour lui de mettre la main sur un des agents que la CIA avait déjà probablement placés dans le PQ et à l'utiliser aussi pour les fins de la RCMP !" Une boutade, vraiment ?***

[...] Comment expliquer que René Lévesque ait fait de Claude Morin son principal conseiller [...] Comment expliquer qu'il ait consciemment endossé les stratégies de Morin dont il était évident qu'elles menaient le mouvement souverainiste sur une voie d'évitement ? Certains répondent que Lévesque n'a jamais été indépendantiste, qu'il venait du Parti libéral et que son manifeste de 1968, Option-Québec, ne prônait rien d'autre que la souveraineté-association. Mais cette démarche ne lui était pas particulière. D'autres ex-libéraux, d'autres fédéralistes sont devenus de véritables indépendantistes. Jacques Parizeau en est le plus bel exemple. La réponse se trouve peut-être dans une longue entrevue que René Lévesque accordait en 1972 au journaliste Robert MeKenzie du Toronto Star. Fortement ébranlé par l'arrestation massive de sympathisants du Parti québécois en octobre 1970, René Lévesque avait confié au journaliste: ***"C'est là que j'ai constaté, devant l'évidence, qu'ils tenteraient n'importe quoi, y compris les attentats à la bombe simulés et autres ruses machiavéliques auxquels peut recourir un pouvoir qui se sent menacé."***

La stratégie du gouvernement fédéral pour contrer le mouvement souverainiste se déployait sur plusieurs fronts. D'une part, il fallait gagner du temps et édulcorer le projet péquiste. Ce à quoi s'employa Morin. D'autre part, il fallait détacher certaines forces sociales de l'influence péquiste pour les amener dans l'orbite fédérale ou, tout au moins, les neutraliser. Dans le collimateur du fédéral, figuraient bien entendu les milieux d'affaires québécois.
Au cours de la période comprise entre l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976 et le référendum de 1980, allaient se conclure une série de transactions financières au bénéfice de l'élite économique du Québec de façon à ce qu'elle se prononce contre le projet péquiste ou se contente de la recherche d'un statut particulier comme Claude Morin et René Lévesque allaient bientôt le proposer, ***Au cœur de ces transactions financières, nous retrouvons un autre personnage elé de l'époque, le financier Paul Desmarais, dont le rôle est plus complexe qu'il n'y paraît à première vue.***

En 1966, Daniel Johnson fait campagne sur le thème Egalité ou indépendance, titre d'un livre qu'il venait de publier et dans lequel il réclamait pour le Québec 100 % des impôts sur les profits des sociétés, 100 % des impôts des particuliers et 100 % aussi des impôts sur les successions. ***De telles revendications équivalent, à toutes fins pratiques, à une déclaration d'indépendance.*** *Johnson est élu grâce à la division du vote libéral par le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) qui récolte 6% des suffrages.* ***Johnson avait conclu une entente secrète avec Pierre Bourgault en vertu de laquelle les deux concentreraient leurs critiques sur le Parti libéral de Jean Lesage et éviteraient de s'en prendre l'un à l'autre. L'année suivante, le "Vive le Québec libre" du Général De Gaulle dramatise la situation et jette la panique dans les rangs fédéralistes.*** *Daniel Johnson est invité à aller encore plus loin par de Gaulle qui, dans une lettre manuscrite que ce dernier lui a fait porter, écrit :* ***"On ne peut plus guère douter que l'évolution va conduire à un Québee disposant de lui-même à tous égards. C'est donc - ne le pensez-vous pas? - le moment d'accentuer ce qui est déjà entrepris. Il faut des solutions", dit encore le général, offrant le soutien de la France à cette "grande opération nationale de l'avènement du Québec".***

Tout cela en était trop pour Ottawa et les fédéralistes. Dans sa biographie de Daniel Johnson, le journaliste Pierre Godin raconte comment la contre-attaque s'est orchestrée. Pendant que Daniel Johnson prenait à la fin du mois de septembre 1967 des vacances à Hawaï, les journaux de Power Corporation commencent à faire état d'une désastreuse fuite de capitaux. Charles Neapole, le président de la Bourse de Montréal, confirme l'information mais sans donner de chiffres. Des dirigeants de la Banque de Montréal, de la Banque Royale et du Trust de Montréal harcèlent chaque jour le ministre des Finances Paul Dozois de leurs appels alarmistes. "Money is leaving the province », clament-ils. C'était évidemment faux, comme l'a révélé plus tard Jacques Parizeau en vérifiant les transactions financières au cours de cette période. Au même moment, Paul Desmarais et Marcel Faribault président du Trust Général et membre du conseil d'administration de Power Corporation, accompagnés d'un journaliste de La Presse, prennent l'avion pour Hawaï afin de « mettre Johnson au courant de la fuite de capitaux". Profitant du climat de panique qu'ils viennent artificiellement de créer, ils convainquent Daniel Johnson d'effectuer un "recul stratégique" pour rassurer les milieux financiers. Ils lui font signer une déclaration qui sera reproduite le lendemain en première page de La Presse sous le titre suivant: « Pas de muraille de Chine autour du Québec ».
Immédiatement, le premier ministre canadien Lester B. Pearson se réjouit de la déclaration et Pierre Elliott Trudeau, alors ministre de la Justice, déclare que "le document d'Hawaï rejoint la politique d'Ottawa." À Hawaï, Paul Desmarais obtient aussi la nomination de Marcel Faribault au poste de "conseiller spécial" du premier ministre Johnson en matière constitutionnelle et économique.

[...] Avec la fondation du Parti québécois, après l'exclusion de Lévesque du Parti libéral, le Mouvement Desjardins a désormais son propre véhicule politique. Il faut lire Option-Québec, le document fondateur du Parti québécois, le manifeste "Quand nous serons vraiment maîtres chez nous" et les différents programmes du parti, pour constater jusqu'à quel point les intérêts du Mouvement Desjardins y sont bien représentés. Dès cette époque d'ailleurs, le Mouvement Desjardins, protégé de toute prise de contrôle hostile par son statut de coopérative, fonctionne comme une banque. [...] ***Il est aussi impliqué dans le secteur industriel par le biais de la Société d'investissement Desjardins et le Crédit industriel Desjardins. Par l'intermédiaire de ces institutions, il contrôle ou possède d'importants intérêts dans Culinar, Canam-Manac, Sico, Treeo et une série de petites et moyennes entreprises. En assurant le financement des PME, Desjardins les regroupe, les concentre. Culinar, par exemple, contrôle la pâtisserie Vachon, les produits Diamant, les biscuits David, etc. En 1976, la victoire du Parti québécois est aussi la victoire du Mouvement Desjardins.***

Rapidement, le nouveau gouvernement amende la charte de la Caisse de dépôt de façon à rendre obligatoire la représentation au conseil d'administration d'un dirigeant du mouvement coopératif. Des membres de Desjardins sont aussi nommés aux conseils d'administration de plusieurs sociétés d'Etat avec les bénéfices qu'on imagine. Par exemple, la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire (SOQUIA) fait d'importants investissements dans Culinar. Manifestement, le rapport de forces se transforme dans le milieu des affaires avec les politiques linguistiques et économiques du Parti québécois. ***C'est alors qu'entre en jeu Paul Desmarais. [...] En 1976, il invite Michel Bélanger, le p.d.-g. de la Banque Provinciale et Roland Giroux, un ancien dirigeant d'Hydro-Québec et un des principaux artisans de la nationalisation, à venir siéger au conseil d'administration de Power Corporation où se trouve déjà Daniel Johnson Jr, le fils de l'ancien premier ministre, et dont le frère Pierre-Marc fait partie du cabinet péquiste.***

[...] Puis Desmarais tisse une nouvelle toile économique où vont s'entremêler ses intérêts et ceux des groupes financiers québécois. Power Corporation cède la Laurentide Finance à la Banque provinciale, ce qui permet à cette dernière d'envisager de pouvoir étendre son réseau de succursales à travers le Canada. Desmarais cède à la Laurentienne la compagnie d'assurances Imperial Life installée au Canada anglais. ***Mais la pièce de résistance est la fusion de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Provinciale pour créer la Banque Nationale où les intérêts de Power Corporation et du Mouvement Desjardins se trouvent désormais entrelacés.*** *En effet, Power Corporation et le Mouvement Desjardins sont les deux principaux actionnaires de la nouvelle institution avec respectivement 7 % et 11 % des actions. La genèse de cette dernière transaction est fort instructive.*

La rue Saint-Jacques flaire rapidement la possibilité d'une fusion entre la Banque d'épargne et la Banque Provinciale qui est contrôlée à 25 % par Desjardins. La fusion créerait une nouvelle banque francophone avec un actif de 5 milliards de dollars qui talonnerait la Banque Canadienne Nationale. [...] La contre-offensive s'organise rapidement autour de la Banque Canadienne Nationale, liée depuis 1963 à la Banque Royale. ***En une seule journée, des blocs entiers d'actions changent de mains, provoquant la réorganisation complète de l'organigramme de la Banque d'Épargne de façon à empêcher sa prise de contrôle par le Mouvement Desjardins.***

L'affaire morin nous ramène à ce que l'on expliquait lors du second chapitre: nous n'avons ni accès aux dossiers de la GRC, ni à ceux de la CIA. Il ne nous sert donc à rien de faire de la spéculation psychologique. Qu'il soit un informateur, un agent secret de la CIA ou un habile défenseur du Parti Québécois a peu d'intérêt du moment que l'on comprend la tangente générale de la révolution tranquille.

*« Je satisfaisais aux exigences universitaires de Columbia, mais, si j'avais été américain, mes chances d'y être accepté auraient été minimes à cause du grand nombre de postulants. Mon admission à cet établissement réputé, je la dois en bonne partie à sa politique de « **discrimination positive** » […] Columbia réservait une proportion de ses places, disons 10 %, à des étudiants étrangers. Une fraction de ce pourcentage était prévue pour les Canadiens, en pratique presque tous anglophones; très peu de Canadiens français se dirigeaient vers cette université. **Mon origine québécoise joua en ma faveur. On m'admit donc moins en vertu de mes capacités intellectuelles que pour cause de rareté ethnique.** »*

- Claude Morin, *Les choses comme elles étaient* (1994)

À travers son parcours scolaire et professionnel, Claude Morin témoigne lui-même de la réalité d'une nouvelle génération de petits bourgeois canadiens français qui fut formée au rôle d'intégrer le Québec dans le marché continental selon sa spécificité sociale. Que cette diffusion se soit effectuée dans une complicité de fait ou non, elle l'est du point de vue objectif. Boston finança la nationalisation d'hydro Québec, Pearson permît au Québec d'augmenter sa proportion fiscale, les investissements étrangers structurèrent les pôles industriels qui devinrent l'instrument d'une accumulation sans bourgeoisie nationale, et l'État québécois prit en charge les fonctions qu'un capital privé local n'était pas en mesure d'assumer. En coulisse, Morin fût un des acteurs importants de la modernisation du Québec effectuée par le Parti libéral et le Parti québécois à la solde du marché mondial. Défenseur du Québec ou traître de la nation? Ce débat dissident révèle une dimension importante de la question nationale: Non, il n'y a pas à opposer les intérêts géostratégiques Canado-américains à ceux du souverainisme étatique; ce sont les mêmes. l'absence de capital canadien-français n'a pas empêché la modernisation: elle a déterminé sa forme particulière d'un compromis social démocrate.

Le problème de la révolution tranquille réside dans le paradoxe d'une autonomisation nationale nécessaire, mais qui ne devait pas s'accomplir au regard de l'autorité fédérale. La construction d'un État providence québécois, son autonomie fiscale et les particularités juridiques qui en découlent créèrent une partielle indépendance économico-politique dont les aspirations se sont autonomisées. Le Canada a fait naître une nation formelle et cherchait à s'en satisfaire, tandis que le PQ, lui, veut encore à ce jour mettre au monde la nation réelle corrélée à ses spécificités économiques. Alors lorsque le séparatisme grimpait, le pouvoir fédéral s'est mobilisé à tous les niveaux pour préserver l'unité du pays, en allant jusqu'au niveau spectaculaire du terrorisme en investissant le FLQ.

Autrement dit, les institutions publiques dont il s'est doté ont bel et bien permis au Québec de rattraper son retard, mais aussi de créer une entité avec ses effets indésirables. La dissonance structurelle entre le Canada et le Québec s'est particulièrement accentuée lors de l'avènement d'un Québec inc public et coopératif, donnant chair à la crise constitutionnelle que l'on connaît entre 1980 à aujourd'hui. L'indépendance n'est ni de gauche, ni de droite ? Les mandats de Lévesque, Parizeau et Landry témoignent du contraire. Ce système, c'est encore et toujours celui du *bas de laine* qui gagnerait - "sur papier" - à favoriser le capitalisme semi-étatique des Québécois au dépend des entreprises étrangères. Si les accords de Charlottetown et de Meech ou la commission Bélanger-Campeau expriment une impasse qui semble se fonder sur la reconnaissance du Québec comme entité nationale distincte, c'est précisément parce que le Québec l'est devenue en partie, mais jamais totalement.

À partir de là, il est alors limpide que notre questionnement sur la naissance potentielle d'un Québec souverain repose sur la réalité déjà omniprésente de son autonomie économique. Compte tenu que la tendance actuelle est à la déliquescence accélérée de l'État providence et que sa nouvelle classe capitaliste nationale s'est intégrée au fédéralisme canadien, nous pouvons déjà formuler une réponse claire à notre investigation initiale: **Non, le Québec ne peut pas devenir un pays.**

De plus, si l'étapisme rend bel et bien impossible l'accession à la séparation, il n'en demeure pas moins que sans lui le PQ n'aurait pas été élu. Encore à ce jour, cette stratégie lui permet d'offrir aux électeurs ambivalents un "bon gouvernement" sans que ceux-ci appuient la séparation du Québec. On peut à la fois comprendre l'intérêt des péquistes de vouloir se normaliser aux yeux des États-Unis et du Canada, puis la paranoïa des services secrets d'éviter des tendances socialistes ou françaises dans le mouvement séparatiste. Le PQ s'est toujours habilement assuré de taire ses franges dissidentes. C'est une tendance qu'on observe encore à l'heure actuelle avec les parti pris en faveur du sionisme ou la défense de la souveraineté ukrainienne.

Il en résulte que les têtes fortes de l'époque comme de la période contemporaine sont des girouettes qui ont un mépris de classe évident, dans l'espoir de séduire une classe capitaliste qui les considère insipides. Encore à ce jour, PSPP évoquait la nécessité absolue de couper dans la bureaucratie et les emplois de milliers de fonctionnaires à Gatineau en se contentant de dire *"C'est ça qui est ça"*. Lorsque le PQ dit avoir "un préjugé favorable envers les travailleurs" - comme ci ils étaient une catégorie sociologique comparable à une clientèle électorale d'un quartier ethnique - il indique évidemment sa méconnaissance du fait flagrant que plus de 90% de la société en est constituée. Sa déconnexion lui vient de ses candidats et députés qui forment une pseudo-élite grotesque sans assise dans le processus de production et d'accumulation du capital autre que via des coopératives et des sociétés d'état comme propriétés indirectes du prolétariat lui-même.

“On va toujours trop loin pour ceux qui vont nulle part”: les indépendantistes ne sont nullement fidèles à cette phrase, ni même son auteur Pierre Falardeau en se ralliant inconditionnellement aux rangs du Parti Québécois dont le chef Pierre Marc Johnson avait été lui-même aperçu au *Beaver club* en 1985[39]. C’est finalement ici que le titre de l’ouvrage trouve tout son sens: pour une indépendance véritable, le prolétariat québécois désirant doit mettre fin à son fétiche souverainiste et prendre les armes de la lutte de classe universelle contre la marchandise qui lui refourgue une lutte de libération nationale faisant écran à ses intérêts réels.

[39] Marc André Cyr, *L’éternel temps des bouffons* (2026)

VII: Déclin politique et national, dématérialisation financière et crise terminale du capital

"La production fondée sur le capital pose comme condition la production illimitée de valeur, donc l'extension illimitée de la production. Mais en même temps, elle suppose comme condition la limitation de la consommation des masses à un minimum variable à l'intérieur de certaines limites. D'un côté, elle tend à développer les forces productives comme si elle n'avait pour limite que la capacité absolue de consommation de la société ; de l'autre, elle limite la consommation des masses par le salaire, et restreint ainsi la base sur laquelle cette production peut se réaliser. ***Ces contradictions conduisent à des explosions, des cataclysmes, des crises, dans lesquelles, par la suspension momentanée du travail et l'anéantissement d'une grande partie du capital, l'équilibre est violemment rétabli."***

- Karl Marx, *Grundrisse*

« Mais ce n'est quand même pas ***les agences de notation*** *[à New York] qui dirigent l'économie du Québec?*

- ***Ils contrôlent les finances publiques.*** *Qu'on le veuille ou non. C'est comme votre banquier, votre hypothèque…* ***qui détermine votre taux d'intérêt ?*** *Qu'est ce qu'il fait votre banquier ? Il évalue le risque, votre capacité à payer. […] si on a le malheur d'augmenter nos taux d'intérêts, ça va juste augmenter notre* ***impasse*** *budgétaire et accentuer le problème. »*

- Philippe Couillard*, alors premier ministre du Québec, interrogé par Céline Galipeau à RDI le 16 décembre 2014.*

[...] La circulation de la valeur tend à ne plus pouvoir agrandir l'espace-temps de son devenir. Alors, la plus-value qui ne peut plus espérer se convertir en capital productif se doit d' assigner dans un même mouvement le travail présent et le travail futur de toute ***une série de cycles de production de plus en plus hypothétiques.*** *[...] Le poids démultiplié de l'État comme donataire aux imposantes complexions industrielles, militaires, chimiques et pharmaceutiques établit bien la mesure de ce déferlement de surproduction. [...] Dans la mesure où cette dernière est massivement étanchée par le miracle des achats étatiques, tout se passe comme s'il y avait davantage de plus-value dans la reproduction sociale qu'il en existe positivement mais* ***c'est là bien sûr un considérable trompe-l'œil car les marchandises achetées et vendues ne peuvent ni fonctionner comme capitaux réels****, ni entrer dans un vrai partage de la plus-value véridique puisque tout s'échappe immuablement dans l'hystérie des marchés financiers [...]* ***Il s'ensuit de ce processus déterministe que la spéculation constamment reproduite est l'autre visage de l'argent qui se nie lui-même…***

- Guerre de classe, *Oui le capital va nécessairement mourir…* (2021)

S'il est évident que le Parti Québécois a fait ses preuves de bon gouvernement gestionnaire social-démocrate, son projet de pays n'en demeure pas moins repoussant pour les capitalistes québécois d'ici et encore plus pour ceux qui parlent anglais, possédant la majorité des grandes entreprises localisées à Montréal et la quasi-totalité du capital industriel. Non pas simplement que le capital soit dirigé par les intérêts personnels d'une poignée d'hommes riches (dans l'absolu, il pourrait y avoir une indépendance menée sans l'appui d'une classe dominante), mais aussi parce que quand bien même on imaginerait cette nouvelle infrastructure solide "en théorie", elle ne demeure pas moins inutile en fonction du développement de l'actuel capitalisme en crise. Les indépendances ne se valent pas toutes, surtout lorsque l'impérialisme américain cherche à démanteler ses adversaires : Algérie, Taïwan, États d'europe de l'est, Kurdistan, Nouvelle-Calédonie… etc. Le Québec ne s'inscrit pas dans un tel plan géostratégique, d'autant plus qu'il est lui-même bénéficiaire de son alliance canado-américaine.

Il existe une idée répandue et admise par les fédéralistes eux-mêmes selon laquelle le Québec aurait certainement les capacités - sur le « papier » - de devenir indépendant… Or non, précisément parce que l'économie politique n'a globalement plus aucune capacité à se restructurer et parce que l'histoire n'est pas faite de "si". Ils s'imaginent que selon ses indicateurs économiques comme le PIB par habitants, l'IDH et autres coefficients officiels, un Québec indépendant serait « viable »... mais lors de notre préambule méthodologique, nous expliquions que les vérités partielles sont fausses puisqu'elle s'oppose au vrai qui est total: comment pouvons nous affirmer que l'indépendance du Québec est « possible » si il n'est pas nécessaire du point de vue de l'équivalent général abstrait? C'est le problème d'experts ne prenant pas en considération cette totalité organique mourante nommée « marché mondial » qui - au sortir des trentes glorieuses en 1971 avec les accords de Jamaïque - était contrainte de signer le passage des taux change en or aux taux de change flottants puisque sa monnaie ne pouvait plus se valoriser sur un socle matériel immédiat. Il ne pouvait continuer d'exister qu'en anticipant une plus-value inexistante.[40]

«Dans le capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus fétichisée. L'argent semble engendrer de l'argent sans passer par le processus de production. [...] Les titres de propriété, tels que les actions, représentent un droit à une part de la plus-value future. Leur valeur peut augmenter ou diminuer indépendamment du mouvement du capital réel qu'ils représentent. [...] ***Dans le système du crédit, tout paraît doublé et triplé par des titres représentant la même valeur. Mais lorsque la crise éclate, cette richesse fictive disparaît soudainement. »***

- Karl Marx, *Le capital livre troisième* (1894)

[40] Guerre de classe, *Oui, le capital va nécessairement mourir…* (2021)

En effet, le capital avait jusqu'alors tenté de combattre sa baisse tendancielle du taux de profit par le recours à la plus value relative et la liquidation massive, ce qui se relèvera insuffisant au bout de quelques décennies au fur et à mesure que le cycle de reproduction accumule du travail mort. Alors, il se mit à user de deux stratégies principales: le passage au capital fictif et le retour à la plus value absolue. D'abord via l'utilisation intensive de crédit chimérique puis ensuite par la délocalisation dans les pays en voie de développement, l'immigration massive et l'austérité fiscale.

Premièrement, le capital devait passer à une monnaie fiduciaire adéquate à son emploi systémique d'une anticipation de plus-value. Si les cinquantes dernières années se caractérisent par un fort capital par action, d'innombrables titres financiers et des dettes faramineuses, c'est en raison d'une impossibilité pour le cycle de production de dégager un taux de profit qui ne soit pas ensevelie sous le poids de l'immense masse de capital constant qui écrase le capital variable. Il fuit le problème en allant de l'avant dans une promesse de rentabilité… mais qui ne peut structurellement pas être tenue.

Concrètement, la création monétaire se sépare de son socle productif pour correspondre à la nouvelle réalité économique dans son ensemble, c'est-à-dire une production qui elle-même doit s'élever au-dessus des conditions classiques de la valeur-travail. Pourtant, l'ensemble de la valeur accumulée historiquement, quelque soit la forme qu'il prend, en est toujours bel et bien issue. En réalité, cette distance n'est qu'imaginaire et ne peut pas durer indéfiniment car, en tentant progressivement de supprimer du cycle [Capital Argent - Capital Marchandise - Capital Argent'], sa portion "M" - c'est-à-dire, le cycle de production industriel produisant la plus value contenue en les marchandises - pour lui substituer le cycle *im*-médiat: [A-A'] dans lequel le retour sur investissements se ferait que sur la base d'une autonomisation des prix via la circulation et la vente, le capital crée des bulles spéculative séparées du réel qui sont elles supposées venir en aide au capital industriel via la société par actions, les banques et les aides gouvernementales.

Tôt ou tard, le décalage entre la valeur réelle et l'argent nuit au processus de production car si la masse monétaire a été surévaluée, il devient de plus en plus difficile pour l'entreprise de rembourser ses taux d'intérêts fixes avec un taux de profit diminuant qui lui, vient toujours du procès de production bloqué combinant le capital constant, le capital variable et la plus-value. En effet, les grandes banques contemporaines ne font pas simplement débiter de l'argent existant… elle en crée à chaque fois qu'elle en prête. Paradoxalement, c'est en recourant aux besoins d'escompte qu'elle augmente ses réserves parce qu'elle crée une masse de valeur chimérique à laquelle la production doit progressivement rembourser une valeur qui, elle, est réelle. Ce paiement des intérêts lui donne une forme de "rente financière" (ce qu'un certain "savant" grec voulait voir comme du "techno-féodalisme"...) remplissant ses coffres.

Toutefois, à la différence que ce que la banque prête et vaut, cette réserve de dollars - le débit qui peut être retiré par les clients individuels, publics ou privés - ne correspond bien évidemment pas à cette valeur. Au contraire, il s'agit d'une liquidité toute petite par rapport à ce que la banque représente. Elle ne peut donc naturellement pas être retirée par tous ses clients à la fois.[41][42]

La crise sous sa forme actuelle correspond au moment où la confiance envers le marché se perd et que tous veulent retirer des biens en même temps qui… n'existent pas. Conduisant à une faillite de tous les débits, cette confiance se brise en raison du même phénomène; l'impossibilité de payer ladite "rente" des taux d'intérêts en raison de la baisse tendancielle du taux de profit. C'est le marché boursier qui est lui-même un terrain d'achats à crédit, conduisant à une faillite à l'échelle de ses gros joueurs. Pour expliciter simplement, prenons l'exemple d'un actionnaire ayant acheté une action de 1000$: Celui-ci paye d'abord 100$ et s'engage à verser progressivement dans un délai donné un taux d'intérêt annuel de 5%. Si son action gagne en valeur, alors il pourra dégager un profit. Admettons que cette action soit rapidement parvenue à valoir 1100$ et qu'il a payé un intérêt de 45$, alors il peut la vendre à bénéfice, faisant 55$. Mais si celle-ci perd de sa valeur - admettons, un scénario dans lequel celle-ci vaut désormais 800$ - alors il se verra obligé de payer à perte si il a les reins solides, puis de carrément subir la vente forcée si il en a pas les moyens car la valeur de son taux d'intérêt demeure le même alors que la valeur de l'action initiale qu'il s'est procuré décroît.

C'est dans ce cercle vicieux que les investisseurs se retirent les uns après les autres, sentant la mauvaise affaire et cherchant à liquider leurs positions au plus vite afin d'éviter d'exposer leurs capitaux aux tumultes boursiers. Cette conception de la bourse — tout comme celle des emprunts bancaires qui semblent "créer" de l'argent — peut paraître étrange pour le prolétaire qui tente péniblement d'épargner quelques sous à côté du travail. Pourtant, c'est bel et bien ainsi que fonctionne une grande partie du capital financier. Les grands investisseurs misent sur ce que l'on appelle l'effet de levier (*leverage*), qui consiste à acheter qu'une fraction de la valeur de ses actions. Une mise de fonds relativement faible permet ainsi de contrôler des positions financières gigantesques. Mais là où le petit spéculateur mobilise quelques centaines de dollars, ces acteurs manipulent souvent des centaines de millions.

Cette dévalorisation des actions, elle ne vient que de l'impasse des entreprises sur lesquelles les actionnaires, banques, fonds et sociétés misent. Plusieurs entreprises improductives s'occupant de la circulation du capital - prenons l'exemple des *pharmacies Jean Coutu* par chauvinisme québécois! - ne font que suivre la production de plus-value du capital industriel[43] qui en extorque aux travailleurs exploités d'Asie.

[41] Karl Marx, *les grundrisses, chapitre sur l'argent* (1857)
[42] Karl Marx, *le capital livre troisième* (1894)
[43] Karl Marx, *le capital livre deuxième* (1885)

En d'autres termes, ces entreprises québécoises improductives ne font quasiment qu' œuvrer dans la circulation du capital qui, elle, dépend encore et toujours du capital industriel. Pourtant, elles jouent aux mêmes tactiques stratégiques de spéculation sur les marchés qui font bel et bien fluctuer la réalité économique des entreprises productives à leurs tours. Ainsi, lorsque le capital financier se casse la gueule en revenant sur terre, il casse ensuite la gueule de la réalité industrielle dont il émanait.

L'apparence relativement tranquille des dernières décennies - malgré quelques crises comme celle de 2008 et les guerres d'orient - expriment le temps qu'a pu gagner une telle stratégie de dématérialisation financière. Bien que le capital fictif ne puisse jamais se transformer en richesse réelle sans produire de plus-value, il agit comme un amortisseur temporel pour le capital industriel. En créant des titres, des actions ou des crédits supplémentaires, le capital fictif retarde les lois fatales liées à la production. Il permet ainsi aux entreprises de continuer à investir, à payer leurs salariés et à financer l'innovation, même lorsque le rythme de la production de plus-value ne suit pas. Cette injection de liquidité imaginaire lui donne du temps et le marché croit que sa richesse croît.

Le mot "croire" est important ici, puisque c'est la religion du fétichisme de la marchandise qui guide - en apparence et en conscience fausse - la production capitaliste. Nous avions évoqué au début de l'ouvrage l'importance de la conscience humaine en tant qu'elle est elle-même du capital. C'est justement dans ses affects que l'humanité reproduit tout ce chaos. Le marché est sans cesse ébranlé par des tweets ou ce qu'on appelle des "états d'âmes" parce qu'il fonde tout sur un « espoir » et non pas sur la réalité matérielle de sa production immédiate. Si il le faisait - ce que les défenseurs du "bon capitalisme d'avant sans ses usuriers et spéculateurs" ne comprennent jamais - alors ça serait déjà sa fin. Conséquemment, si tout est devenu particulièrement abstrait dans les arts, la sexualité, les cultures et les idées, ce n'est pas simplement parce que la finance se sépare de la réalité productive, mais parce que c'est la production elle-même qui se fonde sur de la fictivité.

« Le spectacle est le capital à un tel degré d'accumulation qu'il devient image. »

- Guy Debord, *la société du spectacle (1967)*

« Lorsque l'équivalent général s'est universalisé à toute la reproduction sociale, toutes les différences qualitatives se dissolvent dans l'abstraction de la valeur et le monde devient celui de l'indistinction généralisée ».

- Francis Cousin*, critique de la société de l'indistinction (2007)*

Pour remédier à l'impasse grossissante de ce cauchemar, le capital est donc intervenu à la source, en allant dans le processus de production lui-même et en développant le retour à son ancienne plus-value absolue, à savoir le *Made in china*. Si l'écrasante majorité des marchandises qui nous entourent viennent d'une production industrielle mondiale localisée dans les pays en voie de développement, c'est parce qu'il était impossible de revenir sur les conditions de vie du prolétariat syndiqué occidental, et parce que les pays encore relativement vierges de l'exploitation capitalistes - principalement asiatiques et africains - avaient un potentiel similaire à ce que nos ancêtres ont vécus au 19e siècle dans les manufactures. Alors au courant des années 70 et 80, le capital délocalisa son industrie et dans la même lancée, diminua les coûts de sa main d'œuvre tertiaire improductive d'occident en important une armée de réserve bon marché qui cassa son coût du travail.

C'est donc sur ces modalités générales que le Québec perdait ses deux référendums. Sa réalité économique étant toujours aussi périphérique et dominée de l'extérieur, il a sagement suivi le cours économique normal de l'occident (l'austérité de la fonction publique sous Lévesque de 1981-82 - la plus importante de notre histoire, n'en déplaise aux péquistes de gauche - et la rigidité de Lucien Bouchard en témoignent), détruisant de plus en plus les frontières et les nations pour asseoir sa stratégie mondiale.

Il convient alors de se pencher à nouveau sur le paradoxe électoral de l'omniprésence du Parti Québécois dans les dernières années. Nous avons déjà expliqué son rôle de modernisation de la province, mais face au néolibéralisme, il en a développé un nouveau dans les dernières années comme transcroissance logique de sa fonction initiale. En effet, si l'espoir souverainiste de ses militants est naïvement à côté de la plaque, elle n'est pas non plus complètement autonome et dépourvue de la réalité dont elle émerge…

*« Si vous voulez, on va cesser de parler des francophones du Québec, voulez-vous ? **On va parler de nous**, à 60 %. On a voté pour ! [...] C'est vrai... c'est vrai qu'on a été battu, au fond par quoi ? **Par l'argent... puis des votes ethniques**, essentiellement. Alors ça veut dire que la prochaine fois, au lieu d'être 60 ou 61 % à voter OUI, on sera 63 ou 64 %, et ça suffira ! C'est tout ! »*

- Jacques Parizeau, *Discours prononcé à la défaite du oui le 30 octobre 1995*

L'argent ou le vote ethnique ? Les droitistes veulent le premier sans le second, les gauchistes veulent le second sans le premier. Dans les deux cas, c'est mal comprendre qu'ils sont inséparables. Le multiculturalisme, l'immigration massive, la guerre à la laïcité, le mépris de l'historicité, le « Non » massif du milieu des affaires et celui des communautés culturelles au référendum de 1995… Le Québécois doit comprendre que tout se tient et que l'on veut sa peau non pas simplement comme Québécois, mais comme ce que le Québécois contient de « pégu récalcitrant ». Les députés du PQ est une pseudo élite qui agitent les bras et les mains pour attirer la sympathie d'une classe qui les trouvera toujours fatalement ringards alors que leur force mobilisatrice leur est toujours venue du bas. **Le PQ est passé de l'espoir à la colère du prolétariat.** S'il voulait toujours faire progresser le Québec "*un peu plus haut, un peu plus loin*" dans les années 70, il veut désormais préserver son mode de vie face au cosmopolitisme de la marchandise qui a complètement déstructuré ses rêves mondains de la deuxième portion du siècle dernier.

On nous présente le discours fédéraliste comme un discours de peur, comme si les politiciens libéraux tentaient de convaincre leurs maîtres sur les risques économiques du projet… or, c'est précisément l'inverse. Ce sont les capitalistes montréalais et torontois qui dictent aux libéraux la stratégie de la défense des intérêts canadiens pour convaincre le prolétariat de voter non. La peur n'est pas un sentiment anodin, elle renvoie à une prise de risque non désirée par cette élite comme capital personnifié. Lorsque le parti libéral évoque la fuite de capitaux, ils ne le font pas pour faire peur à westmount, c'est westmount qui les ramène à leur rôle de sbires grotesques pour faire peur aux prolétaires.

Le bon vieux temps, c'est la Conquête anglaise de 1760; par la force des armes, les marchands anglais s'emparent du commerce de la fourrure. Chaque année, les grands boss se réunissent pour fêter leur fortune. Ils mangent, ils boivent, ils chantent. Ils s'appellent McGill, Ellice, Smith, Frobisher, Mackenzie. C'est ça, le Beaver Club il y a 200 ans. *C'est la mafia de l'époque. Ils achètent tout : les terres, les honneurs, les médailles, le pouvoir, tout ce qui s'achète. La gang de fourrure forme lentement l'élite de la société. Les voleurs deviennent tranquillement d'honorables citoyens. Ils blanchissent l'argent sale en devenant banquiers, seigneurs, politiciens, juges. Deux cents ans plus tard, leurs descendants, devenus tout à fait respectables, font revivre cette fête par excellence de l'exploitation coloniale. Le gros Maurice, ministre des Forêts, devenu boss d'une multinationale du papier. Jeanne Sauvé, sa femme, administrateure de Bombardier, d'Industrial Insurance, et gouverneuse générale. Marc Lalonde, ancien ministre des Finances, maintenant au conseil d'administration de la City Bank of Canada. Francis Fox, ministre des Communications, engagé; par Astral Communications. Toute la gang des Canadiens français de service est là, costumé en rois nègres biculturels. Des anciens poiticiens devenus hommes d'affaires. Des anciens hommes d'affaires devenus politiciens. Des futurs politiciens encore hommes d'affaires.Toute la rapace est là: des boss pis des femmes de boss, des barons de la finance, des rois de la pizza congelée, des mafiosos de l'immobilier. Toute la gang des bienfaiteurs de l'humanité. Des charognes à qui on élève des monuments, des profiteurs qui passent pour des philanthropes, des pauvres types amis du régime déguisés en sénateurs séniles, des bonnes femmes au cul trop serré, des petites plottes qui sucent pour monter jusqu'au top, des journalistes rampants habillé en éditorialistes serviles, des avocats véreux, costumés en juges à 100 000$ par année, des liche-culs qui se prennent pour des artistes. Toute la gang est là : un beau ramassis d'insignifiants chromés, médaillés, cravatés, vulgaires et grossiers avec leurs costumes chics et leurs bijoux de luxe. Ils puent le parfum cher. Sont riches pis sont beaux; affreusement beaux avec leurs dents affreusement blanches pis leur peau affreusement rose. Et ils fêtent… Au Ghana, une fois par année, les pauvres imitent les riches. Ici, ce soir, les riches imitent les riches. Chacun à sa place…*** ***Les bourgeois anglais se déguisent en bourgeois anglais, les collabos bilingues s'habillent en collabos bilingues, souriant et satisfaits, les Écossais sortent leur jupe écossaise, les Indiens se mettent des plumes dans le cul pour faire autochtones. On déguise les Québécois en musiciens pis en waiters. Les immigrés? Comme les Québécois, en waiters!*** *Chemises à carreaux et ceintures fléchée. Manque juste les raquettes pis les canisses de sirop d'érable. Des porteurs d'eau déguisés en porteurs de champagne. Alouette, gentille alouette!* ***C'est toute l'histoire du Québec en raccourci. Toute la réalité du Québec en résumé : claire, nette pour une fois, comme grossie à la loupe…***

Ils sont pareils partout… à New York, à Paris, à Mexico. Je les ai vus à Moscou vomir leur champagne et leur caviar sur leurs habits Pierre Cardin. Je les ai vus à Bangkok fourrer des enfants, filles ou garçons, pour une poignée de petit change. Je les ai vus à Montréal dans leur bureau avec leurs sales yeux de boss, leur sale voix de boss, leur sale face de boss, hautains, méprisants, arrogants. Des crottés avec leur chemise blanche pis leur Aqua Velva. Minables avec leur Mercedes pis leur raquette de tennis ridicule. Comme des rats morts. Gras et épais avec leurs farces plates pis leurs partys de cabane à sucre. Pleins de marde jusqu'au bord à force de bêtise et de prétention. Crosseurs, menteurs, voleurs. Et ça se reproduit de père en fils. Une honte pour l'humanité!

- Pierre Falardeau, *Le temps des bouffons* (1993)

*« **La souveraineté créerait une incertitude économique majeure** qui risquerait de compromettre les investissements et l'emploi au Québec. »*

- **Conseil du patronat du Québec**, *mémoire présenté dans le cadre du référendum*, 1995.

*« Le marché canadien constitue un élément essentiel de la prospérité des entreprises québécoises. **Toute rupture de ce cadre représente un risque important.** »*

- **Chambre de commerce du Montréal** métropolitain, déclaration publique, 1995.

*« La capacité d'accueil […] **ne doit pas justifier une baisse des seuils d'immigration.**»*

- **Chambre de commerce du Montréal** métropolitain, *Planification de l'immigration : la Chambre réclame des cibles répondant aux défis économiques et démographiques*, 2025.

*«Le CPQ s'oppose fermement à une approche aussi restrictive […] **les employeurs d'ici ont besoin plus que jamais de travailleurs spécialisés.** »*

- **Conseil du patronat du Québec**, *Le CPQ dénonce les nouvelles annonces en immigration : un coup dur pour l'économie québécoise*, 2025.

*« **L'incertitude constitutionnelle constitue un frein majeur** à l'investissement et au développement économique. »*

- **Paul Desmarais**, propriétaire du groupe *Power Corporation,* position rapportée dans la presse économique canadienne, période référendaire de 1995.

Loin de se réduire à une simple « défaite référendaire », les événements de 1995 sont particulièrement significatifs pour le développement de la conscience de classe au Québec. Ils ont révélé l'état dans sa vérité, car les camps du Oui et du Non constituaient l'une des rares polarisations réellement fertiles pour une société comme la nôtre. Le 30 octobre marquait la fin d'un enthousiasme politique comparable à celui des Trente Glorieuses. Les Québécois ont pu constater que la politique n'était pas autonome et que la démographie jouait un rôle crucial dans le fonctionnement du processus politico-capitaliste. À l'instar des référendums sur Maastricht en 2005 ou sur la dette grecque en 2015 - auxquels on pourrait ajouter celui de la Catalogne en 2017 - ces consultations révèlent des failles et l'incapacité d'une telle procédure, ouvrant la voie à une conscience de classe contre l'imposture démocratique.

Mais il existe une nécessité périodique de conserver le Parti québécois comme opposition formelle des prolétaires car reconnaître unilatéralement que la politique n'est pas neutre les en détournerait. Ils sont similaires à un intermédiaire syndical qui - une fois assis à son siège de représentant depuis des générations - s'est séparé des intérêts de la classe dont il provient. Il en va de même pour l'électorat conservateur qui avait bien aperçu que les médias, l'État et les entreprises jouaient de concert contre leurs intérêts… mais qui ont été ramenés à la maison par le tendre Éric leur faisant miroiter une saine représentation au parlement: Il s'agit toujours de reproduire le prolétaire soumis à l'économie politique en lui faisant croire qu'il y aurait encore quelque chose à y rénover au lieu de lui permettre la conscience claire que l'état et la nation sont déjà morts. L'économie politique cherche toujours à gagner du temps en suggérant de dénouer le nœud au lieu de le trancher.

La problématique de l'immigration, de la religion, des pharmaceutiques, du transhumanisme et de l'identité nationale comme celle de genre sont trop souvent présentées comme des enjeux "sociétaux", alors qu'ils ont une racine économique évidente. Le rôle de l'immigration et des relativismes sexuels ont toujours été de casser l'homogénéité de classe. Il s'agit de créer des luttes "écrans", mettre une pression à la baisse sur les salaires et casser la conscience nationale homogène, puisque derrière la notion illusoire de "citoyen" qui dépasse les tribalismes ethniques ou sexuels, se cache ensuite la notion du prolétariat et sa lutte universelle. Le souverainisme - qu'il soit d'ici ou en Europe - n'est donc plus la lutte d'une bourgeoisie nationale voulant asseoir sa domination comme au temps de Marx et Luxembourg, mais bel et bien celle du prolétariat nostalgique de la politique nationale vis-à-vis de la paupérisation mondialiste. Avocats, médecins, ouvriers, étudiants ou chômeurs, tous ont tendance à penser l'État comme un moyen de défense, comme un "rempart" vis-à-vis de l'hégémonie mondiale des multinationales américaines, comme si le cours de son dollars et le cours de l'État québécois pouvaient se séparer alors que l'un dépend complètement de l'autre depuis le départ.

Que des petit-bourgeois ou leurs détracteurs de gauche s'imaginent que l'indépendantisme québécois serait en mesure d'asseoir une domination prestigieuse des élites locales souffrent d'une indigence historique. Ici comme en Europe, le souverainisme est d'abord un cul-de-sac pour les aspirations réformistes et "citoyennes" du prolétariat naïf.

C’est dans cette impasse entre le prolétariat et le capital qu’une idéologie du passé, correspondante à une tentative de réanimation d’une base matérielle du passé, resurgit pour contrer le chaos d’insécurité, brandissant un “ordre de la dernière chance”. Si le camp du non est celui du mensonge, des manipulations et de l’argent, le camp du oui n'a toujours eu du sens qu’en mobilisant son contraire: le vrai, la passion et la chasse aux traîtres. Il est de sa substance que d’être *inadéquat* aux obligations capitalistes lorsqu’il porte la ligne séparatiste dure et les récentes positions anti-immigrations du Parti Québécois le démontrent, de même pour leur positionnement sur les médicaments ou aux dogmes liées à la théorie du genre dans nos écoles.

C’est l’enjeu du populisme qu’on retrouve actuellement partout en occident et qui a frappé Paul-St-Pierre Plamondon. Sur fond de « politique québécoise » se joue en fait un archétype plus global qu’on retrouve à l’échelle de l’humanité universelle: celui de la lutte entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid, entre le maître ou l’esclave… etc. Lorsque Parizeau se fâche, que René Lévesque retient sa douleur, que Pierre Bourgault s’exclame ou que Pierre Falardeau sacre, l’indépendantiste ne soupçonne pas assez qu’il est d’abord ému par les grands principes de la civilisation helléno-christique: la vertu, le courage, le sacrifice… en somme: la passion révolutionnaire de notre essence humaine aliénée.

Étant donné que le prolétariat a déserté la gauche, ce qui explique donc la nouvelle popularité du Parti Québécois et celle des conservateurs est la captation de tout ce qui pourrait dangereusement faire pencher le prolétariat vers la lutte de classe verticale pour lui substituer un réformisme mou qui gagne du temps. S’il existe vraisemblablement au Québec un appétit pour un changement structurel, cette volonté ne nous est pas propre et renvoie à la réalité de toute l’humanité dépossédée de son essence. Le Rassemblement national de Jordan Bardella mène à peu près les mêmes chiffres et obtient un soutien particulier de la part des jeunes familles paupérisées. Pareil pour le Canada anglais avec les conservateurs de Pierre Poilievre (qu’on imagine défait, mais qui reviendra d’autant plus fort après Carney) ou bien le Reform UK de Faraj. C’est qu’en réalité, le monde entier vit une crise de plus en plus évidente depuis 20 ans et c’est principalement ceux qui la vivront de plus en plus dans les années à venir qui sentent le besoin d’en changer les paradigmes.

Nous sommes entrés dans “*l’afuera*” généralisé: Bolsonaro, Mileil, Kast, Trump, Meloni, Orban… sur quelles problématiques ont-ils été élus? - L’immigration, la paupérisation du prolétariat suite aux délocalisations et la perte du pouvoir d’achat et l’accès à la propriété. Que la solution soit la sortie de l’UE, le nationalisme, la sortie du Canada ou même à gauche, l’offre d’une alternative “éco-socialiste” et d’une éventuelle 6e république française, le changement majeur dans la pensée politique de ces dernières années est celle d’une rupture systémique. La promesse politique des trentes glorieuses structurée sur la plus-value relative en est parvenue à sa chute, invalidant ainsi un monde optimiste, insouciant et abruti pour lui substituer la contrainte angoissante du serrage de ceinture. Pour autant, on voit aussi qu’une de ces formations politiques ne pourront parvenir à leur fin malgré l’exercice du pouvoir. Il ne s’agit pas de dire qu’il est impossible que PSPP puisse se rendre avec une majorité au parlement afin de tenir son référendum, mais qu’il sera contraint de réaliser ce qu’exige de lui le marché mondial comme l’avait brillamment fait l’équipe Lévesque.

Que la séparation soit battue (volée) comme celle de 1995 ou qu'elle obtienne enfin une majorité, elle ne pourra objectivement pas se mettre en place en raison de manipulations étatiques qui lui seront opposées. Ses ambitions s'arrêtent selon ce qu'en font le *beaver club* pour digérer une radicalité potentielle. Jusqu'à présent ce nouveau PQ surfe sur l'audace tranchante, le rejet du multiculturalisme et la dénonciation de la mauvaise gestion des finances publiques, et c'est uniquement là où il se verra efficace comme pourrait l'être sa rivale caquiste Christine Fréchette ou le libéral Charles Milliard.

Si cette nouvelle époque exprime une tendance au retour en arrière; un repli sur les ruines du siècle précédent, c'est parce que c'est la tendance du capital à revenir à sa valeur d'usage et à son capital industriel. Étant donné notre exposition des tendances prises par le capital, on pourrait avoir tendance à croire qu'un tel sursaut du passé invalide notre conception de "sens historique", laissant la place aux pires résurgences du conservatisme; que si Trump a été élu puis qu'il est revenu à la charge, c'est que l'histoire pourrait repasser les plats. Cette problématique avait déjà été brillamment décortiquée par Marx sur le cas de Louis Napoléon Bonaparte et le retour de l'empire en 1852: comme toute transformation, le concept de la tendance n'est pas une progression linéaire, elle est une lutte contradictoire avec des allers et retours. En réalité, il s'agit d'un développement en spiral dans lequel l'histoire avance comme une clé à molette revenant en arrière pour pouvoir la boulonner. Ce mouvement n'est pas une mystique aléatoire, mais l'expression d'une contradiction contenue dans la loi de la baisse *tendancielle* du taux de profit.

Car si depuis 1970 jusqu'aux années 2020, le capital s'était dématérialisé au point de négliger la source même de sa valeur d'échange et qu'il avait délocalisé son industrie, nous sommes parvenus au point ou ces pays du tiers-monde ont développés leur propre plus-value relative et le capital constant qui en résulte, entraînant à nouveau une baisse tendancielle du taux de profit encore plus forte, poussant le capital et plus particulièrement les pays développés d'occident à rejouer 2 nouvelles cartes: la mise en friche mondiale et le retour à une plus-value absolue locale. Cette périodisation s'est ainsi produite dans les dernières années: 2018: saturation des marchés et premiers taux d'intérêts négatifs - 2019: crise financière, apparition de la covid-19 et liquidation des stocks - 2020 à 2025: tentative vaine de se restructurer sur un retour à la valeur d'usage.

Non seulement le capital avait de la difficulté à dégager un taux de profit, mais pour échapper au problème il en créera d'avantages dont il ne parviendra jamais à en maîtriser les excès. L'épargne a excédé l'investissement puisque que cette masse de valeur chimérique ne pouvait de toute façon pas s'investir dans une économie désindustrialisée. Alors les banques et les gouvernements ont tentés de relancer la circulation et l'innovation par des prêts à taux d'intérêts négatifs pour que circule cette masse écrasante de profit stagnante, mais c'était revenir au même problème car l'industrie n'est pas morte pour rien: elle n'était plus en capacité de produire une plus-value suffisante pour combattre sa baisse du taux de profit. Alors le capital a dû liquider sa surproduction à la manière de la première et seconde guerre mondiale par une mise en jachère forcée.

La pandémie s'est annoncée partout comme crise sanitaire mettant l'économie à l'arrêt pour sauver les hommes, or elle est précisément l'inverse: elle a arrêté les hommes pour sauver l'économie.[44] En laissant s'épuiser ses stocks et en tuant une vaste part des petites entreprises, le capital de 2021-22 s'est concentré et a relancé pour une très courte durée un nouveau cycle de son capital financier, mais il a simplement retardé un problème qui lui est revenu aussitôt, aveu d'un échec conduisant à un virage "populiste de droite" pour tenter de régler le problème à sa base.

Trump et tous ses imitateurs sud-américains comme européens cherchent à restructurer l'économie sur un vieux capitalisme "à papa" promouvant - main dans la main avec les grandes centrales syndicales - une ré-industrialisation et un protectionnisme national par des tarifs douaniers. Ainsi, c'est tous les pays occidentaux qui se tournent vers eux-mêmes (Ici Carney avec l'élaboration d'un marché national, les échanges avec la Chine et les grands projets d'énergie fossile) dans un agenda chambranlant qui n'a de sens que sur le papier. Le capitalisme vert, ses filières batteries et ses voitures électriques - n'en déplaisent aux partisans écolos de la "décroissance" - n'existent qu'en raison de ce retour à la valeur d'usage. Le Parti québécois n'en est pas épargné avec sa proposition d'exemption de taxes sur les PME qui représentent son seul levier idéologico-économique avec les coopératives et les sociétés d'État. La CSN (centrale de soumission nationale), la FTQ (Force travailliste du Québec) et la CSQ (Coercition de la servitude québécoise) prient pour une relance et des "bons emplois"; ils participent à l'union sacrée de panique anti-américaine en prétextant qu'il s'agirait d'un fouteur de trouble passager et surtout pas d'une impasse systémique du capital.

Ainsi, le phénomène PSPP n'indique pas le retour en force du souverainisme, mais au contraire sa mise à mort définitive. À la différence d'une véritable transcroissance qui amène des modifications substantielles, le souverainisme du PQ est quasiment identique à celui des années 70. De la même manière que la morale a toujours le dessous en voulant intervenir sur une réalité dont elle a perdu l'immanence de ses valeurs, la préservation identitaire et culturelle à la sauce Mathieu Bock-Côté indique justement que le Québec reste dans *le temple des paroles dont il ne peut sortir.*

À gauche, le "nouveau" souverainisme qu'on nous a vendu via le mouvement des Oui-Québec, le rap de "Kinji00", les partenariats "queb" des microbrasseries et des cafés 3e vague, les t-shirts "Je comprends pas ton français", les pages de memes indépendantistes… Tout ça n'est qu'une enflure nostalgique et virtuelle exprimant l'impossibilité d'une véritable novation souverainiste. Ils s'allient dans un partenariat stratégique de micro-marketing pour se sécuriser comme PME menacés par la concentration inévitable du capital. La plupart de leurs membres sont des travailleurs autonomes promouvant un "made in Québec" pour se vendre eux-mêmes car le nationalisme fédère une clientèle économique importante. De temps à autre «l'empire Québecor » offre ses dons au mouvement souverainiste en coulisse, laissant entrevoir pour quelques excités un parti pris capitaliste local pour l'indépendance.

---

[44] Guerre de classe, *Commentaires sur le grand mensonge spectaculaire du coronavirus, la crise historique de la marchande mondial et le retour des luttes de classe radicale* (2020)

Ils oublient que ce n'est qu'un simple média improductif vivant de la rente publicitaire au bord de la faillite et qu'ils demandent au gouvernement des aides payés par le contribuable. Lorsque la force d'un mouvement repose sur "la société civile" et les "organismes à but non lucratifs", il nous indique sa déconnexion du moteur historique; de la contradiction entre le prolétariat et le capital.

Indépendantiste comme fédéraliste, l'indigence de ces lanceurs d'alerte sur l'éventuel référendum se trouve dans leur empirisme. Ils pensent qu'il existe une corrélation entre le nombre de discussions sur le projet et la probabilité qu'il se réalise, or l'histoire démontre à peu près toujours l'inverse; elle concentre tous les regards sur des distractions, les jette à la poubelle puis en invente d'autres, ne laissant personne pouvoir faire de justes précisions. Il est très difficile de demeurer lucide et froid face à autant de sorties politiques fracassantes sans prendre de la hauteur et faire un travail de culture historique. Tout le 20e siècle a été traversé d'angoisses sur la guerre nucléaire… et elle ne vînt jamais. Si ce référendum trouve parfois réception chez les gens, c'est parce que le désir d'émancipation lui ne fait que grimper, égaré dans des culs- de-sacs.

De plus, le candidat libéral Charles Milliard profite de la montée du Parti Québécois et il est convenable de se demander pour quels motifs on nous à mis mur à mur PSPP dans les dernières années… Ce phénomène rappelle Lionel Jospin - ex premier ministre français - qui racontait la stratégie mitterrandienne, reprise par Chirac, de constituer un "front républicain" contre la prétendue montée fasciste de Jean-Marie Le Pen. En effet, ils souhaitaient avoir un ennemi nauséabond au second tour pour être sûr de rallier tous les électorats quel qu'ils soient. Comme Christine Fréchette et Mark Carney, il cherche à incarner la rassurance face à "l'arrogance" et la "méchanceté" de PSPP, Pierre Poilievre ou Éric Duhaime.

Quant à Québec solidaire et la gauche en général, Falardeau donnait déjà grossièrement l'heure juste dans une entrevue donnée à Richard Martineau aux francs-tireurs: "*Les idées d'option citoyenne viennent du monde communautaire, tsé* ***le monde ouvrier est pas là dedans pantoute****; c'est les pauvres, les soupes populaires, les sandwichs au balloney… « on va donner au monde des hlm en giprock »… M'en calice des HLM en giprock! Nous autres on veut des maisons! Alors pour moi, c'est de la politique de missionnaires. Tu vois, quelqu'un comme "Mère thérésa David" ça la presse, radio cadenas ils vont la mettre de l'avant dans les prochaines années [...] La marche des femmes là, supposément "révolutionnaire", quand la presse appuie ça pis que c'est le jus Oasis qui finance, pour moi c'est pas révolutionnaire. Power corporation ils financent pas la révolution.* ***Quand ils te financent c'est parce que t'es inoffensif.***"

Il résulte de cette analyse un constat qui poussa en grande partie les auteurs à produire ce texte, à savoir le potentiel de transcroissance révolutionnaire propre à quelques minorités indépendantistes. En effet, on pourrait être tenté de croire que de par sa marginalisation, sa forte proportion de travailleurs manuels et sa critique des mesures autarciques, le camp "conservateurs" ou plutôt; libertarien, serait le plus à même de désirer l'abolition de l'État et de l'argent.

Or - strictement à l'heure actuelle - on observe au contraire des petits entrepreneurs, une aristocratie ouvrière*[45] et des agriculteurs qui ont des préoccupations autocentrées s'apparentant davantage à la réaction qu'à la révolution. Ceux-ci ne s'opposaient pas à la vaccination obligatoire et aux couvre-feu en raison de la dictature des lois économiques sur leurs vies, mais de leurs soucis hystérico-personnel sur la peur des aiguilles, des produits chimiques et la fermeture de leur commerce.

Ils ne voulaient pas changer le monde, ils voulaient au contraire revenir au monde d'avant… Le costco, la voiture, la maison et les 2 enfant; la vie bien rangée de l'aliénation sans cesse reproduite leur allait très bien et c'est la fragilisation d'un tel mode de vie qui les porta à critiquer l'État, tout en pensant que celui-ci aurait machiavéliquement décidé de leur nuire par sadisme. Ils suivent un chef animateur de radio qui n'a jamais travaillé de sa vie, omettant parfois même de payer ses impôts[46]…

Au contraire, il existe chez certains péquistes intransigeants - ceux que l'on qualifiait plus haut de "falardistes" - un germe de conscience collective et historique, se préoccupant du sort général de la société et se détournant d'intérêts personnels immédiats. Si le libertarien dit "crissez-moi patience", le falardiste a la patience de *devenir en christ*. Il assume le débat et creuse la matérialité concrète de la domination nationale, au point de pouvoir déclarer - comme l'a instrumentalisé PSPP lors d'un congrès de son parti - "*Aujourd'hui on est à côté du débat. On est devant une société dominée par une autre, occupée par une autre, c'est simple et* ***c'est ça le problème de l'humanité depuis le début****… mais là c'est ça; t'as des philosophes comme Charles Taylor qui viennent nous parler d'identité…* ***On s'en calice tu de l'identité! C'est un problème de vol!"***

La principale limite de Falardeau et des militants sincères qui s'en inspirent est d'abord de tomber dans le « dissidentisme ». Sous prétexte d'être réfractaires au discours officiel, ils s'alignent très souvent sur des positions indigentes et insensées: « La Russie, la Bolivie et l'Iran emmerdent les États-Unis? - Soutenons les! » se disent-ils, tandis que le capitalisme russe, le capitalisme d'état ou l'islam n'ont absolument rien à avoir avec la ligne intransigeante qui veut l'indépendance de classe…

Dans son livre "pour en finir avec octobre", le frère spirituel de Falardeau et ex-membre de la cellule chénier Francis Simard disait: « *je crois toujours que l'expression la plus belle de l'internationalisme et de la solidarité s'est exprimée durant la* ***guerre d'Espagne*** *avec les Brigades internationales. Des hommes et des femmes venus des quatres coins du monde se battre et mourir pour la liberté sur une terre qui n'était pas la leur. Je crois toujours... No Pasaran ! »*

[45] Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en angleterre* (1845)* : Engels aborde l'enjeu des cadres et des managers comme ayant des intérêts différents du prolétariat, bien qu'ils le soient eux-mêmes.
[46] Journal de Québec, *Taxes municipales à Québec : au moins 14 avis de défaut de paiement pour Éric Duhaime* (12 septembre 2022)

Mais au lieu de permettre à nos éléments les plus opiniâtres de passer à une transcroissance communiste et de s'enraciner dans l'universel, ce même falardisme les enferme dans l'idée que le problème serait le "Canada" et que *l'indépendance serait bonne en soi…* sauf qu'ils ne prennent jamais la peine de réfléchir l'indépendance comme étant historiquement déterminé selon les différents courants qui en font l'usurpation. **Les gens prétextant qu'il faudrait une indépendance à tout prix sont précisément ceux qui ne veulent pas payer le prix de la vraie indépendance.** La mythologie de la lutte de libération nationale et de la révolution tranquille encore non-aboutie n'a rien à voir avec l'indépendance pratique des québécois puisqu'elle les conduit simplement à être des prolétaires modernes et abrutis; à devenir des *Elvis Gratton*.

La lutte pour l'indépendance au Québec n'a donc jamais été une lutte nationale, mais une lutte de classe bornée, instrumentalisée par une petite bourgeoisie, dont il faut désormais la défaire de son aspect identitaire afin qu'elle aille au bout de sa vérité intime en devenant universelle. Le puissant témoignage de Paul Rose et sa mère sur les comités citoyens du bidon-ville canadien-francais de la rive-sud, la pendaison des patriotes les plus combatifs, les grèves autour de la personne de Michel Chartrand, le mouvement des carrés rouges de 2012, puis plus récemment, la décentralisation spontanéiste du mouvement des jeunes souverainistes au tournant de la crise mondiale de 2019, viennent en réalité d'une impulsion révolutionnaire bien plus que d'un sursaut nationaliste. Ce sont au contraire des courants qui tendent à faire novation parmi une société québécoise décomplexée ne fonctionnant plus sur le mode de la préservation nationale paranoïaque, mais sur l'évolution d'une identité adéquate aux nécessités du mouvement historique. Il y a beaucoup à délaisser dans ce qu'incarne le Québec contemporain, mais s'il y en a quelque chose à retenir, c'est bien son naturalisme, son humilité et sa perspicacité; Ce petit peuple téméraire, patenteux et attaché à son territoire qui répudie à la fois le transhumanisme dégénéré du capital et les enclosures tribalistes du conservatisme religieux.

Mais de la même manière que les femmes ont actuellement bien du mal à penser les sujets hors du carcan féministe, les Québécois s'enferment trop souvent dans leur condition qu'ils croient propre de "Québécois". Le sujet X CHEZ les femmes ou le sujet X AU Québec…; c'est le symptôme d'un retard qui s'incarne dans des catégories inertes peinant à dépasser leur provenance fétichiste et qui par le fait même, s'opposent donc à leur prétention de s'émanciper et demeurer des victimes figées et parcellaires. Cette transcroissance révolutionnaire est la même dans tous les fétiches militants du temps contemporain. Être "indépendantiste" n'a pas plus de sens que d'être "féministe", "catholique" ou "écologiste"...etc. C'est lorsque l'indépendantiste cesse de se penser québécois qu'il est à la hauteur de ses aspirations initiales car notre réel statut est celui de prolétaires universels.

Le Québécois a cette difficulté particulière aux nouveaux peuples américains ; celle d'être séparé de sa souche européenne. À l'école, on ne lui enseigne que brièvement l'histoire de ses ancêtres qui participaient aux insurrections paysannes pendant des siècles. On le restreint à 400 années bien tristes de liquéfaction.

Combien d'entre eux savent que leur fleur de lys vient de la règne burgonde Clotilde qui conseilla à son époux Clovis de se convertir au catholicisme, religion des évangiles fondée sur la passion révolutionnaire des premiers chrétiens communistes et du christ hellénique contre la marchandise[47], laissant au passage un fort parti pris pour la condition véritablement émancipée de la femme[48]? Combien d'entre eux savent que le nom de leur fleuve qu'ils chérissent tant vient de *Saint-Laurent de Rome,* brûlé vif par les autorités romaines pour avoir redistribué aux pauvres les trésors de l'église? Combien d'entre eux connaissent le populicide vendéen ou le manifeste des égaux de Gracchus Babeuf? Et les grèves sauvages du prolétariat et ses communes qui durèrent jusqu'à plusieurs mois ? Quel québécois s'est fait des solidaires des gilets jaunes en 2018?

C'est en ce sens qu'il faut que l'indépendantisme québécois se demande ce que vaut sa spécificité identitaire québécoise? De quoi sommes-nous fiers exactement ? De cette revue de l'année nommée « bye-bye » qu'écoute passivement 3 millions de Québécois tous les ans à la place de festoyer? D'une fête de boisson "nationale" où l'on célèbre la "poésie" d'une nature brute que l'on partage avec les habitants de l'Oural ou de la Colombie Britannique ? Sans arrêt le nationalisme revendique confusément la beauté d'une réelle tradition humaine et les résidus d'un déchet de peuple. *On s'en calice tu du Québec!*

De la même manière que les algériens devront brûler leurs voiles islamique, que l'Indien devra abolir sa caste, que l'Iranien devra redécouvrir les joies culinaires du cochon ou que le Japonais devra rejeter son mutisme soumis, les québécois vont devoir cesser d'être complexés. Si certains « expats » viennent à la pelle à Montréal et à Québec pour fuir leur provenance françaises, qu'ils déclarent que les québécois sont « nices et ouverts », puis que dans le même temps, ceux-ci votent massivement pour Macron et Mélenchon aux présidentielles, c'est peut-être parce que nous sommes quelque chose comme un peuple particulièrement naïf et soumis qu'ils aiment pouvoir côtoyer dans leur propre goût pour cet aplaventrisme, celui que le prolétariat français de la France profonde tend au contraire à répudier. Nous sommes de tranquilles et complaisants hypocrites qui n'ont absolument pas le goût de l'indépendance…

L'indépendance, c'est faire l'altérité sienne, c'est devenir responsable et autonome, c'est être en capacité de se remettre en question; C'est avoir peur… et y aller quand même. Le Québécois ne veut rien de tout ça, mis à part ses éléments qui veulent justement dépasser la québécitude. Ce ne sont donc pas les communistes qui viennent falsifier le christiannisme, la lutte pour l'émancipation des femmes ou celle des québécois, ce sont ces dits "catholiques", "féministes" et "souverainistes" qui sont les véritables entristes, pollueurs et imposteurs qui instrumentalisent notre désir de révolution. Tôt ou tard, ils seront démasqués par le mouvement réel. Le temps de la naïveté, de la courtoisie et de l'hypocrisie est terminé. Il nous faut retrouver le rejet total et intransigeant de l'économie politique.

[47] Camille Mordelynch, *Le christ contre l'avoir* (2020)
[48] Régine Pernoud, *La femme au temps des cathédrales* (1980)

Mais comme le dit Hegel dans sa science de la logique: "*on ne se rend pas compte que, du fait même qu'on a défini quelque chose comme étant une barrière, on a déjà dépassé celle-ci.*" L'histoire universelle de la lutte de classe s'implantant déjà ici, *nous sommes des travailleurs québécois prêts à prendre en main leur destin* et nous savons pourtant que comme tous les peuples du monde, notre vérité se trouve dans le dépassement de cette provenance stricte comme pour ce qui est des catégories idéologiques. Pour tous nos ancêtres paysans et prolétaires; pour qu'ils ne soient pas morts pour rien et *pour que le québécois devienne véritablement indépendant*, l'indépendantiste doit s'opposer au souverainisme avec toute l'intelligence de son cœur pour lui substituer la lutte de classe radicale contre tous les états et c'est uniquement là où il se verra fidèle à la vérité de son émotion. Toute impulsion révolutionnaire est digérée et sert de tremplin à de nouveaux paradigmes politiques. Toutes les zones intermédiaires entre le vrai et le faux ne peuvent que finir par éclater. Que celui qui tende au vrai déserte le terrain de l'économie politique pour rejoindre le volcan de sa propre histoire réelle comme être générique!

La souveraineté du Québec avait déjà peu de sens dans le capital financier pré-covid, mais elle en a fatalement aucun au regard de l'histoire mondiale et de ce vain protectionnisme industriel porté par Trump. L'apparence de force électorale séparatiste sera rapidement niée, révélant la vérité de son engouement, celle d'une transcroissance possible vers la guerre de classe. Devant cette impasse, le mode de production capitaliste devra alors directement enlever au prolétariat lui-même: magouilles, destruction, dégradation des services publiques, augmentation des taxes et impôts, diminution des subventions, abandon des grands projets, négligence des infrastructures, austérité, submersion migratoire…etc.

Fatalement, il ne fait que créer son pire ennemi: un prolétariat international qui réalise que son rêve vendu dans la seconde partie du dernier siècle est devenu impossible. C'est donc nécessairement une lutte de classe révolutionnaire qu'il obtient à partir de ses propres contradictions internes et c'est la seule issue qu'il faut déjà prendre comme indépendantiste sincère. Si le capital était déjà un vampire suçant le travail vivant exploité, il est devenu une tumeur de phase 4. En enlevant tout aux exploités, il crée une masse d'hommes qui n'ont plus rien à perdre. En s'emparant de la totalité de l'usage humain, la valeur d'échange est parvenue à un point ou elle doit tuer ce qui la faisait vivre: la nature, la biologie, le désir…etc. L'humanité en est donc au moment de la grande révélation; celle ou il sera contraint de choisir entre sa naturalité ou son suicide.

Ce qui conduit à la révolution communiste n'est rien d'autre que le mouvement d'auto-invalidation du capital que chacun des modes de production préalablement rencontré ont traversés. Étant donné l'impossibilité du redémarrage du capital, l'humanité sera contrainte de faire rupture avec sa préhistoire au bout d'une longue et douloureuse crise, y compris dans tous les aspects de sa vie quotidienne: le faux couple, le faux groupe d'amis, la soumission au travail, la lâcheté existentielle, l'inculture, l'abrutissement, la passivité, l'hypocrisie, l'indifférence, les anti dépresseurs… c'est toute cette merde qui va tôt ou tard ne plus pouvoir persister et finalement se révêler à la conscience endormie du prolétariat. Ni inerte, ni spontanéiste, il devra s'auto-abolir par la grève et pas simplement à l'usine, mais dans tous ses rapports sociaux aliénés.

“La conscience a appris à se reconnaître dans ce qui lui était étranger, et elle sait maintenant que tout ce qui se présente comme extérieur est en réalité son propre contenu. ***La véritable lutte n’est donc plus une lutte contre un autre extérieur, mais une lutte qui se trouve en elle-même.”***

- Hegel, *Phénoménologie de l’esprit*

VIII : L'horizon révolutionnaire et l'indépendance véritable.

« Mettre fin à la religion en tant que bonheur illusoire du peuple, c'est revendiquer son bonheur réel. ***Revendiquer que cessent les illusions sur sa situation, c'est revendiquer que cesse une situation qui a besoin d'illusions.*** *[…] La critique a dépouillé les chaînes de leurs fleurs imaginaires, non pour que l'homme porte des chaînes interdisant d'imaginer et de se consoler, mais pour qu'il rejette les chaînes et cueille les fleurs vives. »*

- Karl Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit hégélien* (1844)

« L'émancipation humaine n'est réalisée que lorsque l'homme a reconnu et organisé ses forces propres comme forces sociales et ***ne sépare donc plus de lui la force sociale sous la forme de la force politique.*** *»*

- Karl Marx, *La question juive* (1844)

"Ce n'est pas aussi facile qu'il semble, car la croissance de la graine en nous est douloureuse. *De plus, du fait même que nous acceptons cette croissance, nous ne pouvons nous empêcher de détruire ce qui la gênerait, d'arracher des mauvaises herbes, de couper du chiendent ; et malheureusement* ***ce chiendent fait partie de notre chair même, de sorte que ces soins de jardinier sont une opération violente."***

- Simone Weil, *L'attente de dieu* (1942)

« Le communisme n'est donc pas « un projet » ou « un programme » de transformation sociale apporté de l'extérieur, *ni même créé idéologiquement par la classe ouvrière elle-même et accepté dans son ensemble, le communisme est le produit spontané, la logique immanente, interne de sa lutte.* ***C'est cette lutte qui constitue le fondement et l'unique source de toute théorie révolutionnaire, aussi abstraite et générale soit-elle. Ainsi, c'est l'être du prolétariat, sans aucune médiation, qui fonde historiquement et théoriquement le communisme.*** *»*

- Pierre Guillaume, *Idéologie et lutte de classes* (1977)

Il faut agir, mais pas dans la confusion… la démocratie est toujours contre-révolution du capital… ***INDÉPENDANCE DE CLASSE !***

- Guerre de classe, reprenant le groupe de l'union communiste, tiré de l'article de sa revue *l'internationale* nommé : *après les sanglantes journées de mai, la contre révolution « démocratique »* (1937)

À travers notre parcours en l'histoire mondiale, on peut donc en conclure que l'indépendance fausse est impossible, mais surtout que l'indépendance véritable est du même coup inévitable. La trajectoire dialectique du communisme naissant est la même que celle du capital mourant. Qu'est ce que la fausse indépendance? - Le projet réformiste du Parti Québécois. Qu'est ce que l'indépendance vraie? - Le projet incontournable et révolutionnaire de l'humanité: le retour au communisme, cette fois-ci universel, intégrant la positivité de tous les acquis de son parcours planétaire, plus particulièrement de l'internationalisme étant donné que le capital a homogénéisé les conditions d'existence de son prolétariat mondial pour lui en permettre son renversement fatal : l'être générique totalement débarrassé de ses enclosures nationales, idéologiques et religieuses. La commune universelle n'est pas le mondialisme de la marchandise sans distinction culturelle, il est le retour à la vraie culture et son érotisme radical, à tout ce qui subsiste de beau, de vrai et d'effectif; à la communion entre l'humain et le divin, entre l'humain et la terre, entre l'homme et la femme, entre la pensée et l'être, entre la passion et la raison.

Cet auto-mouvement n'est pas un mécanisme hors de notre agir immédiat, il appelle déjà à se réaliser en permanence à travers notre souffrance et notre angoisse. Il n'est pas un plan politique qui attendrait les conditions favorables à son émergence; nous sommes déjà son émergence. Celui qui veut changer la vie se change lui-même car il sait que le capital se reproduit à travers lui. Il souhaite son auto-abolition, sa propre mise à mort. La conscience tombant sur la critique radicale ne cherche plus des excuses à sa passivité, elle tente de tuer toutes les excuses, de balayer immédiatement les conditions de sa servitude; de briser ses chaînes. Nos émotions, nos pensées, nos aspirations ne sont pas des choix cérébraux; ils sont le résultat d'une matérialité sociale dont on ne peut s'enfuir. La seule solution est de changer le monde et ça ne se fait pas en le mettant de côté; il exige au contraire qu'on intervienne dedans et qu'on le fossoie. Le présupposé méthodologique de la critique communiste est ainsi *obligatoire* car notre impasse est dûe à la fausse conscience que produit le mode de production capitaliste. Comprendre c'est agir et agir c'est comprendre:

Si *mon monde* n'a pas d'autonomie vis-à-vis du monde dans son ensemble, alors c'est sa transformation totale qui doit être envisagée. Ma vie est constitutive de la société, mais c'est du même coup la société qui constitue la vérité de mon existence, elle est toute ma réalité; *je suis mes conditions objectives et les limites que j'éprouve.* Comprendre qu'on est l'autre, c'est donc non plus fuir l'autre en croyant pouvoir se changer seul, mais exiger de lui qu'il change. Il n'y a rien à attendre ou à espérer, il faut bel et bien emmerder les gens et leur dire ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre en étant emmerdé d'abord soi-même de *devoir changer*. La souffrance et la misère sont des fatalités contemporaines qu'il faut aimer puisque les assumer conduisent au désir nécessaire de la révolution communiste. On répudie par réflexe la *tension*, mais il est un moment absolument nécessaire de la mise en mouvement comme négation de ce qui nous a été légué par le développement des forces productives de l'aliénation. Ce renoncement ne perdure que si l'on ignore la prémisse que *leurs affaires* sont les miennes et vice versa. La valeur d'échange et sa division du travail ont produit l'imposture capitaliste du *choix* et de l'individualisme qui suppose un mensonge, à savoir que mes décisions n'impliqueraient que moi, or elles changent la réalité de l'autre et la réalité de l'autre change la mienne. « Qui suis-**je** ? » - **NOUS**.

Dans cette longue négation où s'épuise les portes de sorties imaginaires, l'étau se resserre et une partie de cette masse tombe sur la fatalité que cette société ne peut pas être conforme à ce dont elle rêve. Elle est tellement loin d'avoir directement vécu une sensualité quelconque qu'elle est de plus en plus en train de se projeter dans un rêve vaporeux qui la conduit à sa frustration proportionnelle. Sa parfaite impuissance ouvre paradoxalement sa conscience à envisager que absolument rien de ce qu'elle avait entrepris jusqu'à présent avait du sens. À l'image du déchet de peuple québécois, le déchet humain industriel sera contraint à une humilité forcée et non pas à l'entêtement qui cherche à trouver sa place dans cette société. L'individu qui intuitionne l'absurdité du monde et qui en souffre doit alors réaliser qu'il n'est pas véritablement absurde; son chaos n'est qu'apparent. Il est au contraire parfaitement organisé et conforme à des lois, mais pas *celle de son désir humain*. Le cerveau hystérique peut bien s'imaginer qu'en vivant reclu dans son petit lopin de terre physique ou mental les choses vont s'arranger, mais il tombera inéluctablement sur le fait qu'il est un être historico-social dont le désir est profondément impliqué avec ses pairs. L'humilité vraie est donc une opiniâtreté qui se jette dans l'arène et accepte de prendre les coups par passion. L'incarnation du vrai désir conduit toujours à la persécution puisque le capital a horreur de l'érotisme. Tout le temps, partout, nous serons incompris et c'est dans cette persécution que nous savons pourtant aimer pour de vrai.

Et que tous ceux qui se demandent passivement "que faire" comme si un programme spécial et mécanique nous conduisait au communisme se replongent dans les textes cités tout au long de l'ouvrage. Nous leur répondons qu'ils échappent déjà à leur propre vérité historique en se questionnant sur des modalités spécifiques d'un "système" dont ils doivent d'abord assumer le mouvement de négation qui y conduit. C'est l'excuse d'un scepticisme impuissant qui pense avoir contrôle sur le mouvement réel de l'histoire. On ne transforme le monde qu'en étant dans la nécessité déjà déterminée de sa trajectoire, comme l'ont fait le prolétariat barricadier de 1871 à paris ou celui de 1936 à Barcelone qui ne suivaient ni partis, ni syndicats, ni programme politique, mais qui s'incarnent d'abord dans leur auto-transformation *conduisant* à la grève sauvage.

Le mal-être qui tombe sur la critique historique ne trouve racine que dans la vie quotidienne car celle-ci est immédiatement vie historique… et c'est d'abord systématiquement pour faire écran à sa misère que la marchandise humaine s'y intéresse; pour obtenir un nouveau statut dans lequel elle tente de remplacer *la promotion de ses désir par le désir de sa promotion*[49]. Toute action politique est donc contre-révolutionnaire par essence. Tout se transforme sur le terrain de sa vie en se fixant dans la difficulté de pouvoir refuser ce monde à tous les niveaux. Supposer une autre dimension dans laquelle se jouerait face à soi "le cours du monde" est déjà un réflexe profondément schizophrène et capitaliste.

[49] Formule tirée de l'organisation des Jeunes ouvriers révolutionnaires dans *militantisme, stade suprême de l'aliénation* (1972)

*« **Malgré tout — le froid, la faim, la saleté, les poux, le danger constant — je ne crois pas avoir jamais été aussi heureux de ma vie.** J'étais parmi des hommes qui me traitaient comme leur égal. **Il n'y avait ni maîtres ni serviteurs, ni riches ni pauvres.** Nous étions tous dans la même situation, et cela donnait un sentiment de camaraderie que je n'ai plus jamais retrouvé par la suite. »*

- Georges Orwell lors de la commune de Barcelone, *Hommage à la Catalogne* (1938)

*"Il faut agir non pas **pour**, mais **par**"*

- Simone Weil, *La pesanteur et la grâce* (1947)

*« **Nul ne peut servir deux maîtres. Car, ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon.** »*

- *Évangile selon Matthieu*

*"C'est au cœur du cœur de sa propre **immanence** que l'homme auquel parle le Christ doit dépasser la scission aliénatoire qui place le divin hors du monde et **refonder la communion de soi comme corps et comme esprit.** Finalement, l'homme doit s'émanciper de sa propre conscience aliénée, en saisissant qu'il est aussi bien divin pour lui-même et en lui-même qu'il se reconnaît lui-même comme existence sacrale lorsque c'est le Christ qu'il reconnaît. [...] **À travers l'amour de l'homme, l'homme de l'amour peut-il devenir le divin qui est en lui et donc réaliser sa divinité dans une dynamique communière et insoumise pour l'unité de l'humanité elle-même.**"*

- Francis Cousin, *Commentaires sur l'extrême radicalité des temps derniers* (2016)

Vive le Québec libre… de lui-même!

Non nous ne souhaitons pas mieux errer dans le pays ou la province de l’exploitation améliorée, nous voulons vivre radicalement dans le produire de la communauté humaine émancipée!

Vive les chicanes! Vive la colère!

Vive la guerre de classe mondiale du prolétariat universel contre toutes les gauches et toutes les droites de la marchandise!

Vers l’indépendance véritable de la commune universelle sans argent, sans salariat ni état!

Sommaire:

Inexistant car il convient de traverser le livre comme totalité cohérente dont on ne peut en fétichiser une des parties.